

DAD AU  
CIÓN GE

PQ2390

.S53

R6

1830

c.1

Compendio de Brevettes

1790-1830

9.



847.

E#6 E#136



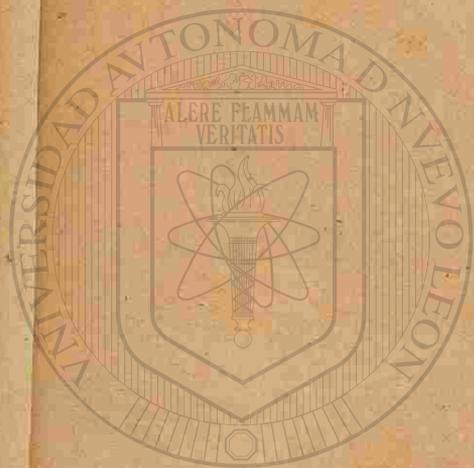
UANL

847

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





ROME,

LONDRES

ET PARIS.

110422

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE  
DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



30972

ROME,  
**LONDRES**

ET PARIS,

SCÈNES CONTEMPORAINES,

PAR

**C. R. E. DE SAINT-MAURICE.**

Ils sont enfin revenus parmi nous les habitués de l'Oeil-de-Bœuf; nous les avons vus de près, et trente années d'exil ne leur ont fait oublier ni les petites maisons, ni les basses intrigues, ni les folles prodigalités.

ALEX. DUMESNIL, *Mœurs politiques*, ch. vi.

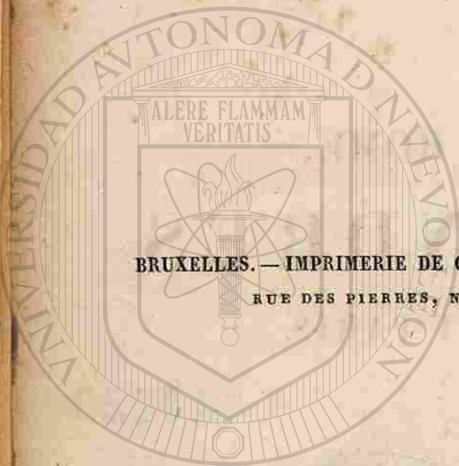


**Bruxelles,**

CHEZ H. TARLIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR.

1830.

FONDO BIBLIOTECA PUBLICA  
DEL ESTADO DE NUEVO LEON



BRUXELLES. — IMPRIMERIE DE ODE ET WODON,  
RUE DES PIERRES, n° 54.

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

80875

P02390

SS3

726



FONDO BIBLIOTECA PUBLICA  
DEL ESTADO DE NUEVO LEÓN

PROLOGUE,

ou

**AVANT-SCÈNE,**

ou

**PRÉFACE.**

— Encore quelque philippique contre les ministres?

— Ah! des philippiques! les journaux en font tous les jours; depuis quatre mois, la presse périodique bat en brèche le ministère Polignac; les brochures, les pamphlets ne lui ont pas manqué. Il y avait dans tout cela de la colère, de la justice, du talent...

— Eh bien! maintenant, que venez-vous faire?.....

— Rire! chacun a sa manière de voir : moi, je n'ai vu dans ces soi-disant hommes d'État qui se cramponnent au ministère, que des caricatures politiques, des personnages plus ou moins grotesques.

— Il y a bien un peu de bouffonnerie dans tout ce qui se passe; cependant, ces messieurs ne plaisantent pas avec le budget, avec la charte.....

— C'est vrai; mais vous conviendrez aussi qu'il n'y a rien de plus drôle au monde que des gens sans talent, sans mérite, qui veulent administrer la France malgré elle, et lutter contre l'opinion qui les repousse.... mais encore s'ils avaient quelque considération personnelle!...

— Vous pouvez avoir raison? Or, avec quelles armes attaquerez-vous ces géans?...

— Ces pygmées!... En les mettant en scène, en leur faisant jouer leur comédie.

— Est-ce que vous croyez être à Athènes? vous êtes en France, dans l'an de grâce 1829. Vous ne vous attendez pas probablement à obtenir la permission de la censure; vous aurez beau vous couvrir du voile de l'allégorie, recourir à l'allusion, on ne jouera pas votre pièce....

— Mais on la lira.... Point d'allégorie, point d'allusion; les personnages paraissent avec leurs noms, qualités, ridicules, sottises, et *cætera*.

— Comment! M. le prince de Polignac, M. de Courvoisier, M. de Montbel....

— Et *tutti quanti*... voire, même le vicomte Sosthène de la Rochefoucault, parlent, agissent, selon leurs habitudes, leurs affections, leurs principes.

— Diable! c'est différent : mais vous connaissez, vous avez donc vu de près ces fameux hommes?

— Que vous importe! D'ailleurs, dès qu'il y a comédie, il y a secret.

— Ah! oui, je comprends; cependant vous allez vous compromettre, et vous avez à redouter la vengeance...

— De qui? Vous oubliez donc que j'ai traité la question sous une forme comique; je me suis moqué de nos soi-disant hommes d'État, et voilà tout. J'ai tâché d'esquisser d'une manière tout à la fois dramatique et plaisante l'origine et la situation du ministère Polignac, jusqu'à la fin de l'année 1829. Si nosseigneurs se fâchent, tant pis, ou plutôt tant mieux.

— Vous vous compromettez, vous dis-je, et, si vous ne vous compromettez pas, vous vous ferez une douzaine d'ennemis terribles... Il faut que vous renonciez à l'espérance d'obtenir jamais la croix d'honneur!....

— Comme directeur d'une ménagerie?...

— Mauvaise plaisanterie! Vous n'êtes pas directeur d'une ménagerie, vous ne montrez pas d'animaux curieux, rares et vivans! Avez-vous le plus petit cétacée, la peau du moindre serpent... Possédez-vous seulement un lézard singulier, ayant, par exemple, sept à huit pattes....

— Non, mais j'ai mieux que cela; si je ne suis pas directeur d'une ménagerie, si je ne possède aucune espèce d'animal empaillé, n'ai-je pas aussi le droit de dire au public: « Entrez, messieurs, entrez, mesdames, vous verrez tel et tel!... Ils sont vivans, ils ont des dents. »

— Ce serait trop fort.... Assimiler nos ministres à des lions, à des léopards, à des renards, à des serpens....

— Eh! mon Dieu, n'a-t-on pas comparé maint grand homme de notre connaissance à un aigle, à un coursier? Presque tout le règne animal y a passé.

— Oui, c'est vrai: je pourrais même vous citer beaucoup de personnages qui se sont enorgueillis de ces surnoms, de ces comparaisons.

— Alors vous trouvez donc que je puis dire, en offrant une suite de scènes dont les ministres sont les acteurs: « Entrez, messieurs, entrez, mesdames! ils sont vivans; ils ont des dents! »

— A la bonne heure.

— La forme de mon ouvrage m'autorise à tenir ce langage : j'ai élevé une façon de théâtre, sans avoir besoin d'un privilège, et j'in vite les amateurs curieux à y entrer.

— Tout cela est bon, mon cher ; mais, vous n'aurez pas la croix d'honneur : c'est si joli, un ruban rouge ! Voyez donc un peu comme cela fait bon effet, comme cela tranche sur un habit noir, ou sur une redingote verte !

— Puisque vous trouvez cela si beau, pourquoi ne sollicitez-vous pas ?

— Ah ! moi, je ne suis rien ; je n'ai point de droits.

— Ayez une ménagerie ; faites-vous directeur !

— Le métier n'est pas si facile que vous croyez.

— Bah ! un lézard ou un serpent, ou une anguille de mer arrangée en boa, et puis une bonne voix pour crier : *Entrez, messieurs, entrez, mesdames !...*

— Perdez-vous, mon cher, perdez-vous ! Mettez-vous mal avec le ministère ; tant pis pour vous ; ce ne sera pas ma faute... Au plaisir de vous revoir...

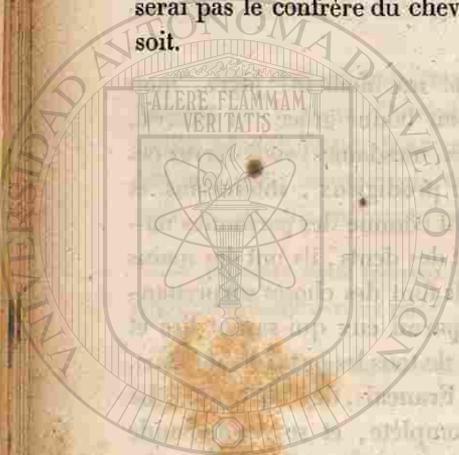
— Un moment ! un moment ! jugez, mon ami, si je n'ai point bonne grâce : « Entrez, « messieurs, entrez, mesdames ; vous verrez ces « êtres curieux et prodigieux, intéressans et « vivans ; ils parlent comme des personnes na- « turelles.... Ils ont des dents, ils ont des mains « avec lesquelles ils font des choses surprenan- « tes... Il y en a parmi eux qui savent lire et « écrire.... Il y en a de tous les pays, des Anglais, « des Italiens, des Français, des Portugais.... La « collection est complète, et se recommande « surtout à l'intérêt des connaisseurs par une « variété étonnante. »

— Assez, assez comme cela ! Allez, mon cher ; je suis désespéré de votre obstination ; publiez votre ouvrage, mais, je vous le répète, vous ne ferez jamais votre chemin....

— Pourvu que mon ouvrage fasse le sien !

— Je le souhaite, mais...

— Je n'aurai pas la croix d'honneur, je ne serai pas le confrère du chevalier de la Baleine : soit.



Personnages.

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





## *Personnages.*

Le P. ROTHAM, général des jésuites.

Le P. CONZA,

Le P. DOLCI,

Le P. GRAZZIANI,

Le P. GRIMALDI,

Le P. MOSCA,

Le P. TONGARD,

Le P. GOURGANDILLOS,

Le P. BARBERINI,

Le P. PULCI,

Le P. GURI,

FABRICIO, domestique.

DEUX PENSIONNAIRES de l'école française.

UN CARDINAL.

UN AGENT SECRET de la congrégation.

L'ENVOYÉ PORTUGAIS.

MATHÉO, ex-sous-caissier du Trésor.

UN EX-AGENT-DE-CHANGE.

JACKSON, domestique anglais.

FRANÇOIS, domestique français.

UN VALET-DE-CHAMBRE.

} jésuites.

LE DUC DE WELLINGTON.  
 UN SECRÉTAIRE de Wellington.  
 LE PRINCE DE POLIGNAC.  
 DEUX COMMIS de l'ambassade française.  
 UN NÉGOCIANT français.  
 WILSON, } négocians anglais.  
 BELTON, }  
 ISAAC LOPEZ, juif portugais.  
 DEUX ESPIONS de don Miguel.  
 UN OFFICIER PORTUGAIS réfugié à Londres.  
 M. DE MARTIGNAC, ministre de l'intérieur.  
 M. ROY, ministre des finances.  
 M. DE CAUX, ministre de la guerre.  
 M. DE VATIMESNIL, ministre de l'instruction publique.  
 M. DE PORTALIS, ministre des affaires étrangères.  
 M. BOURDEAU, garde-des-sceaux.  
 M. HYDE DE NEUVILLE, ministre de la marine.  
 M. D'HERMOPOLIS.  
 LAURENT, valet-de-chambre.  
 UN COIFFEUR.  
 UNE MARQUISE.  
 UN MARQUIS.  
 UN ABBÉ.  
 UN VIDAME.  
 UN VICOMTE.  
 LE JOURNALISTE ministériel.  
 M. DE CHABROL, ancien ministre de la marine.  
 LE VICOMTE SOSTHÈNE DE LA ROCHEFOUCAULT.  
 Madame LA COMTESSE DUCAYLA.  
 UN CRIEUR public.  
 UN CHIFFONNIER.  
 UN BOULANGER.  
 UN GARÇON épicier.  
 UN PROPRIÉTAIRE de la rue Saint-Nicaise.  
 PHILIPPE, trompette de cuirassiers.  
 MOLIEN, tambour.

UN COCHER.  
 M. LE BARON DE MONTBEL.  
 M. CUVIER.  
 M. DE LA BOURDONNAIE.  
 M. DE BOURMONT.  
 M. DE RIGNY.  
 M. DE COURVOISIER.  
 LE BARON TROUVÉ.  
 UN POÈTE.

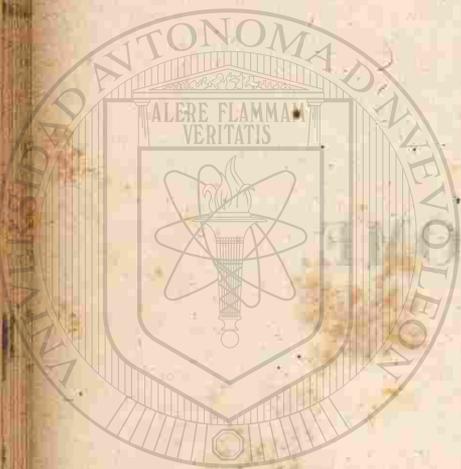


ROME.

UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



## ROME.

(Une des salles principales de la maison des jésuites ; au milieu une table ronde couverte de papiers et de lettres. Des jésuites si promènent de long en large, et causent à voix basse. D'autres sont assis, et témoignent une impatience inquiète ; leurs regards se tournent incessamment vers la porte. Entre un domestique tenant des lettres à la main.)

### SCÈNE PREMIÈRE.

LE P. CONZA, *au domestique.*

Eh ! eh ! mon petit ami, quelles lettres apportes-tu donc là ?

FABRICIO.

Ma foi ! mon révérend père, je n'en sais rien ; je ne les ai pas lues, moi...

LE P. DOLCI.

Imbécile! On te demande de quel pays elles viennent.

FABRICIO.

Je n'en sais rien non plus, mon révérend père, je ne dois pas le savoir; on vient de les remettre chez le concierge, et je les apporte ici sans les regarder.

LE P. CONZA.

Fabricio! mon ami! le révérend père Rootham n'est donc pas encore de retour?... Y a-t-il longtemps qu'il est sorti?

FABRICIO.

Oh! pour cela, mon père, je n'en sais rien.

LE P. GRAZZIANI.

On ne peut rien tirer de ce maraud-là... Ah! ça, Fabricio, est-ce que tu te moques de nous?

FABRICIO.

Oh! je n'oserais... Mais, je n'en sais rien, vous dis-je. Le père Rootham rentre sans m'en prévenir; et puis cela ne me regarde pas.

LE P. CONZA.

Allons, c'est bon, va-t'en.

(Fabricio sort, faisant une profonde inclination de tête aux pères.)

LE P. MOSCA.

A quoi pensiez-vous donc d'aller vous fâcher contre Fabricio? Excellent domestique, ma foi! Il a de l'intelligence, de l'adresse, de la discrétion. Avec quelques mots de latin et un peu de théologie, on pourrait en faire un bon jésuite.

LE P. DOLCI.

Je m'en charge; j'en parlerai à notre supérieur.

LE P. GRIMALDI, se levant et s'approchant de la table.

Je ne vois pas pourquoi nous ne nous assurions pas par nous-mêmes de la chose. Les subscriptions et les timbres de ces lettres peuvent nous apprendre ce que nous voulons savoir... (*Il examine les lettres.*) Turin... Vienne... Lisbonne... Madrid... Eh! ce n'est pas ce qu'il nous faut. Là, nous sommes sûrs de notre affaire. Mais Paris! Paris! Je ne vois rien qui vienne de Paris.

LE P. MOSCA.

Eh! eh! vous vous trompez, Grimaldi... Qu'est-ce que c'est que cette lettre-là?... Il me semble que j'ai reconnu l'écriture du frère Bonald... Oh! non; c'est à s'y méprendre: tant pis. Car les lettres de notre cher frère Bonald sont si précieuses, si importantes pour nous; elles contiennent toujours

quelque heureuse nouvelle... C'est la manne qui tombe du ciel, c'est la rosée bienfaisante qui...

LE P. GRIMALDI.

Une de Paris! une de Paris, mes amis!

TOUS, *accourant.*

Une de Paris! Dieu soit loué!

LE P. TONGARD.

Quel joli papier! quelle gentille écriture!...Mais, Dieu me pardonne, elle sent le musc.

LE P. COURGANDILLOS.

Lettre de femme! On dirait, ma foi, un billet doux comme ceux qu'écrirait une jolie pécheresse de Séville.

LE P. TONGARD.

Eh! non, je connais ça, moi. Cette lettre est de l'abbé Trébuquet, le secrétaire de monseigneur d'Hermopolis.

LE P. MOSCA.

Il pourrait bien cependant, le frère Trébuquet, se dispenser de parfumer ses missives. Est-ce que ce n'est pas lui qui, tous les matins...

LE P. TONGARD, *riant.*

Justement. Et des poètes satiriques n'ont-ils pas osé reprocher cela à ce bon jeune homme... Il a soin de sa santé; rien de plus naturel.

LE P. BARBERINI.

Ah! il doit être bien content d'une invention nouvelle que je viens de voir annoncée dans un des derniers numéros de notre bonne *Quotidienne*. Ce sont les clysoirs, instrumens perfectionnés, et dont le nom est formé du verbe grec *cluzô*, nettoyer, laver... Vous comprenez...

LE P. MOSCA.

Et de reste, père Barberini... Oh! les Français, les maudits Français, ils ne savent qu'imaginer, qu'inventer; ils ne peuvent pas rester tranquilles; je vous demande un peu si l'ancien instrument ne suffisait pas.

LE P. DOLCI.

Infâme civilisation! exécrables lumières du siècle! quand donc pourrons-nous vous mettre sous le boisseau?

LE P. MOSCA.

Encore, s'ils ne s'ingéniaient que pour des choses comme les clysoirs; il n'y aurait pas grand mal à cela; mais... mais...

LE P. TONGARD.

Ah ! si le ministère Martignac reste quelque temps encore, vous en verrez bien d'autres. Et ce petit Vatimesnil qui bouleverse tout dans l'instruction publique, qui admet les essais de toutes les formes nouvelles d'enseignement, la gymnastique, la science commerciale, la géographie, l'histoire, la chimie, la philosophie, etc., etc. Que vous dirai-je ? il ne borne pas l'éducation à l'étude du grec et du latin. Enfin, les vieux et respectables professeurs de l'antique université ne savent plus où donner de la tête, et si la Providence ne prend pas en pitié le pauvre pays de France, la cause de la religion, de la morale, est à jamais perdue !

LE P. BARBERINI.

Patience ! patience, ils nous paieront cher le mal qu'ils nous ont fait. Encore un peu de temps, et nous serons vengés ! Encore un peu de temps, et la proscription dont les ministres de Dieu, les humbles et vertueux serviteurs de Jésus-Christ ont été les victimes, cessera ! Encore un peu de temps...

(Fabricio rentre dans la salle.)

FABRICIO.

Très-révérands pères, le supérieur vient d'arriver ; vous allez le voir.

LE P. MOSCA, prenant le menton de Fabricio, et lui donnant ensuite un petit soufflet.

Il a une physionomie heureuse, ce garçon-là... oui, oui, nous en ferons quelque chose.

## SCÈNE II.

LES MÊMES, LE P. ROTHAM.

(Les jésuites le saluent et s'empresment autour de lui.)

LE P. ROTHAM.

Mes frères ! mes frères ! *Gloria in excelsis Deo !*

TOUS.

*Gloria in excelsis Deo !*

LE P. ROTHAM, s'asseyant et s'essuyant le front.

Mes frères, permettez que je prenne un siège, car je n'en puis plus... L'émotion, la surprise, la joie...

LE P. MOSCA.

Reprenez vos sens, mon frère... puis vous nous apprendrez le sujet... ®

LE P. ROTHAM, à Fabricio.

Éloignez-vous !

(Fabricio sort.)

LE P. BARBERINI.

Eh! mon Dieu, vous auriez pu le faire rester ici, car c'est un jeune homme d'une discrétion exemplaire; nous venons de la mettre tout-à-l'heure à l'épreuve.

LE P. ROTHAM.

On ne saurait prendre trop de précautions : vous savez que nous avons été trahis déjà plus d'une fois. Or, donc, écoutez! (*Il tire une lettre de sa poche.*) Je viens de recevoir de la secrétairerie de notre très-saint père cette lettre, qui a été adressée à l'un de nos amis les cardinaux, pour m'être remise; écoutez :

« Nous n'attendions plus que la clôture des chambres pour consommer l'œuvre de la régénération : on ne pouvait pas marcher sans argent, et nous avons le budget. L'anarchie touche à sa fin; l'hydre des révolutions va être écrasée, et dans quelques jours, nous aurons des ministres à nous, des ministres dévoués à l'autel. Vous serez bientôt débarrassés de l'ambassadeur Chateaubriand, qui probablement reviendra faire des phrases à Paris; mais le règne des phrases est passé, et l'on est bien décidé à gouverner d'une manière ferme et énergique. Plus de lâches concessions aux révolutionnaires, aux impies, aux factieux. Les exilés re-

viendront bientôt dans leur patrie; mais il faut agir avec prudence, avec réserve, et ne pas afficher la joie du triomphe; c'est le meilleur moyen de consolider notre victoire. Nous vous enverrons un ambassadeur qui ne sera peut-être pas aussi romantique que M. de Chateaubriand, mais qui sera meilleur chrétien, ce qui n'est pas très-difficile.

« Votre ami et frère,

LE P. ANTOINE GRIVET.

« P. S. Il serait bon de prendre des notes sur les jeunes pensionnaires de l'École française à Rome; ils passent pour avoir de fort mauvais principes et pour être des philosophes, des libéraux. Guerre à l'impiété et à la philosophie! »

TOUS.

*Gloria in excelsis Deo!*

LE P. ROTHAM.

Vous voyez, mes frères, dans cet événement, la preuve de la protection que Dieu daigne accorder à notre société; allons le remercier de ce nouveau bienfait.

LE P. BARBERINI.

Mais, révérend supérieur, ne savez-vous rien de plus? Connaissez-vous les ministres que la Providence a élus pour cette cause de miséricorde?

LE P. ROTHAM.

Ah! vous avez raison, père Barberini; j'oubliais de vous dire qu'on m'a présenté une liste de fonctionnaires, en m'invitant à désigner ceux qui me paraîtraient les plus dignes de la grande et sainte mission; mais cela demande réflexion, et je vais invoquer dans mon oratoire les lumières d'en haut, pour m'éclairer dans ce choix si important. Permettez que je me retire, et priez pour moi, mes frères, afin que je ne tombe pas dans l'erreur. Mais surtout, de la prudence, de la discrétion.

(Il sort, et les jésuites se retirent en s'adressant de mutuelles félicitations.)

## SCÈNE III.

UNE RUE DE ROME.

UN PENSIONNAIRE.

Ah! dis donc, as-tu remarqué cette jeune femme qui a soulevé son voile, et qui nous a fait voir une physionomie tout-à-fait raphaëlienne?

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Est-ce toi ou moi qu'elle a regardé?

PREMIER PENSIONNAIRE.

Ma foi, je n'en sais rien. Eh! mais, c'est qu'elle se retourne... tiens... vois donc... Le diable m'em-

porte! ces Romaines-là ressemblent comme deux gouttes d'eau à des Parisiennes du Palais-Royal.

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Mon cher, voilà comme tu es, toi; tu ne sais pas faire la part des usages, du climat, des mœurs!

PREMIER PENSIONNAIRE.

Des mœurs! des mœurs dans le pays des jésuites!

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Moi, je trouve ce pays-là charmant; je me moque des jésuites et j'aime les dames romaines.

PREMIER PENSIONNAIRE.

Notre belle inconnue s'est arrêtée au coin de cette rue... Risquons l'aventure.

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Volontiers... Qu'est-ce que nous avons à craindre?

PREMIER PENSIONNAIRE.

Un petit coup d'une grosse aiguille qu'on appelle malhonnêtement poignard en France, et qui a nom stylet dans la métropole du monde chrétien.

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

N'est-ce que cela? Ne sommes-nous pas *Francé*, toujours *Francé*, comme dit M. Odry. Allons, en avant!

LE P. GURI, *marchant derrière eux, à part.*

Voilà de mauvais sujets, des Français qui vont attenter à la morale publique... Suivons-les sans qu'ils s'en aperçoivent, et tâchons de prendre leur signalement.

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Cette dame marche bien lentement... Oh! elle est à nous...

PREMIER PENSIONNAIRE.

Dis donc à l'un de nous...

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Ah! c'est vrai, je me trompais.

LE P. GURI, *à part.*

Détestables enfans du siècle! voyez un peu leur effronterie, leur impudence... Mais prenons garde d'être vu.

(Les deux pensionnaires s'arrêtent, saluent la dame et échantent avec elle des civilités et des paroles.)

PREMIER PENSIONNAIRE.

Tiens! Alfred, regarde donc: que nous veut cet homme qui nous observe avec tant d'attention? est-ce que tu le connais?

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

C'est un jésuite!

PREMIER PENSIONNAIRE.

Eh! bien, qu'est-ce que cela me fait? il passera sans doute son chemin.

LE P. GURI, *s'approchant des jeunes gens.*

*Væ libertinis!*

LA DAME ROMAINE.

Un jésuite! fuyons!

(Elle s'éloigne à pas précipités.)

PREMIER PENSIONNAIRE.

Qu'est-ce qu'il vient donc de nous dire en passant, l'homme noir?

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Je crois que c'est du latin... *Væ liberti... libertinis!*

PREMIER PENSIONNAIRE.

Je ne comprends pas ça, moi; cependant j'ai fait toutes mes études.

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Ah! le frocard, il faudra bien qu'il s'explique!

(Les jeunes gens courent après le père Guri.)

LES DEUX PENSIONNAIRES.

Ohé! ohé! *pater noster, paterniger, pater, frater!*

LE P. GURI, *se retournant.*

Est-ce à moi que vous en voulez, jeunesse insolente?

PREMIER PENSIONNAIRE.

Oui, à vous-même; vous nous avez craché, en passant près de nous, du latin dont nous vous demandons l'explication: que signifie votre *libertinis*!

LE P. GURI.

*Quoniam scandalizabatis, dixi vobis, vae libertinis!*

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

La rime y est certainement, *pater noster*, mais la raison, le sens? Ah! je vous en prie, le sens de votre *libertinis*?

LE P. GURI.

Malheur aux libertins! Je vous ai vus, jeunes gens impies, je vous ai vus entourer de vos séductions une noble dame... l'insulter par vos propos lubriques... C'est une horreur! une abomination! *vae libertinis!*

PREMIER PENSIONNAIRE.

Puisque vous voulez nous donner une leçon de morale, nous pouvons bien, par reconnaissance, vous donner une leçon de latin. Nous sommes des libertins, d'accord, puisque vous y tenez et que nous n'y tenons pas du tout; mais nous ne sommes pas des fils d'affranchis, et votre *libertinis* ne signifie pas autre chose.

LE P. GURI, s'éloignant.

Bon! insulte à la morale! insulte à la religion dans la personne d'un de ses ministres!... Courons chez le chef de la police papale.

PREMIER PENSIONNAIRE.

Dites donc, dites donc, l'homme noir, le grand latiniste! Mais il s'en va...

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Tiens, Adolphe, il y aura un rapport contre nous, et peut-être quelque chose de pis; je n'aime pas plus les gendarmes du pape que ceux de Delavau. Rentrons au logis.

PREMIER PENSIONNAIRE.

Tu as raison... Que le ciel confonde les enfans d'Ignace!.. En voilà un qui nous a fait manquer la plus jolie aventure...

DEUXIÈME PENSIONNAIRE.

Filons! filons! J'aperçois des sbirres.

## SCÈNE IV.

LE CABINET DU P. ROTHAM.

LE P. ROTHAM, seul.

*Multi erunt advocati, pauci verò electi!* Beaucoup d'appelés, mais peu d'élus! Vraiment ce

choix est embarrassant. La France est tellement gangrenée qu'on ne sait à qui se fier... Les honnêtes gens y sont bien rares... et puis ce pays-là n'est guère connu que par sa mauvaise réputation. (*Il parcourt une liste de noms inscrits sur une feuille de papier.*) Voici quelques noms recommandables... Mais y a-t-il là seulement un Corbière, un Peyronnet? Villèle! Villèle! toi seul peux sauver la France!

(Entre le père Guri.)

LE P. GURI.

Révérénd supérieur, je sors du bureau de police, où j'ai porté plainte contre deux mauvais sujets qui m'ont insulté.

LE P. BOUTHAM.

Je suis convaincu que ce sont encore des Français de la Villa-Medici...

LE P. GURI.

Tout juste! Vous ne pouvez vous imaginer jusqu'où vont l'insolence, l'effronterie, le libertinage de ces jeunes gens.

LE P. BOUTHAM.

Comment voulez-vous qu'il en soit autrement, mon cher frère, quand on leur donne pour directeur un peintre jacobin, un M. Horace Vernet, un misérable barbouilleur qui pense très-mal, qui va rarement à la messe, qui ne communie jamais; qui...

LE P. GURI.

Un employé du bureau de police m'a demandé le signalement de ces deux garnemens, et à présent ils sont sous les verroux, sans doute.

LE P. BOUTHAM.

Bon, mon frère, bon!... Continuez à servir ainsi la société... Vous avez une place difficile à remplir, je le sais; mais feu le vénérable Fortis ne m'avait pas trompé quand il a fait devant moi l'éloge de votre zèle et de votre dévouement sans bornes. Frère, il faut maintenant surveiller l'hôtel de l'ambassade française; tâchez de savoir exactement ce qu'on y dit, ce qui s'y passe. Questionnez adroitement les habitans *della Strada di popole*, sur les employés jacobins de M. Chateaubriand. Le moment est favorable, l'ambassadeur est absent; il court après un portefeuille, mais il ne l'aura pas. Vous m'avez entendu, Guri, allez.

(Le père Guri sort.)

## SCÈNE V.

LE SALON D'UN CARDINAL.

LE CARDINAL.

C'est donc une affaire décidée! Enfin on a ouvert les yeux à la lumière: Dieu soit loué!

L'AGENT.

Oui, monseigneur ; mais le temps presse. J'attends avec impatience la réponse que je dois rapporter, car vous savez combien on désire que le nouveau choix soit agréable à Rome.

LE CARDINAL.

Ah ! à la bonne heure... Nous allons nous occuper de cela. J'ai fait prévenir le père Rootham ; il va se rendre ici, et nous nous concerterons pour assurer le bien de la religion outragée indignement par les livres et les journaux de France. A propos, et messieurs les rédacteurs de la *Gazette*, comment se portent-ils ?

L'AGENT.

Hélas ! ils ont beaucoup souffert dans ces derniers temps : en butte aux calomnies, aux persécutions de toute espèce, ils gémissaient à la vue de l'anarchie et du désordre qui régnaient partout.

LE CARDINAL.

Et ce bon Genoude, il doit être bien malade ?

L'AGENT.

Il est un des principaux martyrs de la bonne cause. Les jacobins ont poussé la cruauté jusqu'à dire qu'il s'appelait M. Genou tout court, et qu'il s'était anobli lui-même.

LE CARDINAL.

Nous le dédommagerons, nous l'indemniserons, nous le récompenserons ; s'il le faut, nous le canoniserons. Et la bonne, l'excellente *Quotidienne*, voilà une feuille qui a bien mérité de l'autel et du saint-siège !

( Entre l'envoyé portugais. )

LE PORTUGAIS.

On m'a dit, monseigneur, que nous avons de bonnes nouvelles de France, et je me suis hâté de venir ici. On parlait beaucoup hier à l'ambassade autrichienne d'un changement de ministère à Paris...

LE CARDINAL.

Oui, marquis, bonnes nouvelles ! Le ministère Martignac va décamper.

LE PORTUGAIS.

Et nous serons reconnus !

LE CARDINAL.

Oui, la cause de la légitimité va triompher enfin, et don Miguel sera salué roi par toute la chrétienté.

LE PORTUGAIS.

Nous avons pour nous l'Angleterre, l'Espagne, l'Autriche... Conçoit-on l'aveuglement de ce peuple français, qui veut absolument voir dans

notre roi un Néron, un Caligula? Monseigneur, vous connaissez les vertus de notre maître...

LE CARDINAL.

Je suis abonné à la *Quotidienne* et à la *Gazette*.

LE PORTUGAIS.

Alors, vous pouvez apprécier mon noble souverain. Voilà du moins un prince qui unit la bonté à l'énergie. Il ne fait pas de concessions aux factieux, lui; il leur coupe la tête, les noie, ou les envoie aux galères; c'est ce qui s'appelle régner.

L'AGENT.

Il va peut-être un peu trop vite en besogne, votre maître; permettez-moi de vous le dire, monsieur le marquis.

LE PORTUGAIS.

Monsieur, mon maître agit, règle sa conduite sur le besoin de l'État et sur les intérêts de l'Église, et je suis surpris que vous osiez ici me faire de semblables observations. La modération est la ruine des trônes, le malheur des peuples...

LE CARDINAL.

Allons, marquis, ne vous fâchez pas... Monsieur, qui vient de vous parler, est l'agent de la congrégation en France.

LE PORTUGAIS.

Monsieur est l'agent de la congrégation?...

Oh! c'est une autre affaire... Je ne savais pas... (*S'adressant à l'agent.*) Je vous demande pardon, monsieur, de ce que je viens de vous dire; mais mon dévouement sans bornes pour mon bon, mon auguste maître ne pouvait me laisser indifférent à des reproches injustes.

L'AGENT.

Ne parlons plus de cela, et songeons au principal. Quels hommes prendrons-nous pour ministres?

LE PORTUGAIS.

Comment, messieurs, vous allez procéder à une opération aussi importante?... Alors, je me retire.

LE CARDINAL.

Du tout, du tout, restez, monsieur le marquis, vous n'êtes pas de trop ici: au contraire, vos conseils nous seront très-utiles.

L'AGENT.

Monseigneur a raison; car c'est un peu pour vous que nous allons changer la marche des affaires.

LE CARDINAL.

Le père Rootham ne vient pas! C'est extraordinaire, car il m'avait bien promis qu'il serait exact au rendez-vous. Or, vous savez que nous ne pouvons

rien faire sans le père Rootham; en sa qualité de supérieur des jésuites, il est un des plus fermes soutiens de l'Église militante.

L'AGENT.

Oh! non, nous ne pouvons rien faire sans l'approbation et le consentement des jésuites; je n'agirai pas contre mes instructions.

( Entre le père Rootham. )

LE CARDINAL.

Ah! père Rootham, nous désespérons déjà de votre arrivée. Voici l'agent de la congrégation et monsieur l'envoyé portugais réunis ici pour la grande affaire qui nous occupe... Eh bien! avez-vous trouvé l'homme qui vous convient, qui pourrait sauver la chrétienté?

LE P. ROTHAM, *d'un air inspiré.*

Je le tiens! je le tiens!

LE CARDINAL.

Nommez-le!

LE P. ROTHAM.

Devinez.

LE CARDINAL.

Ah! cela est difficile... Mais nommez-le, je vous prie, ce sauveur.

LE P. ROTHAM.

Monsieur le prince de Polignac!

TOUS.

Monsieur le prince de Polignac!

LE CARDINAL.

Ce nom est d'un bien favorable augure... Il me rappelle un nom célèbre, celui du cardinal de Polignac, de l'auteur de *l'Anti-Lucrèce*, mort en odeur de sainteté.

LE P. ROTHAM.

C'est un de ses neveux.

L'AGENT.

Bravo! bravo!

LE CARDINAL.

Bravo! bravissimo.

LE PORTUGAIS.

*Primò*, il reconnaîtra mon seigneur et maître, don Miguel, pour roi légitime du Portugal et des Algarves; *secundò*...

LE P. ROTHAM.

C'est la condition *sine quâ non* de la nomination... Mais il n'est pas encore temps de parler du traité.

LE PORTUGAIS.

Mais il lui faudra des collègues, à l'intérieur, aux finances, à la marine... Moi, je crois que monsieur de Polignac ne pourrait mieux faire que de prendre pour ministre de l'intérieur le rédacteur en chef de la *Quotidienne*.

LE CARDINAL.

Monsieur Laurentie ! Ma foi , j'appuie la proposition.

LE P. ROTHAM.

Moi , je crois que monsieur de Genoude serait fort bien placé à l'instruction publique.

L'AGENT.

Messieurs , soyez convaincus que tout notre monde sera placé ; chacun de nos hommes aura sa part du gâteau. Ainsi donc , il est bien décidé que c'est monsieur de Polignac qui réunit nos suffrages.

TOUS.

Oui , oui !

L'AGENT.

Alors , je repars incontinent pour Paris , afin de faire connaître à notre comité votre choix.

LE PORTUGAIS.

N'oubliez pas monsieur de Laurentie , monsieur l'agent !

LE CARDINAL.

Ni monsieur de Genoude !

LE P. ROTHAM.

Un mot , je vous prie , en faveur de monsieur Madrolle , qui remplirait fort convenablement une place de directeur-général.

L'AGENT.

Messieurs , je ne manquerai pas de recommander les personnes que vous protégez spécialement ; mais , je vous en prie , agissez avec prudence ; gardez bien le secret de la contre-révolution , car une indiscretion pourrait tout gâter. Méfiez-vous des gens de l'ambassade française. Adieu , messieurs , adieu.

TOUS.

Bon voyage !

LE P. ROTHAM.

Moi , je vais me concerter avec tout mon monde , afin que tout soit prêt pour l'heureux moment de notre triomphe , et lever les obstacles qu'une ligue anti-chrétienne pourrait encore nous opposer. Mais , messieurs , est-ce que dans une occasion aussi solennelle nous ne nous embrassons pas ? Qu'un fraternel baiser scelle une union indestructible... monsieur l'agent , venez dans les bras de votre ami.

LE CARDINAL.

C'est juste.

LE PORTUGAIS.

Oui , mais bien entendu qu'on reconnaîtra le seigneur et maître don Miguel , et...

LE P. ROTHAM.

Marquis , c'est convenu.

## LE PORTUGAIS.

A la bonne heure! Car, voyez-vous, je suis ici pour cela.

(Ils s'embrassent, puis le cardinal rentre dans son cabinet, et l'agent, le père Rootham et l'envoyé portugais sortent.)

FIN DE ROME.

LONDRES.

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





LONDRES.

SCÈNE PREMIÈRE.

UN CAFÉ.

(Les tables sont occupées par un grand nombre de consommateurs; à l'une d'elles sont assis deux hommes, dont la conversation paraît très-animée.)

MATHÉO, *tenant un journal à la main.*

Non, vous dis-je, non ! Roy n'entend rien aux finances ; c'est un homme d'affaires, rien de plus. Il y avait en lui l'étoffe d'un bon procureur ; mais pour les grandes vues administratives, pour les grandes questions financières, il ne faut pas parler de lui.

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Il faut convenir que ce diable de Villèle est un génie auprès de Roy.

MATHÉO.

Villèle ! Villèle ! c'est le plus grand ministre que la France ait jamais eu : c'est mon patron, mon idole, à moi, et Dieu merci, je me connais en finances !

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Il est vrai qu'ayant été long-temps un des premiers employés du Trésor royal, vous devez être un excellent juge.

MATHÉO.

Ah ! je vous en réponds ! Tenez, mon cher ami, en ce moment je travaille à un plan admirable qui doit sauver la monarchie ; je rembourse le cinq pour cent, je rembourse même le trois pour cent, enfin je paie toutes les dettes de l'État, je ferme toutes les plaies de la révolution et de l'empire.

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Ce sera un peu difficile, et j'ai peine à croire, malgré toute l'estime que j'ai pour votre talent, que vous puissiez exécuter ce plan.

MATHÉO.

Ah ! mon cher, vous autres les agens-de-change, vous n'entendez rien aux affaires, non, rien du tout. La hausse, la baisse ! vous ne sortez pas de

là ; quand vous venez à perdre quelque cent mille francs, vous ne savez plus où donner de la tête, vous déposez votre bilan, ou ce qui est bien pis, vous accourez ici avec quelques billets de banque, augmenter le nombre des pauvres diables qui viennent jouir de l'hospitalité anglaise ; pour un qui a su réserver une poire pour la soif, il y en a quatre qui n'ont pas à mettre un morceau de pain sous la dent ; vous êtes tous des ignorans, des niais ; passez-moi le mot, mais c'est la vérité.

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Certainement, mon cher Mathéo, sans votre générosité, sans vos secours, je serais peut-être déjà mort de faim... je rends justice à vos lumières, à votre habileté !

MATHÉO.

Voyez un peu comme j'ai arrangé mon affaire, comme j'ai conduit ma barque pendant dix ou douze ans ; j'ai amassé trois ou quatre millions, sans que cela empêchât le gouvernement de marcher ; je me suis payé par mes mains des services que j'avais rendus à la nation dans des temps difficiles ; est-ce cinq ou six mille francs d'appointemens qui pouvaient acquitter une semblable dette ? D'ailleurs, je mûrissais un projet de régénération financière, au moyen duquel j'aurais rendu à l'état un ou deux milliards pour cette misère de trois

ou quatre millions dont je m'étais servi. Mais encore un coup, ce petit déficit importait fort peu à la France, et sans le zèle maladroit d'un chef, rien n'aurait été découvert : je me serais fait connaître, j'aurais publié mes idées, et je serais maintenant ministre. Alors il m'eût été bien facile de replacer les trois ou quatre millions...

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Et mademoiselle Bégrand serait, sans doute, la comtesse ou la vicomtesse, peut-être même la duchesse de Mathéo.

MATHÉO.

Pourquoi pas ? C'était une bonne, une excellente fille ; elle m'a trompé, en dix ans, peut-être deux ou trois fois avec des figurans ou des musiciens de la Porte-Saint-Martin : mais elle m'était dévouée, très-dévouée. Cependant, pour en revenir aux finances, sachez donc que j'ai mis la dernière main à l'œuvre, mon travail est tout prêt : croyez-vous, mon cher, que le moment soit favorable pour agir ?

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Jamais l'occasion ne fut plus belle : un changement total dans le ministère est décidé, et l'on s'attend, de jour en jour, à la nomination des nouveaux ministres : il y a des paris ouverts à Lloyd.

MATHÉO.

Et Polignac est-il encore ici ?

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Oui, mais on dit que les chevaux de poste sont prêts ; et, cette fois, ce sera tout de bon.....

MATHÉO.

Est-ce qu'on croit qu'il aura la présidence ?

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Il ne veut pas être ministre sans la direction suprême des affaires.

MATHÉO.

Oh ! alors, je vous quitte, mon cher ; je veux lui faire parvenir mon plan avant son départ pour la France. Je lui dirai qu'il daigne jeter les yeux sur mon travail, qu'il n'écoute pas de ridicules préventions contre l'auteur. On peut devoir à l'état, on peut avoir gagné trois ou quatre millions dans des fonctions administratives, et réunir les qualités requises pour être un excellent ministre. Voyez l'ami Villèle !

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Il est vrai qu'il a placé des fonds énormes sur les Banques de l'Europe.

MATHÉO.

Parbleu ! et il a bien fait..... poire pour la soif,

poire pour la soif, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire. Mais, je perds un temps précieux... (*Il regarde à sa montre.*)... Il est déjà deux heures... sans adieu.

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Dites donc, mon cher Mathéo, pourriez-vous me prêter trois ou quatre guinées, car mon hôte se est d'une rigueur excessive sur l'article du loyer... Je n'ai qu'une petite chambre, façon de grenier, et la dame est aussi exigeante que si j'avais un appartement de douze pièces. Pas d'égards pour le malheur!... c'est infâme!

MATHÉO.

Tenez, mon ami, voici dix guinées. Soyez sage; mais tâchez donc de faire quelque chose: pourquoi ne vous mettez-vous pas un peu à l'anglaise? vous traduiriez des romans pour le compte de quelques libraires français. Voyez votre compatriote, qui a un nom si baroque.... Monsieur chose... Ah! le nom ne me revient pas; mais vous savez ce que je veux dire. Il gagne douze ou quinze cents francs par mois. Allez le voir; il vous recevra bien.

L'EX-AGENT-DE-CHANGE.

Merci, mon ami, pour les guinées et les conseils. Oh! vous êtes mon sauveur, mon bienfaiteur...

MATHÉO.

Vous me direz tout cela une autre fois... Adieu, adieu.

SCÈNE II.

UNE ÉCURIE DE L'HOTEL DE L'AMBASSADE FRANÇAISE.

JACKSON.

Comme vous devez connaître la route de Londres à Paris, monsieur François! car à peine êtes-vous de retour ici, à peine avez-vous ôté vos bottes, qu'il vous faut endosser de nouveau l'habit de voyage; ça ne doit pas vous amuser beaucoup.

FRANÇOIS.

Ah! mon dieu, ça m'est égal; j'y suis habitué, moi... L'habitude, voyez-vous, à ce qu'on dit dans notre pays, est une seconde nature, et d'ailleurs je suis payé pour ça: il n'y a rien à dire, dès qu'on vous paie.

JACKSON.

Mais, monsieur François, pourquoi donc votre maître voyage-t-il si souvent? Est-il vraiment ambassadeur de France à Londres? Parlez-moi franchement, si toutefois ça ne vous compromet pas.

FRANÇOIS.

Quelle bêtise! oh! voilà bien une réflexion de véritable *Goddam*. Je croyais cependant, sir Jackson, que depuis le temps que vous avez l'honneur d'être au service de son excellence l'ambassadeur de France, vous vous étiez un peu formé, mais je vois que vous avez beaucoup à faire.... Vous parlez assez bien français... Voilà tout ce que vous avez gagné dans notre société.

JACKSON.

C'est possible, monsieur François, c'est possible; je pensais qu'un ambassadeur n'était pas un voyageur; qu'il avait un poste fixe. Voyez les ambassadeurs des autres puissances, ils ne bougent pas, eux, à moins que leurs maîtres ne les rappellent...

FRANÇOIS.

Pauvre Jackson! cela est au-dessus de ta portée, à ce qu'il paraît... Eh bien! apprends donc qu'un ambassadeur de France ne ressemble pas du tout aux autres ambassadeurs...

JACKSON.

Ce n'est pas une raison, monsieur François. Mais puisque l'ambassadeur de France à Londres n'est jamais à Londres, il n'est pas nécessaire qu'il y ait un ambassadeur; car ça doit coûter cher,

à ce que je pense, et ce serait une bonne économie...

FRANÇOIS.

Monsieur Jackson.... si vous tenez encore de semblables propos, je vous fais renvoyer; qu'est-ce que cela veut dire?... un valet d'écurie qui se permet des réflexions, des observations.... Ça veut se mêler de politique! Mons Jackson, est-ce que vous seriez radical ou libéral? Pansez vos chevaux, pansez vos chevaux, et si vous vous avisez encore de m'adresser des questions aussi saugrenues, vous aurez affaire à moi.

JACKSON.

(*A part.*) French dog! (*Haut.*) Ça suffit; je ne parlerai plus... Que monsieur l'ambassadeur reste, parte, qu'il voyage ou qu'il ne voyage pas.... ça m'est égal.... pourvu qu'on me paie.

FRANÇOIS.

A la bonne heure!

(Un valet-de-chambre se présente.)

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Allons! un peu plus vite que ça! Mais à quoi donc pensez-vous, François? je vous avais bien recommandé de veiller à ce que tout fût prêt, à ce que tout fût en état, et la besogne n'avance pas.... Vous voilà en conversation réglée au lieu d'agir.

FRANÇOIS.

J'ai fait exécuter vos ordres, monsieur ; les chevaux sont ferrés, pansés, les harnais rajustés....

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Et la chaise de poste ?...

FRANÇOIS.

On est en train de la nettoyer, et dans une demi-heure au plus...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Vous savez que, la dernière fois, une des petites roues nous a fait perdre du temps ; les charrons ne sont pas toujours de bonne volonté, la nuit !

FRANÇOIS.

J'ai mis des roues neuves et plus fortes que les autres.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Vous avez bien fait, car nous serons plus chargés cette fois.... Hé ! qu'est-ce que je dis donc, moi !

FRANÇOIS.

Comment ! monsieur, nous aurons encore plus de paquets ?...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Non.... non.... je disais que vous aviez bien fait de changer les roues cette fois.

FRANÇOIS.

Oh ! maintenant, j'en réponds pour trois cents lieues au moins.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

François, ne sortez pas.... ne sortez pas de l'hôtel, parce que votre présence y est très-nécessaire.

FRANÇOIS.

Comptez, monsieur, sur mon exactitude.

(Le valet-de-chambre sort.)

JACKSON.

Qu'est-ce qu'il vous disait donc, monsieur le valet-de-chambre, au sujet de ces roues ?

FRANÇOIS.

Ça ne vous regarde pas ! Rappelez-vous ce que je viens de vous dire.

JACKSON, à part.

Oh ! je parie qu'il s'agit encore de quelque course. Mais ce n'est pas pour New-Market.

FRANÇOIS, à part.

Allons ! François ! François ! du courage, mon ami.... Un peu de fatigue de plus ou de moins ! qu'est-ce que ça fait donc ? Plaise au ciel que nous ne fassions pas encore un tour à Paris pour des prunes !... Pour des prunes ! ah ! justement, c'est la saison ! Heim ! ce n'est pas d'un bon présage ;

mais c'est égal. Fouette, cocher ! à Paris ! S'il faut manger des prunes, j'en mangerai !

### SCÈNE III.

LE CABINET DU DUC DE WELLINGTON.

(Le duc est à genoux sur une carte déployée; il a un compas à la main et mesure les distances.)

WELLINGTON, *seul.*

Ce drôle de Diebitsch !... un homme de rien, un petit cadet de Prusse, qui n'était même pas connu de nos états-majors en 1814.... Mais le voilà qui s'avance; il va franchir les Balkans.... comme j'ai franchi les Pyrénées; ne se mêlerait-il pas aussi de renverser un grand empire, comme j'ai renversé l'empire de Bonaparte.... Mahmoud ! Napoléon !... Oh ! il n'y a pas de comparaison possible dans l'histoire.... Silistrie prise, des centaines de drapeaux, de canons, des milliers de prisonniers tombés au pouvoir de l'armée russe.... Voyons, de Silistrie à Andrinople.... d'Andrinople à Constantinople, il y aura une ou deux batailles; elles seront probablement perdues par les Turcs, et alors les Russes plantent la croix grecque sur le dôme de Sainte-Sophie !.. Les Russes à

Constantinople ! Capod'Istria à la tête des affaires de la Grèce.... un Russe encore ! partout des Russes ! Ah ! messieurs de Saint-Pétersbourg, assez de triomphes, de victoires, et de gloire comme cela ! Voilà pourtant où nous a conduits Canning avec ses absurdes principes de liberté politique et religieuse ! mais j'y mettrai le holà. Il est temps d'intervenir dans la conquête. Ces pauvres Turcs ! qui eût pu penser qu'ils se laisseraient ainsi vaincre et prendre leurs villes par des cosaques ! Gordon a déjà fait une heureuse diversion en faveur de Mahmoud, en arrivant à Constantinople ; sa présence dans cette ville doit déjà faire pressentir à Nicolas qu'il est temps pour lui de s'arrêter, sinon nous lui tombons dessus avec la France et l'Autriche ; tant pis pour la victoire fraternelle de Navarin ! L'amiral Hayden s'imaginerait-il, par hasard, que nous allons le laisser faire du détroit des Dardanelles un bureau de police russe ? ça serait vraiment par trop plaisant. Allons ! il est temps de rétablir l'ordre dans la politique de l'Europe.... Je vais donner des ordres en conséquence.... Il faut frapper le premier coup à Paris ! Ces braves libéraux et constitutionnels de France, qui demandent un nouveau ministère ! Eh bien ! ils en auront un de ma façon ! (*Il agite une sonnette.*) Restons encore quelques instans étendu

sur cette carte.... J'ai lu dans beaucoup d'histoires modernes, que Napoléon étudiait ainsi le terrain de la guerre... Cette position n'est pas très-commode; mais, c'est égal, il faut bien un peu souffrir quand on est un grand capitaine!...

(Entre un secrétaire.)

LE SECRÉTAIRE.

Que désire son excellence? J'attends ses ordres.... Ah! ciel, que vois-je, monsieur le duc à terre! Quel accident fâcheux!... Seriez-vous tombé?...

WELLINGTON, *continuant de promener le compas sur la carte.*

Une marche de flanc! vingt-cinq ou trente mille hommes français interceptent les communications.... Diebitsch est coupé de ses réserves... il est en l'air, et nos vaisseaux appuient les manœuvres qui forcent Nicolas à accepter des conditions... (Il lève la tête et regarde le secrétaire, qu'il avait fait semblant de ne pas voir.) Ah! c'est vous, mon ami; est-ce qu'il y a long-temps que vous êtes là?

LE SECRÉTAIRE.

Environ cinq minutes, monsieur le duc.

WELLINGTON.

C'est singulier! je ne m'en doutais guère... C'est

que, voyez-vous, j'étais perdu dans les plaines d'Andrinople...

LE SECRÉTAIRE.

Comment donc, monsieur le duc, vous étiez dans les plaines d'Andrinople?... Mais Andrinople est bien loin...

WELLINGTON.

Ah! vous n'êtes pas militaire, vous! Vous ne comprenez pas! Mais nous autres, grands capitaines, nous avons un langage à part, inintelligible pour le *profanum vulgus*. Je traque en ce moment le petit Diebitsch et son armée sous les murs de Constantinople: mes Français et mon Raguse arrivent sur ses derrières, l'acculent à une position difficile; et, au moyen de cette conception de mon génie, je deviens l'arbitre du monde, je replace entre les mains de l'Angleterre le sceptre de l'omnipotence; et, au lieu d'une statue à Londres, j'en ai trente ou quarante qui s'élèvent dans les principales villes de l'univers.

LE SECRÉTAIRE.

Quoi! monsieur le duc, vous faites tout cela sur cette carte!... Cela est vraiment prodigieux. Mais vous devez être bien fatigué; vos membres doivent avoir beaucoup souffert, car le plancher est bien dur.

WELLINGTON.

Bast! qu'est-ce que c'est que ça! Il me semble que je suis couché sur le plus moëlleux duvet... Je ne connais pas de meilleur lit que celui-ci : nous autres, grands capitaines, nous n'en connaissons pas d'autres. Mais mon plan est arrêté!... Donnez-moi la main, monsieur, car mes membres sont un peu engourdis (*le secrétaire l'aide à se relever*), et puis le poids des années....

LE SECRÉTAIRE.

Et des lauriers, monsieur le duc!

WELLINGTON.

Il est vrai que j'en ai cueilli quelques-uns, quoi qu'en disent les libéraux de France... Roulez cette carte, monsieur, puis asseyez-vous à cette table et écrivez ce que je vais vous dicter.

(Le secrétaire roule la carte et s'assied, tandis que Wellington se promène de long en large en gesticulant.)

LE SECRÉTAIRE.

Monsieur le duc, j'attends vos ordres.

WELLINGTON.

A propos! le courrier chargé de dépêches pour sir Robert Gordon est-il parti?

LE SECRÉTAIRE.

Oui, monsieur le duc, à cinq heures du matin.

WELLINGTON.

On lui a bien recommandé de faire parvenir le plus tôt possible ma lettre confidentielle à sir Malcolm?...

LE SECRÉTAIRE.

Oui, monsieur le duc.

WELLINGTON.

Bien; et le courrier pour Lisbonne?

LE SECRÉTAIRE.

Vous savez, monsieur le duc, que vous avez ordonné qu'on suspendît son départ.

WELLINGTON.

Oui, j'oubliais que j'avais une nouvelle sérieuse à donner à don Miguel : c'est un enfant gâté! s'il n'écoute pas le précepteur que je lui ai donné, je lui prouverai bien qu'il n'est roi que par la grâce de la Grande-Bretagne. Le petit ingrat! il ne sait donc pas ce que j'ai fait pour lui... je lui prête des boulets anglais pour mitrailler ses Portugais récalcitrans, je le laisse s'amuser à couper des têtes, je lui passe des noyades, des fusillades, et le drôle! il emprisonne des négocians anglais! Qu'il fasse tout ce qu'il voudra de son peuple, mais les sujets de la Grande-Bretagne, mes compatriotes, il les doit respecter... Liberté politique et religieuse dans les deux Mondes, comme disait mon prédé-

cesseur Canning... (*S'adressant au secrétaire.*)  
Voyons, écrivez, monsieur, ce que je vais vous  
dicter.

LE SECRÉTAIRE.

Oui, monsieur le duc.

WELLINGTON.

« Mon prince!... » Non, non... « Mon cher  
prince... » Avez-vous mis : « Mon cher prince ? »

LE SECRÉTAIRE.

Oui : « Mon cher prince. »

WELLINGTON.

Le *cher* est de rigueur aujourd'hui : écrivez :  
« J'ai quelque chose d'important à vous commu-  
niquer; venez me voir tout de suite; je vous attends  
dans mon cabinet... » Cela est bien concis... Avez-  
vous écrit, monsieur ?

LE SECRÉTAIRE.

« Je vous attends... dans mon cabinet. » Oui,  
monsieur le duc, j'ai écrit. Est-ce tout ?

WELLINGTON.

Oui, monsieur; maintenant mettez le protocole  
ordinaire de la civilité, de la politesse diploma-  
tique... Bien... il faut que je signe. (*Il prend la  
plume des mains du secrétaire et écrit.*) « WELLING-  
TON. » Quel titre mettrai-je sous cette signature?...  
Oh! il me vient une idée; idée excellente, déli-

cieuse! (*Il écrit de nouveau.*) « Maréchal de  
France! » Cela prouvera l'intimité, la cordialité  
qui désormais doivent exister entre les deux  
peuples. (*Il remet la plume au secrétaire.*) A pré-  
sent, mettez ce billet sous enveloppe et écrivez la  
suscription : « A son excellence monsieur le prince  
de Polignac, ambassadeur extraordinaire. »

LE SECRÉTAIRE.

« Ordinaire... » Après, monsieur le duc ?

WELLINGTON.

Ordinaire! pas de mauvaise plaisanterie, mon-  
sieur; le prince de Polignac n'est pas un homme  
ordinaire!... Oh! c'est un grand diplomate!

LE SECRÉTAIRE.

J'ai écrit « extraordinaire, » tenez, regardez...

WELLINGTON.

A la bonne heure... « de sa majesté le roi de  
France. » A présent, faites porter cette lettre à  
l'hôtel de l'ambassade.

LE SECRÉTAIRE.

Oui, monsieur le duc.

(Le secrétaire sort.)

WELLINGTON.

Quelle heureuse surprise je vais causer à ce  
pauvre prince! il ne se doute pas du bonheur qui  
l'attend... C'est un si bon enfant! on fait de lui tout

ce qu'on veut... et puis d'excellentes manières ! le ton de l'ancienne cour ! un nom historique ! Voilà ce qu'il faut pour administrer la province de France, comme disent les enfans de Loyola... mais je n'ai pas encore déjeûné et il est déjà deux heures : ah ! pourquoi faut-il que les héros aient un estomac ainsi que le commun des hommes !

(Il sort de son cabinet.)

## SCÈNE IV.

LE CABINET DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE.

(Le prince de Polignac est étendu sur un sofa ; il dort, mais son sommeil paraît agité par un rêve pénible. Des sons confus s'échappent de ses lèvres. Un valet-de-chambre entre sur la pointe du pied pour ne pas troubler le repos de l'excellence.)

LE VALET, *tenant une lettre à la main, bas.*

Son excellence dort ! Fâcheux contre-temps !

M. DE POLIGNAC, *révânt.*

Porte... porte... feuille à moi, à moi... Affaires étrangères. Je le tiens... Il m'échappe !... au voleur ! au voleur ! aie ! aie !... rends-moi mon porte... portefeuille...

LE VALET, *bas.*

Ah ! quel cauchemar !

M. DE POLIGNAC, *révânt.*

L'anarchie... la mo... la monarchie... factions... révo... lutions...

LE VALET, *bas.*

Son excellence fait des vers en dormant !

M. DE POLIGNAC. *Il chante en dormant.*

*Rule Britannia !... God save the king... moi... bon Français... paquebot... la Manche... Paris... l'ana... l'anarchie... la monarchie... Ah ! Porta... Portalis... veux-tu... veux-tu... me donner mon portefeuille?... je... je... le fais sauter... en l'air... Feu ! feu !*

(L'excellence, par l'effet d'un mouvement convulsif, tombe du sofa et roule sur le plancher.)

LE VALET, *accourant pour le relever.*

Monseigneur ! monseigneur !

M. DE POLIGNAC, *se remettant sur son séant et se frottant les yeux.*

Où suis-je donc ?

LE VALET.

Vous êtes dans votre cabinet.

M. DE POLIGNAC.

Mon portefeuille ! où donc est mon portefeuille ?

LE VALET.

Quel portefeuille, monseigneur ?

M. DE POLIGNAC, *se frottant de nouveau les yeux.*  
C'est singulier!... il me semblait que j'étais à Paris.

LE VALET.

Je ferai observer à son excellence que nous sommes à Londres, dans l'hôtel de l'ambassade française, au premier.

M. DE POLIGNAC.

Je crois que j'ai rêvé... mais quel rêve agréable... Ah! je le tenais! est-ce un avis de la bonté divine? Mais il me semble que je ne vous avais pas sonné, vous! Pourquoi êtes-vous venu me troubler?... je vous chasse, maraud!... bêtire! Ces Frontins du dix-neuvième siècle sont d'une maladresse!...

LE VALET, *présentant sa lettre.*

Je ferai observer à son excellence que c'est un message pressant.

M. DE POLIGNAC, *prenant la lettre.*

Donne donc, butor! marouffle!

LE VALET.

Son excellence n'a pas d'ordres à me donner?... je me retire.

( Le valet s'éloigne. )

M. DE POLIGNAC.

De la part du duc de Wellington! de la part du

duc de Wellington! Ciel! que peut-il m'écrire?... Mon rêve viendrait-il à s'accomplir?... Mais je n'ose briser ce cachet... (*Il examine le cachet.*) O nobles armoiries du héros des temps modernes!... Non, je n'ose briser cette auguste empreinte! (*Il déchire l'enveloppe de manière à ne pas rompre le cachet.*) Ah! j'ai réussi au-delà de mes vœux... Maintenant, lisons.... Oh! comme mon cœur bat!... Je me sens défaillir... *Jesus! Maria!* je succombe à l'excès de mon émotion. (*Il lit.*) « Mon cher prince... » Mon cher prince! A moi, mon cher prince! « J'ai quelque chose d'important à vous communiquer... je vous attends dans mon cabinet. » Il m'attend dans son cabinet! « Signé WELLINGTON!... Wellington, maréchal de France!... » Ai-je bien lu? Ne me trompé-je pas? Oui, maréchal de France! Sa seigneurie voudrait-elle s'amuser à mes dépens? Oh! M. le duc de Wellington n'est pas du tout plaisant... N'importe, habillons-nous et rendons-nous vite à l'invitation... Ah! mon rêve voudrait-il s'accomplir?

( Il sort. )

## SCÈNE V.

LE SECRETARIAT DE L'AMBASSADE FRANÇAISE.

(Plusieurs commis, assis devant des bureaux, sont occupés à écrire sur des registres.)

UN COMMIS.

Il y a beaucoup d'actes à présenter à la signature de son excellence...

DEUXIÈME COMMIS.

Au moins cent cinquante.

PREMIER COMMIS.

Eh! bien, il faut les faire remettre sur le bureau du prince.

DEUXIÈME COMMIS.

Son excellence est occupée d'un grand travail, d'un travail important, et l'on ne peut parvenir jusqu'à elle; son valet-de-chambre m'a tout net refusé la porte tantôt, et, ma foi, se charge qui voudra de la corvée, ce ne sera pas moi.

PREMIER COMMIS.

Avez-vous vu monsieur le prince de Polignac?

DEUXIÈME COMMIS.

Non, pas encore; voilà plusieurs années qu'il est

ambassadeur ici, et je ne sais pas si c'est un petit ou un grand homme.

PREMIER COMMIS.

Eh! bien, c'est singulier, ni moi non plus.

DEUXIÈME COMMIS.

Mais êtes-vous bien sûr qu'il soit à Londres en ce moment?

PREMIER COMMIS.

On le dit, et alors je le crois; il n'y a que la foi qui sauve.

DEUXIÈME COMMIS.

Son excellence voyage souvent. C'est sans doute pour sa santé.

PREMIER COMMIS.

Il faut convenir que c'est bien commode, une place d'ambassadeur!... Je voudrais bien être ambassadeur, moi!

DEUXIÈME COMMIS.

Vous n'êtes pas difficile... Mais c'est une place d'autant plus commode, qu'on n'apas grand'chose, ou plutôt qu'on n'a rien à faire.

PREMIER COMMIS.

C'est selon... Nous avons eu un ambassadeur qui travaillait beaucoup... Ah! celui-là, on le voyait souvent... il avait toujours la plume à la main... comme nous, absolument comme nous.

DEUXIÈME COMMIS.

Ah! oui, M. de Chateaubriand... il n'était pas flâneur, lui... mais ça ne lui a pas servi à grand' chose. Il paraît que, pour rester en place, il faut ne rien faire. C'est l'histoire de la bureaucratie et du système administratif. J'ai un cousin, ancien expéditionnaire au ministère de la guerre, et qui en a été renvoyé, parce qu'il travaillait comme un bœuf. Son chef de division l'a fait mettre à la retraite, comme paresseux.

PREMIER COMMIS.

Votre cousin était une épigramme en action, et les chefs de division, qui viennent toujours à deux heures, n'aiment pas les épigrammes.

(Entre un négociant français.)

DEUXIÈME COMMIS, *bas*.

Voilà encore ce monsieur d'hier, d'avant-hier!... Quel rude solliciteur! il ne se décourage pas facilement celui-là...

LE NÉGOCIANT.

Bonjour, messieurs, bonjour!... (*Il prend une chaise et s'assied.*) Permettez que je me repose...

(Les commis saluent le nouveau venu.)

PREMIER COMMIS, *bas*.

Le voici installé... gare à nous!

LE NÉGOCIANT.

Il faut convenir que j'ai joué de malheur jusqu'ici... c'est la soixante-cinquième fois que je me présente à l'ambassade, pour obtenir une audience de M. l'ambassadeur, et toujours absent, toujours invisible... Messieurs, faites-moi le plaisir de me dire si je pourrai enfin voir M. le prince de Polignac... On m'a assuré qu'il était ici.

DEUXIÈME COMMIS.

On ne vous a pas trompé, monsieur; le prince de Polignac est à Londres.

LE NÉGOCIANT.

A Londres!... ce n'est pas cela que je veux dire... Est-il chez lui? car Londres est bien grand; et, si M. de Polignac est sorti, il me serait très-difficile de le trouver dans cette capitale.

DEUXIÈME COMMIS.

Vous êtes-vous adressé au suisse de l'hôtel?

LE NÉGOCIANT.

Le suisse! le suisse! cet homme-là ne vous répond jamais positivement. Il m'a dit d'un ton presque mystérieux, qu'il fallait m'adresser au bureau.

PREMIER COMMIS.

Ma foi, monsieur, nous n'en savons pas plus

que le suisse... Demandez au valet-de-chambre de son excellence.

LE NÉGOCIANT.

Ah! ça, est-ce que vous me prenez pour une balle, en me renvoyant ainsi du suisse au valet-de-chambre, du bureau au suisse... Il faut que ça finisse. L'affaire qui m'amène ici est de la plus grande importance pour moi. Victime d'un acte arbitraire, d'une spoliation, je viens réclamer l'intercession du ministre français à Londres. Il est ici, je pense, pour défendre les intérêts des Français, de ses compatriotes... L'injustice sera consommée, il n'y aura plus de réparation possible, si le ministre n'intervient pas au plus tôt...

PREMIER COMMIS.

Ah! monsieur, soyez tranquille, soyez tranquille... Mais ne pouvez-vous adresser votre réclamation au chef du secrétariat, au chancelier de l'ambassade?...

LE NÉGOCIANT.

Non, non; il faut absolument que je parle à l'ambassadeur lui-même.

PREMIER COMMIS.

Ah! c'est différent!... Attendez encore un peu, monsieur, ou plutôt revenez demain...

LE NÉGOCIANT.

Et demain.... il faudra revenir après-demain : toujours le même refrain.

PREMIER COMMIS.

Monsieur, remettez-moi une note sur l'affaire qui vous concerne, et je vous promets de faire tout ce qui dépendra de moi, pour vous obtenir l'audience que vous sollicitez avec tant d'ardeur.

LE NÉGOCIANT.

A la bonne heure... Mais, si je ne l'obtiens pas encore... à qui faudra-t-il que je m'adresse? à l'ambassadeur d'Autriche, au ministre de Prusse, par exemple?

PREMIER COMMIS.

Non, monsieur; c'est notre ambassadeur qui vous recevra, qui vous fera rendre justice.

LE NÉGOCIANT.

Voici ma note (*Il remet un papier au commis.*)  
Je compte sur votre exactitude et sur votre complaisance... Soyez assuré de ma reconnaissance.

PREMIER COMMIS.

Cela n'en mérite pas... je ne fais que mon devoir.

LE NÉGOCIANT.

Quand pourrai-je revenir, monsieur, pour connaître la réponse?...

PREMIER COMMIS.

Dans deux heures environ.

LE NÉGOCIANT.

Bien ; je vais faire un tour de promenade à Hyde-Parck, et dans deux heures j'aurai l'honneur de vous revoir... Sans adieu, messieurs.

(Il sort en saluant les commis.)

DEUXIÈME COMMIS.

Ah ! dites-donc, mon cher, savez-vous que vous avez pris là un engagement difficile à remplir?... Comment ! vous promettez à ce brave homme de lui faire voir notre excellence ; êtes-vous bien sûr qu'elle ne coure pas en ce moment sur la route de Douvres ?

PREMIER COMMIS.

Oh ! nous en serions avertis d'une manière ou d'une autre. Le prince ne part pas ainsi incognito !

DEUXIÈME COMMIS.

Bah ! la Diplomatie est fille de la Discretion.

PREMIER COMMIS.

C'est vrai, mais que vouliez-vous que je disse à ce brave homme, à ce digne compatriote?... Il se serait fâché... il mérite des égards. S'il n'obtient pas encore son audience, il attendra, je n'aurai rien à me reprocher. D'ailleurs, comme dit le proverbe, à l'impossible nul n'est tenu.

DEUXIÈME COMMIS.

Mais il restera encore un moyen à notre brave homme pour parler à monsieur le prince.

PREMIER COMMIS.

Et lequel, s'il vous plaît ?

DEUXIÈME COMMIS.

Ce sera de prendre la poste, de traverser le détroit, et d'aller parler à l'ambassadeur, à Paris...

PREMIER COMMIS, *riant*.

Oui... oui... c'est un moyen infaillible... Infaillible !... non, pas encore, car l'excellence n'a pas l'habitude de séjourner long-temps en France, et il serait possible que notre homme arrivât tout juste au moment où le prince quitterait Paris... mais c'est égal ; j'ai promis de m'occuper de cette affaire, et je vais aux informations.

(Il sort.)

## SCÈNE VI.

LE CABINET DE TOILETTE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE.

(M. de Polignac achève de s'habiller, et son valet-de-chambre lui présente un miroir.)

M. DE POLIGNAC.

Oh ! mon Dieu !... est-ce que nous n'en finirons

pas?... On ne peut pas non plus aller chez le premier ministre de la Grande-Bretagne, comme on va à une partie de chasse... la grande tenue est d'obligation.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Quel habit son excellence veut-elle mettre ?

M. DE POLIGNAC.

L'habit noir ! l'habit bleu ! celui que vous voudrez.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Je crois que l'habit de cérémonie serait peut-être plus convenable ?

M. DE POLIGNAC.

Oui, vous avez raison... Allons, l'habit de cérémonie... Mais non, c'est une audience particulière... Diable ! moi qui allais oublier l'étiquette. Donnez-moi l'habit noir.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Oui, monseigneur... Mais faut-il prendre toutes vos décorations ?...

M. DE POLIGNAC.

Mes décorations !... Non, cela n'est pas nécessaire... Voyons, dépêchons-nous.

LE VALET-DE-CHAMBRE, *présentant l'habit au bras du prince.*

Là... là... monseigneur... vous allez trop vite... vous ne vous donnez pas le temps... Pardon...

mais vous allez déchirer la doublure... Passez, passez donc la manche.

M. DE POLIGNAC, *se retournant.*

C'est facile... oh ! rien de plus facile que de passer la manche ; oh ! j'ai une grande habitude... Est-ce que par hasard vous auriez voulu faire un calembourg ?...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Moi, faire un calembourg !... Monseigneur, si j'en ai fait un, je vous jure que ce n'est pas ma faute.

M. DE POLIGNAC, *endossant l'habit.*

Je veux bien le croire... (*A part.*) Mais il n'est pas mauvais le calembourg... pour un valet-de-chambre. Ces gens du peuple ont quelquefois de l'esprit !...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Monseigneur, vous êtes habillé !

M. DE POLIGNAC.

Bon... Mes chevaux sont-ils prêts ?

LE VALET-DE-CHAMBRE, *allant regarder à une fenêtre.*

Oui, monseigneur.

M. DE POLIGNAC.

Vous direz que je recevrai demain... que demain il y aura audience...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Oui, monseigneur.

M. DE POLIGNAC, *à part.*

Il y a bien long-temps que je n'en ai donné, des audiences!... Je crois même que je n'en ai jamais donné. Il faut bien s'exécuter enfin... mais je n'ai pas un moment à moi... J'ai tant d'affaires beaucoup plus importantes que celles d'une ambassade... Oh! j'espère bien qu'on me délivrera de fonctions aussi fatigantes.

(Il sort.)

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Son excellence me paraît bien préoccupée. Il y a quelque chose sous jeu... Je n'ai jamais vu le prince aussi distrait... Je n'ai jamais eu tant de peine à l'habiller... Quel mouvement! quel agitation!... Oh! c'est sûr, nous aurons du nouveau... Hum! hum! je me vois encore avant peu dans le paquebot. Mais chut!

(Il remet tout en ordre dans le cabinet, et sort.)

SCÈNE VII.

LE DEVANT DE L'HOTEL DE L'AMBASSADE FRANÇAISE A  
LONDRES, DANS LA RUE.

(La porte cochère s'ouvre pour une voiture armoriée qui sort de la cour de l'hôtel : deux laquais sont placés derrière la voiture, et les passans s'arrêtent pour la voir passer.)

UN PASSANT.

Est-ce que le cocher ne pourrait pas aller plus doucement en détournant? j'ai manqué d'être pris entre la roue et la borne.

SECOND PASSANT.

Oh! je parierais bien que ce n'est pas un cocher de notre pays.

TROISIÈME PASSANT.

Un cocher anglais conduit bien mieux...

UNE FEMME DU PEUPLE.

Ce pauvre homme! il l'a échappé belle.

QUATRIÈME PASSANT.

Parbleu! vous ne voyez pas... c'est la voiture de l'ambassadeur français.

LE NÉGOCIANT FRANÇAIS.

Voilà bien du monde amassé... Est-ce qu'il se-

rait arrivé quelqu'accident? approchons-nous. (*Il s'adresse au quatrième passant.*) Pourriez-vous, monsieur, me dire pourquoi tant de gens sont arrêtés devant cette porte?...

LE PASSANT.

Que le diable emporte vos cochers de France! voilà celui de votre ambassadeur qui a failli écraser un brave Anglais...

LE NÉGOCIANT.

La voiture de l'ambassadeur de France!... vous l'avez vue, monsieur, ce qui s'appelle vue?

LE PASSANT.

Comme je vous vois...

LE NÉGOCIANT.

L'ambassadeur était-il dedans?

LE PASSANT.

Oui, et je crois même qu'il m'a regardé...

LE NÉGOCIANT.

Ah! j'en suis sûr... je le tiens! M. le duc de Polignac est à Londres; j'aurai donc mon audience! Merci, monsieur, merci. Dépêchons-nous de rentrer dans l'hôtel, et attendons le retour de l'ambassadeur; c'est le moyen de ne pas le manquer.

(Il entre dans l'hôtel.)

LA FEMME DU PEUPLE.

Tant qu'on ne défendra pas les voitures, il y aura toujours quelques piétons d'écrasés... Pauvre John Bull! quand donc viendra ton tour d'aller en carrosse?

(Le rassemblement se disperse.)

## SCÈNE VIII.

LA BOURSE DE LONDRES.

WILSON.

Chien de métier!... pas d'eau à boire!... Véritable marasme financier! Des fonds toujours stationnaires, et pas un petit mouvement de hausse ou de baisse, pour travailler; non, jamais la Bourse n'a été aussi déplorable..

BELTON.

Vous avez raison, mon cher Wilson; il y a de quoi mourir d'ennui ou de misère.

WILSON.

Cependant, nous ne manquons pas de bulletins russes, et Diebitsch s'avance toujours vers Constantinople.

BELTON.

Eh bien! il a beau menacer l'empire ottoman,

et mettre en défaut la politique de notre cabinet, nos journaux font en vain de longs articles contre l'ambition de Nicolas, ils sonnent le tocsin d'alarme. Calme plat ici, calme plat. Oh ! si cela continue encore pendant une année, je me retire, je me fais ermite.

WILSON.

Ah ! il ne faut pas encore désespérer... Voilà comme vous êtes, vous, mon cher Belton ; il vous faudrait chaque jour une petite révolution...

BELTON.

Oui, ça ne peut pas faire de mal... qu'est-ce que c'est que des guerres comme celle qui a lieu aujourd'hui entre les Russes et les Turcs, je vous le demande un peu ? Mauvaise plaisanterie ! que de grandes batailles dont on parle à peine à la Bourse !

WILSON.

Et, à Paris, c'est la même chose, calme plat, calme plat.

BELTON.

Oui, mais on parle là-bas d'un changement de ministère.

WILSON.

Je le sais bien ; mais c'est le pays où on parle le plus de cette espèce de révolution. Moi, je n'y crois pas si facilement ; car je me rappelle que trois mois après l'installation de leur ministère Villèle,

ils parlaient déjà de nouveaux ministres... Tous les mois, toutes les semaines même, il courait des listes que chaque opinion composait à sa guise... Tenez, mon cher Belton, je suis sur cela d'une incrédulité... je n'y crois pas plus qu'à l'infaillibilité du pape, et je suis bon anglican.

BELTON.

Tout comme il vous plaira, mais moi j'ai des données certaines...

WILSON.

Vous prenez votre espérance pour la certitude ; quant à moi, je reste dans mon *statu quo*, comme l'ami Metternich.

BELTON.

Ah ! je parierais qu'avant quinze jours le ministère Martignac sautera.

WILSON.

Je parie qu'il restera. On dit Martignac fort adroit ; il a déjà fait ses preuves, et d'ailleurs il est très-bien en cour.

BELTON.

La cour ! la cour ! Ah ! fiez-vous-y !

WILSON.

Cinquante guinées que le ministère Martignac se maintiendra jusqu'à l'ouverture des chambres !

BELTON.

Cinquante guinées, soit! C'est convenu, n'est-ce pas?

(Survient le portugais Lopez.)

LOPEZ.

Eh! qu'avez-vous donc, messieurs? Vous avez l'un et l'autre l'air bien échauffé. Vraiment on ne dirait pas qu'il s'agit d'un marché à l'amiable.

BELTON.

Bonjour, bonjour! Ah! parbleu, il faut que vous sachiez ce qui arrive entre moi et Wilson. Je viens de parier cinquante guinées que le ministère de France sera changé d'ici à quinze jours.

LOPEZ.

Et je tiens votre pari.

WILSON.

Diable! est-ce que je perdrais, moi! il ne manquerait plus que cela.

LOPEZ.

Ah! mon Dieu, oui, sir Wilson, il faut vous résigner. Voyez-vous là-bas ces deux Miguelistes?...

WILSON.

Oui, eh bien! qu'est-ce que cela fait à l'affaire?

LOPEZ.

Beaucoup... beaucoup! Comme ils ont l'air gai! quelle satisfaction répandue sur leur figure!

BELTON.

Après! après!

LOPEZ.

Vous les connaissez, ce sont des intrigans à la suite de l'envoyé secret de don Miguel; ils sont ici pour observer, pour espionner au profit de leur honorable maître. Il y a quelques jours, à peine s'ils osaient lever les yeux; aujourd'hui ils triomphent; c'est tout différent.

WILSON.

Et vous croyez que cela indique un changement de ministère? singulière preuve, vraiment!

BELTON.

N'importe, le pari est arrêté; mais, don Lopez, savez-vous que vous avez une perspicacité merveilleuse: ce changement-là paraît fort peu vous toucher, vous!

LOPEZ.

Moi, qu'est-ce que cela me fait? Je suis juif, et riche; je porte toute ma fortune dans mon portefeuille, et par conséquent il ne m'importe guère que ce soit don Miguel, ou dona Maria, ou don Pédro qui règne à Lisbonne.

WILSON.

C'est un état fort heureux que celui de cosmopolite, il faut en convenir... Mais le changement de ministère n'a rien de commun avec don Miguel.

LOPEZ.

Cela se peut ; cependant l'on commencera par le reconnaître pour le roi légitime de Portugal ; on jettera le voile de l'amnistie sur toutes les peccadilles de l'usurpation ; don Miguel sera roi absolu par la grâce des nouveaux ministres.

WILSON.

Oui, mais non pas par celle de l'Angleterre.

LOPEZ.

Ce doute fait beaucoup d'honneur à vos sentimens de justice et d'humanité ; malheureusement, vous n'êtes pas admis au conseil de vos ministres, et ils ne sont pas si scrupuleux que vous sur le chapitre de la légitimité.

WILSON.

A la bonne heure, mais Wellington reconnaîtra, s'il le veut, le jeune usurpateur, il le légitimera ; cependant le ministère de France ne changera pas, et je gagnerai mon pari.

BELTON.

Dans quelques jours, notre affaire sera jugée. Sans adieu, Wilson ; surtout de la résignation : vous aurez peut-être bientôt une revanche.

(Les trois interlocuteurs se séparent. Deux étrangers passent et paraissent regarder d'un air moqueur un officier dont l'uniforme est dans le plus grand délabrement.)

PREMIER ÉTRANGER.

Voici encore un de ces factieux, de ces rebelles...

SECOND ÉTRANGER.

Il serait bien mieux aux galères qu'ici.

PREMIER ÉTRANGER.

Du moins il aurait du pain, car notre maître est encore assez bon pour ne pas laisser mourir de faim ses ennemis.

SECOND ÉTRANGER, *bas*.

Oui, quand il ne leur fait pas faire le plongeon dans le Tage.

PREMIER ÉTRANGER.

Ma foi, c'est plus expéditif ; d'ailleurs, il n'y a que les morts qui ne reviennent pas.

SECOND ÉTRANGER.

Jolie tournure, ma foi, avec son habit rapé, son chapeau déchiré... Voyez donc, il y a des trous de balles...

PREMIER ÉTRANGER.

Voilà ce qu'on gagne à défendre la constitution, la légitimité. Pauvre imbécile ! que ne prenait-il parti pour don Miguel ? il ne serait pas ici à traîner ses haillons militaires, à faire le métier de mendiant.

SECOND ÉTRANGER.

Sans doute, il demande l'aumône !... Dona Maria a là de bien tristes chevaliers !

PREMIER ÉTRANGER.

Est-ce que la police anglaise ne les enverra pas à Botany-Bay ou dans quelque autre honnête colonie, ces officiers constitutionnels?

SECOND ÉTRANGER.

Patience; on va prendre un parti à l'égard de nos factieux Portugais. Une fois que le cabinet anglais aura solennellement reconnu don Miguel, on rendra à sa justice les criminels qui s'y sont soustraits, et les traîtres seront punis.

L'OFFICIER, *arrivé auprès des deux étrangers et les regardant.*

Misérables!

PREMIER ÉTRANGER.

Il nous a reconnus.

SECOND ÉTRANGER.

Éloignons-nous!

L'OFFICIER, *prenant à témoin des promeneurs.*

Voici des espions de don Miguel!

LA FOULE.

Des espions! A la porte, les espions!

PREMIER ÉTRANGER.

Tu nous le paieras cher!

(La foule augmente. Un groupe nombreux se forme autour de l'officier, qui montre du doigt les deux étrangers. Pendant qu'ils s'éloignent précipitamment, le cri : *A bas les espions!* les accompagne jusqu'à la sortie de la Bourse.)

## SCÈNE IX.

LE CABINET DU DUC DE WELLINGTON.

WELLINGTON *est assis devant son bureau et regarde à la pendule.*

Pas de Polignac encore! c'est extraordinaire. Mon invitation, pour être laconique, n'en était pas moins pressante... Style de Napoléon! Cependant les momens sont précieux... Je dois compte, moi, de chaque minute, de chaque seconde à la postérité... Ces Français sont d'une légèreté, d'une étourderie!... Voyons, préparons notre leçon, résumons les instructions qu'il faut donner à l'ami Polignac. Il n'est pas un diplomate de premier ordre... donc, beaucoup de simplicité, de clarté... afin qu'il me comprenne et qu'il ne s'en aille pas faire des gaucheries... Mais on vient, c'est sans doute mon homme... J'ai bien envie de le gronder. (*Un valet-de-chambre annonce le prince de Polignac.*) Qu'il entre.

M. DE POLIGNAC, *entrant.*

Good morning...

WELLINGTON.

Parlons français, mon cher président.

PREMIER ÉTRANGER.

Est-ce que la police anglaise ne les enverra pas à Botany-Bay ou dans quelque autre honnête colonie, ces officiers constitutionnels?

SECOND ÉTRANGER.

Patience; on va prendre un parti à l'égard de nos factieux Portugais. Une fois que le cabinet anglais aura solennellement reconnu don Miguel, on rendra à sa justice les criminels qui s'y sont soustraits, et les traîtres seront punis.

L'OFFICIER, *arrivé auprès des deux étrangers et les regardant.*

Misérables!

PREMIER ÉTRANGER.

Il nous a reconnus.

SECOND ÉTRANGER.

Éloignons-nous!

L'OFFICIER, *prenant à témoin des promeneurs.*

Voici des espions de don Miguel!

LA FOULE.

Des espions! A la porte, les espions!

PREMIER ÉTRANGER.

Tu nous le paieras cher!

(La foule augmente. Un groupe nombreux se forme autour de l'officier, qui montre du doigt les deux étrangers. Pendant qu'ils s'éloignent précipitamment, le cri : *A bas les espions!* les accompagne jusqu'à la sortie de la Bourse.)

## SCÈNE IX.

LE CABINET DU DUC DE WELLINGTON.

WELLINGTON *est assis devant son bureau et regarde à la pendule.*

Pas de Polignac encore! c'est extraordinaire. Mon invitation, pour être laconique, n'en était pas moins pressante... Style de Napoléon! Cependant les momens sont précieux... Je dois compte, moi, de chaque minute, de chaque seconde à la postérité... Ces Français sont d'une légèreté, d'une étourderie!... Voyons, préparons notre leçon, résumons les instructions qu'il faut donner à l'ami Polignac. Il n'est pas un diplomate de premier ordre... donc, beaucoup de simplicité, de clarté... afin qu'il me comprenne et qu'il ne s'en aille pas faire des gaucheries... Mais on vient, c'est sans doute mon homme... J'ai bien envie de le gronder. (*Un valet-de-chambre annonce le prince de Polignac.*) Qu'il entre.

M. DE POLIGNAC, *entrant.*

Good morning...

WELLINGTON.

Parlons français, mon cher président.

M. DE POLIGNAC, à part.

Mon cher président ! (*Haut.*) Puisque vous l'exigez, monsieur le duc, je parlerai français ; mais je vous avoue que c'est un grand sacrifice que je fais à votre excellence.

WELLINGTON.

Aussi, vous en sais-je gré, mon cher président.

M. DE POLIGNAC.

Mon cher président !... Moi, président ! délicate plaisanterie d'un esprit aimable qui sait descendre des hauteurs d'un génie...

WELLINGTON.

Je parle très-sérieusement.

M. DE POLIGNAC.

Oserais-je alors demander à votre excellence...

WELLINGTON.

Laissons là le protocole de la politesse diplomatique, le répertoire d'une fade étiquette... Touchez là, mon cher ami, touchez là. (*Il lui présente la main.*) Allons, qu'un vain cérémonial n'élève plus de barrière entre nous deux... Vous êtes Français, et moi aussi, je suis Français, ou du moins je le deviens, à compter d'aujourd'hui.

M. DE POLIGNAC.

Comment, monsieur le duc !

WELLINGTON.

Laissez donc là mon duché.

M. DE POLIGNAC.

Eh ! bien, sir Wellington...

WELLINGTON.

Wellington tout court, entendez-vous ?

M. DE POLIGNAC.

Puis-je savoir quels sont mes droits à tant de bienveillance, à ces expressions d'une amitié qui m'honore et me surprend tout à-la-fois ?

WELLINGTON.

Votre caractère me plaît, mon cher Polignac, il m'a toujours plu ; la première fois que je vous vis, je me dis : « Voilà un brave, un honnête homme, dont la physionomie est des plus heureuses ; c'est le type de la loyauté chevaleresque ; c'est le digne représentant de la noblesse française... »

M. DE POLIGNAC.

En vérité, monsieur le duc !... Non... non... mon cher duc... Non... non... monsieur Wellington... Ah ! je ne sais plus ce que je dis... Pardonnez-moi mon trouble, mon embarras.

WELLINGTON.

N'ayez donc pas peur comme cela... Allons, asseyez-vous. (*Il approche un fauteuil, et M. de*

*Polignac s'y assied.*) Mais, je vous en prie, mon cher ami, ne m'interrompez pas... vous me feriez perdre le fil de mes idées... Je ne sais plus où j'en étais.

M. DE POLIGNAC.

Vous me faisiez l'insigne honneur de me regarder comme le représentant de la noblesse française. Il est vrai que ma noblesse date de loin; je suis un vrai gentilhomme français, car je descends en ligne directe d'une famille romaine...

WELLINGTON.

J'y suis maintenant. Quand je vous entendis parler, quand je pus apprécier votre habileté profonde, votre étonnante sagacité, je me dis : « Comment se fait-il qu'un homme d'un si rare mérite soit relégué dans les fonctions ordinaires d'une ambassade? Comment se prive-t-on de l'appui d'un talent qui jetterait tant d'éclat sur un gouvernement, qui rendrait à la vieille monarchie son antique prépondérance? » J'attendais avec impatience une occasion de vous produire sur la scène du monde; cette occasion se présente aujourd'hui...

M. DE POLIGNAC.

Je ne croyais pas avoir fixé l'attention d'un grand homme; mon mérite est bien faible : servir la religion, servir le...

WELLINGTON.

Il ne s'agit pas de religion ici, mon cher prince; vous vous écartez de la question. Il y a long-temps, n'est-ce pas, que vous voulez tâter du ministère; vous désirez un portefeuille?

M. DE POLIGNAC.

Il est vrai que je ne serais pas fâché... mais seulement pour le bien de la religion, qui est outragée quotidiennement; pour défendre la monarchie, pour étouffer l'anarchie... non pour mes intérêts...

WELLINGTON.

Laissez donc ces phrases-là à votre *Quotidienne*, à votre *Gazette*, mon cher ami; de grâce mettez de côté ce rabâchage qui sent trop 1815. Avouez-moi franchement que vous voulez être ministre.

M. DE POLIGNAC.

Eh! bien, oui, mon cher duc; un portefeuille est l'objet de mes vœux les plus ardents; un portefeuille!... Ah! si je l'avais... Mais je n'espère plus, car voilà une douzaine de voyages que je fais inutilement à Paris : revenir toujours ici les mains vides, être exposé aux brocards des feuilles de Paris et de Londres, cela commence à me faire désespérer de la monarchie...

WELLINGTON.

Et vous seul pourriez la sauver, n'est-ce pas? La

patrie est toujours en danger, quand on veut être ministre; j'en disais tout autant, moi, quand j'aspirais au fauteuil de Canning. Mais si vous étiez ministre demain, aujourd'hui même...

M. DE POLIGNAC.

Aujourd'hui même!

WELLINGTON.

Ou demain, ou après-demain; quelques jours de plus ou de moins ne font rien à l'affaire; mais enfin si je vous procurais ce ministère tant désiré, si par mon crédit je vous élevais à la présidence du conseil...

M. DE POLIGNAC.

Un portefeuille, à moi! ah! j'en mourrais de plaisir... Je mourrais content.

WELLINGTON.

Il ne s'agit pas de mourir, mais de vivre; si, comme j'avais l'honneur de vous le dire, vous deveniez premier ministre en France, seriez-vous reconnaissant?

M. DE POLIGNAC.

Ma reconnaissance ne finirait qu'avec ma vie... je vous regarderais comme mon ange tutélaire.

WELLINGTON.

Oh! je ne vous en demande pas tant... ce que

j'exige de vous est peu de chose... bien peu de chose.

M. DE POLIGNAC.

Parlez, monsieur le duc, parlez... ou plutôt ne dites rien... car je ne croirai jamais faire assez pour m'acquitter envers vous.

WELLINGTON.

Ce langage me plaît, mon cher Jules... mais je n'exige pas l'impossible... J'impose des limites à votre reconnaissance, et je serais désespéré que ce sentiment vous entraînât trop loin... Vous savez, mon cher Jules, combien j'aime la France, tout ce que j'ai fait pour elle... mes intentions ont été calomniées...

M. DE POLIGNAC.

L'envie s'attache toujours au mérite, c'est l'ombre qui suit le corps...

WELLINGTON.

De grâce, mon bon ami, trêve de ces lieux communs... J'aime la France, dis-je, et je veux lui prouver mon affection... Par exemple, on parle beaucoup d'économie dans la discussion de vos budgets, et on n'y arrive jamais. Moi, j'ai un moyen d'enrichir le trésor d'une centaine de millions; et si j'étais ministre, je sais bien ce que je ferais... Oh! j'ai une recette assurée... Oui, j'ai découvert la pierre philosophale.

M. DE POLIGNAC.

Il y aurait, sans doute, de l'indiscrétion à vous demander la communication d'un secret aussi important...

WELLINGTON.

Vous, indiscret! vous, Polignac! Oh! mon ami, connaissez donc ce moyen. Vous avez une marine dont l'entretien absorbe des capitaux immenses... Or, qu'avez-vous besoin d'une marine si considérable? Avez-vous une guerre à soutenir? Non: eh! bien, mettez-moi de côté une vingtaine de vaisseaux de ligne et une douzaine de frégates...

M. DE POLIGNAC.

Quelle heureuse idée! quel trait de lumière!... C'est vrai... pourquoi tant de vaisseaux de guerre? quelques bricks ne suffisent-ils pas pour convoyer les bâtimens du commerce? et puis, si la guerre venait à éclater, nous en serions quittes pour armer de nouveau les bâtimens désarmés: c'est l'affaire d'une huitaine de jours.

WELLINGTON.

Bien, très-bien, mon cher Jules... Vous entendez parfaitement la chose; maintenant, dites-moi, que pensez-vous de la guerre de la Russie avec la Turquie?

M. DE POLIGNAC.

Cette question m'embarrasse un peu, je vous

l'avoue... Je sais bien qu'il y a en ce moment une guerre entre ces deux puissances, mais je ne m'en suis pas trop occupé, c'est si loin d'ici...

WELLINGTON.

Mais encore... Croyez-vous, par exemple, que la France gagne beaucoup à l'agrandissement de l'empire russe?...

M. DE POLIGNAC.

Je ne le pense pas.

WELLINGTON.

Parbleu, je le crois bien: le commerce de l'Angleterre en souffrirait terriblement; les Russes une fois maîtres des Dardanelles...

M. DE POLIGNAC.

C'est vrai... Je n'y avais pas réfléchi...

WELLINGTON.

Donc la France doit désirer, il est dans ses intérêts que Mahmoud reste à Constantinople... A présent, mon cher prince, faites-moi votre profession de foi relativement à la bataille de Navarin.

M. DE POLIGNAC.

C'est un combat glorieux pour la chrétienté, c'est une autre bataille de Lépante...

WELLINGTON.

Qu'est-ce que vous dites donc là? Vous ne voyez

pas que cette victoire est non-seulement un crime politique, mais une sottise...

M. DE POLIGNAC.

Pardon, monsieur le duc, pardon, je ne réfléchissais pas...

WELLINGTON.

Vous, bon chrétien, vous, fidèle catholique, vous pouvez parler de la chrétienté à propos de Navarin, où les Français combattaient avec des hérétiques, des anglicans, des schismatiques de l'église grecque?

M. DE POLIGNAC.

C'est vrai; ma foi! je n'avais pas réfléchi.... Je suis sûr que personne en France n'avait pensé à cela...

WELLINGTON.

Vous abjurez cette gloire impie... à la bonne heure. A présent, mon cher Jules, il faut que je vous fasse connaître ma pensée tout entière. Les Russes menacent Constantinople; nous devons les empêcher d'y entrer, et une alliance étroite entre l'Angleterre, la France et l'Autriche peut seule prévenir ce malheur. Le ministère de France est faible, il recule devant les criaileries libérales, et n'oserait jamais aborder franchement la question; c'est vous qui la trancherez, mon cher

Jules; allez à Paris, tout est préparé, tout est mûr pour votre élévation; le fauteuil de la présidence ministérielle vous attend... Vous l'occuperez dignement: l'astre des Choiseul, des Vergennes pâlera devant vous.

M. LE POLIGNAC.

Je pars... je pars, monsieur le duc... Je justifierai votre choix, votre confiance... mais encore un mot... J'aurai besoin de nouvelles instructions... je ne puis rien faire sans instructions.

WELLINGTON.

C'est trop juste, mon cher Jules, j'éclairerai votre inexpérience de mes conseils; mon amitié veillera sur vous à Paris... Les courriers ne sont-ils pas à notre service?

M. DE POLIGNAC.

A merveille... Ainsi donc je puis partir.

WELLINGTON.

Tout de suite; il n'y a pas de temps à perdre... les Russes ont franchi les Balkans...

M. DE POLIGNAC.

Les Balkans! oh! mon Dieu, mon Dieu, ils ont franchi les Balkans!... Qu'est-ce que c'est donc que ça?...

WELLINGTON.

C'est une chaîne de montagnes... Au surplus, vous consulterez la carte de la Turquie d'Europe.

M. DE POLIGNAC.

Oui, mon cher duc... Eh! bien! puisque les Russes ont passé les... les... Balkans, moi je vais passer la Manche...

WELLINGTON.

Bien, mon cher Jules, bien. Vite, vite en route pour Paris!

M. DE POLIGNAC.

Mais je ne suis pas en costume de voyage; je puis bien faire un tour à l'ambassade?...

WELLINGTON.

Soit: je ne vous accorde qu'une heure pour vos préparatifs...

M. DE POLIGNAC.

Merci, mon cher duc... mais, souvenez-vous que vous m'avez promis vos instructions, vos conseils... sans cela, je serais fort embarrassé...

WELLINGTON.

Par Waterloo! je tiendrai ma promesse.

M. DE POLIGNAC.

Adieu donc, mon cher duc...

(Ils se donnent affectueusement une poignée de main, et M. de Polignac sort en témoignant la satisfaction la plus vive.)

WELLINGTON, *seul.*

Voilà tout juste l'homme qu'il me fallait... Il avait bien raison de me demander des instructions; si je le laissais aller tout seul, il ferait de belles choses: du moins, il a un mérite, c'est la naïveté... Oui, je l'aiderai... je serai son mentor, son précepteur; mais malheur au nouveau Télémaque, s'il désobéit à la Minerve anglaise!

(Il sort.)

## SCÈNE X.

LA COUR DE L'HOTEL DE L'AMBASSADE DE FRANCE.

(Des domestiques sont occupés à atteler les chevaux à une chaise de poste.)

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Allons, allons! plus vite que ça!...

FRANÇOIS.

Dites donc, monsieur, où donc allons-nous?...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Cela ne te regarde pas.

FRANÇOIS.

Oh! ne vous fâchez pas, monsieur l'intendant.

Mais en ma qualité de postillon, je peux bien demander...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

On te le dira tout-à-l'heure.

JACKSON.

Monsieur, nous avons fini... Les chevaux sont attelés; y a-t-il des paquets à mettre dans la voiture?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Non!

JACKSON.

Tiens! c'est drôle... une chaise de poste sans paquets.

FRANÇOIS.

Ah! tu ne vois pas que nous allons à quelques milles de Londres, à une maison de campagne d'un lord.

(Le valet-de-chambre s'éloigne un moment.)

JACKSON.

Moi, je parierais que son excellence retourne à Paris.

FRANÇOIS.

Voyez-vous ça, monsieur le goddam; il voudrait être plus malin qu'un Français.

(Monsieur de Polignac paraît, parle à l'oreille du valet-de-chambre, qui l'accompagne jusqu'à la voiture, et regarde à sa montre.)

M. DE POLIGNAC.

Pas plus de trois quarts d'heure! Voilà ce qui s'appelle de l'exactitude et de la célérité.

(Il monte en voiture.)

FRANÇOIS, au valet-de-chambre.

Où allons-nous?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

A Douvres!

FRANÇOIS.

A Douvres! encore! (*A part.*) Et puis à Paris!.. Encore un voyage pour des prunes!

(La chaise de poste s'ébranle et sort de la cour de l'hôtel.)

## SCÈNE XI.

LE SECRÉTARIAT DE L'AMBASSADE.

PREMIER COMMIS, entr'ouvrant le rideau de la fenêtre.

Eh! mais, Dieu me pardonne, voilà une chaise de poste qui roule dans la cour...

DEUXIÈME COMMIS.

C'est un courrier extraordinaire qui arrive.

PREMIER COMMIS.

Non, du tout, la chaise de poste de son excellence !

DEUXIÈME COMMIS.

La chaise de poste de son excellence !... (*Il court à la fenêtre.*) Ma foi, oui... et monsieur le duc est dedans encore !

PREMIER COMMIS.

Et nos signatures ?

DEUXIÈME COMMIS.

Et votre négociant qui est là dans l'antichambre à parcourir un journal de France... la *Quotidienne* !

PREMIER COMMIS.

Ah ! je l'ai vu... et il dort encore... C'est fort heureux pour lui et pour moi.

DEUXIÈME COMMIS.

Il faut le réveiller.

PREMIER COMMIS.

Non, gardez-vous-en bien...

DEUXIÈME COMMIS.

Au contraire, réveillons-le en sursaut. Qu'il coure après l'ambassadeur, du moins il sera vaincu qu'il n'y a pas de notre faute... Qu'il attrape son excellence, s'il peut. Nous serons dé-

livrés, au moins pour quelque temps, de ses jérémiades.

PREMIER COMMIS.

L'idée est bonne... Je vais la mettre à exécution...

(Il ferme la porte de l'antichambre, et appelle le négociant d'une voix forte.)

LE NÉGOCIANT *entre dans le bureau en se frottant les yeux.*

Eh bien ! me voici... par où faut-il aller pour voir l'ambassadeur ?

DEUXIÈME COMMIS.

Il n'y a pas un moment à perdre... si vous voulez lui parler, courez, courez...

LE NÉGOCIANT.

Par où ?

DEUXIÈME COMMIS.

Par l'escalier à droite... Vous vous trouverez dans la cour ; puis vous irez dans la rue, et vous tâcherez de rejoindre une chaise de poste qui vient de sortir de l'hôtel.

LE NÉGOCIANT.

Une chaise de poste !.. Bon.. Ah ! je l'atteindrai, et s'il faut aller à franc étrier jusqu'à Douvres, je galoperai..

(Il sort précipitamment, et les commis rient aux éclats après qu'ils ont refermé la porte.)

DEUXIÈME COMMIS.

Il a du malheur, notre cher compatriote.. Mais il a du courage : ce qui forme une heureuse compensation.

PREMIER COMMIS.

Et nos signatures?

DEUXIÈME COMMIS.

Eh! mon Dieu, est-ce que son excellence n'a pas ici son fondé de pouvoirs, son représentant?..

PREMIER COMMIS.

J'aurais bien voulu, cependant, voir l'ambassadeur de France à Londres.

DEUXIÈME COMMIS.

Pour cela, mon cher, il faut aller à Paris.

(Ils se replacent à leurs bureaux.)

## SCÈNE XII.

L'INTÉRIEUR D'UNE CHAISE DE POSTE.

M. DE POLIGNAC.

Adieu, ville de brouillards, d'ennuis, de fumée! adieu... je te quitte, pour ne jamais terevoir... Mais, que dis-je? j'y ai encore un protecteur,

un ami! Ah! j'allais déjà être ingrat! Non, je ne serai jamais... Me voici pourtant ministre... ministre, moi! Moi qui ai tant de fois vu le portefeuille échapper à mes mains... Moi dont les voyages ont fait si souvent rire à mes dépens... qu'ils rient, maintenant, messieurs les libéraux, qu'ils profitent du temps qui leur reste encore... Moi, ministre! et ce matin j'avais pris mon parti, je me désespérais, ou plutôt je me résignais à mon sort... Mais voyons, il faut que je me pénétre maintenant de mes devoirs, de l'importance de mes fonctions; les affaires de l'État doivent seules fixer mon attention!... Il me semble que depuis que je suis sûr d'être ministre, j'ai du talent, de l'aptitude pour les affaires... Eh! mon Dieu, ce sont les places qui font les hommes ce qu'ils sont... l'essentiel est d'avoir les places! mais après... après! vingt autres ont été ministres avant moi et n'en savaient pas plus long que moi en administration. D'ailleurs, si je me trompe, mon ami Wellington est là. Dès aujourd'hui tous mes moments appartiennent à la France; oui, je dois chercher à m'instruire, à étudier les théories politiques; donc je ne saurais mieux faire que de lire.. Lisons! (*Il prend un volume et l'ouvre.*) On m'a dit que cet ouvrage était excellent pour former les hommes d'état... *Législation primitive!* Heureux

titre ! c'est ce qu'il faut à mon pays pour le régénérer. (*Il lit deux ou trois pages.*) Comme tout cela est juste... profond ! ô Bonald ! écrivain admirable!... (*Il lit encore une page et bâille.*) Je ne sais vraiment ce que j'éprouve... il me semble que j'ai... j'ai envie de dormir : dormir ! Oh ! non, je ne le puis... il faut continuer cette lecture. (*Il bâille encore plus fort.*) Ah ! je n'y résiste pas... décidément, on ne peut lire en voiture !...

(*Il laisse tomber le volume, et s'endort d'un profond sommeil.*)

FIN DE LONDRES.

PARIS.





PARIS.

SCÈNE PREMIÈRE.

LE SALON DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

(Les sept ministres à portefeuille y sont réunis. Il est neuf heures du soir.)

M. DE MARTIGNAC.

Eh bien ! messieurs, nous sommes encore ministres et nous le serons encore demain, après-demain... nous le serons encore à l'ouverture des Chambres.

M. DE CAUX.

Oui, mais n'avez-vous pas entendu parler de l'audience particulière accordée à monsieur Michaud, le directeur de la *Quotidienne* ?

M. DE MARTIGNAC.

Qu'importe ! Monsieur Michaud a de tout temps obtenu des audiences ; c'est un vieux serviteur.

M. ROY.

Oui, mais n'avez-vous pas remarqué le nouveau style de la *Gazette de France*?... elle a fait sa paix avec la *Quotidienne*, après une polémique dégoûtante, après de sales récriminations de part et d'autre... Michaud et Genoude se seraient-ils donné la main?

M. DE CAUX.

A vous parler franchement, je le crains... Cela indiquerait un prochain changement dans les affaires, et je doute fort que nous gardions longtemps encore nos portefeuilles... pour moi, du moins, je suis sûr de ne pas rester à la guerre, s'il y a une révolution ministérielle, car la congrégation a violemment attaqué mes projets d'amélioration et de réforme.

M. HYDE DE NEUVILLE.

Eh ! mon Dieu, s'il faut tomber, nous tomberons, mais avec honneur ; on nous rendra alors justice !... Une semblable disgrâce a ses avantages.

M. DE MARTIGNAC.

Nous avons fait tout le bien que nous pouvions faire ; on ne sait pas contre quels obstacles nous

avons eu à lutter, quelles difficultés embarrassaient notre marche ; il est bien facile d'accuser, de déclamer...

M. ROY.

Je suis de l'avis de monsieur de Neuville ; nous tomberons avec honneur.

M. DE VATIMESNIL.

Je ne sais pas, messieurs, ce qui peut vous faire parler ainsi, ce qui peut vous inspirer de telles craintes ? Nous avons pour nous l'opinion publique, les Chambres nous ont accordé ce que nous avons demandé ; les journaux commencent à être plus justes sur notre compte ; tout est tranquille en France... Mais, messieurs Bourdeau et de Portalis ne disent rien ; sans doute leur silence est de mon avis ?

M. DE PORTALIS.

Moi, monsieur, je pense que... Oh ! il y a bien des bruits qui circulent... On parle d'un changement de ministres, mais vaguement.

M. BOURDEAU.

Oui, chaque journal compose sa liste, suivant ses goûts, ses affections, mais nous savons à quoi nous en tenir sur tout cela.

M. ROY.

Ne pensez-vous pas qu'il y ait des sujets de crainte?...

M. BOURDEAU.

Demandez à monsieur de Portalis.

M. DE PORTALIS.

Demandez à monsieur Bourdeau... Vous savez que je suis fatigué des affaires... j'ai besoin de me reposer, et une retraite honorable...

M. DE MARTIGNAC.

La place de monsieur Henrion de Pansey vous est garantie, vous le savez, monsieur le comte.

M. DE PORTALIS.

Oh! je ne dis pas cela pour la présidence de la Cour de cassation... elle m'est promise, mais on ne sait pas ce qui peut arriver...

M. BOURDEAU.

Je vous demande pardon, messieurs et chers collègues; une affaire importante m'appelle dans mon cabinet; souffrez que je me retire.

M. DE PORTALIS.

Et moi aussi, messieurs, je suis forcé de m'éloigner... Je vous souhaite le bonsoir.

M. BOURDEAU, *bas à M. de Portalis.*

Aussi bien commençais-je à être fort embarrassé.

M. DE PORTALIS, *bas à M. de Bourdeau.*

Ils se doutent de quelque chose... Qu'ils s'arran-

gent comme ils voudront; moi, je m'en lave les mains.

(MM. de Portalis et Bourdeau sortent.)

M. ROY.

Avez-vous remarqué, messieurs, que nos collègues Portalis et Bourdeau ne paraissent point à leur aise avec nous?

M. DE CAUX.

Ils ont toujours cet air-là; c'est leur habitude.

M. DE VATIMESNIL.

Allons, messieurs, un peu plus de confiance: faisons notre devoir et advienne que pourra; pour moi, je vais travailler comme si j'étais sûr d'avoir mon portefeuille pendant dix ou quinze ans au moins; le jour de la distribution des prix aux collègues royaux approche, et je vais préparer mon discours pour cette solennité.

M. HYDE DE NEUVILLE.

Monsieur de Vatimesnil a raison, travaillons au bien public, jusqu'à ce qu'on nous dise de quitter nos portefeuilles; moi, je vais tâcher d'arranger l'affaire d'Alger: ce diable de dey est un entêté qui veut absolument être bombardé! Eh bien! si l'arrangement tient à cela, nous lui enverrons des bombes.

(Les ministres se séparent.)

## SCÈNE II.

UN SALON DU FAUBOURG SAINT-GERMAIN.

LA MARQUISE.

Comment, monsieur le marquis, le ministre refuse une lieutenance à notre Adolphe?... Une lieutenance dans un régiment de hussards!

LE MARQUIS.

Oui, madame la marquise, le ministre m'a demandé quels étaient les titres de notre fils, s'il avait servi, s'il sortait des gardes... que sais-je? Il m'a fait un tas de questions absurdes que je ne me rappelle pas; enfin, il m'a refusé tout net.

L'ABBÉ.

Vous deviez vous y attendre, monsieur le marquis; il n'y a rien à faire avec un ministère jacobin.

LA MARQUISE.

Quelle horreur! mais nous voici ramenés au bon temps de la terreur.

L'ABBÉ.

Absolument comme sous feu monsieur de Robespierre.

LE MARQUIS.

Il faudrait peut-être, pour être agréable à mon-

sieur le ministre, que notre Adolphe eût servi sous le brigand, qu'il eût tué des Allemands, des Russes, des Anglais! Oh! alors, il serait au moins capitaine.

L'ABBÉ.

Colonel! madame la marquise; ce ne serait pas trop pour récompenser un soldat de Bonaparte!

LE MARQUIS.

Mon père était colonel de Normandie à vingt ans! je ne puis obtenir une lieutenance pour mon fils qui est majeur depuis quinze jours.

LA MARQUISE.

Depuis huit jours, monsieur le marquis.

L'ABBÉ.

Voilà qui rend encore ce refus plus odieux, plus abominable; mais, vous vous plaignez!... Ah! si vous connaissiez toutes les iniquités dont gémit le clergé! Pas de jour, pas d'heure qui ne soient signalés par une persécution, par une tyrannie, par une impiété. Tout est bouleversé, confondu, et les ministres des autels sont sans appui, sans défense. Voyez les tribunaux retentir des plaintes de ces victimes saintes qu'on ose accuser de crimes imaginaires; des jugemens, des arrêts tout récents et qui font frémir, attestent cette lâche profanation d'un caractère sacré, inviolable; on nous rend

justiciables d'une Thémis terrestre, nous qui ne connaissons de juge qu'à Rome, de maître que dans les cieux!

LA VICOMTESSE.

Ah! mon Dieu, monsieur l'abbé, prenez donc garde! ne vous échauffez donc pas comme cela... Vraiment, vous parlez comme Bossuet; votre éloquence vous fera mal: savez-vous bien que vous venez d'être magnifique, sublime!

L'ABBÉ.

Oh! si je ne craignais ce qu'ils appellent, je crois, des appels comme d'abus, si je n'écoutais que le zèle qui m'enflamme, je ferais tonner la vérité du haut de la chaire contre les impies, je dénoncerais leurs crimes, j'appellerais sur leurs têtes les foudres de la céleste vengeance; enfin je les ferais trembler... Mais peut-il y avoir de l'éloquence véritable, en présence d'un semblable ministère?

LE VIDAME.

Est-ce que tout cela ne finira pas, morbleu? Si cela dure encore quelques jours, alors il faudra reprendre sa vieille épée: oui, morbleu! nous nous remettrons en campagne pour sauver la monarchie!

LE VICOMTE.

Mes chers amis, nous touchons au dénouement:

le char de la révolution va s'arrêter enfin, et tout rentrera dans l'ordre.

L'ABBÉ.

Vous avez donc des nouvelles, monsieur le vicomte! c'est bien mal à vous de faire le mystérieux.

LE VICOMTE.

La monarchie est sauvée! vous dis-je; nous allons avoir un nouveau ministère.

LA MARQUISE.

Encore des jaco, n'est-ce pas?

LE VICOMTE.

Plus de jacobins! je vous dis que la monarchie est sauvée: M. de Polignac est en route.

TOUS.

M. de Polignac en route!

LE MARQUIS.

Pour Paris?

LE VICOMTE.

Sans doute, puisqu'il est à Londres; il ne connaît pas d'autre itinéraire, vous le savez bien.

LE MARQUIS.

Et c'est lui qui sera premier ministre?

LE VICOMTE.

Oui, et bien plus, c'est lui qui sera chargé de former le nouveau ministère.

LA MARQUISE.

Oh! mon Dieu, quel dommage que mon fils Adolphe ne soit pas en âge d'être ministre! il serait si bien placé à la guerre!

LE MARQUIS.

C'est vrai... mais je suis là, moi, j'ai été mestre-de-camp à l'armée des princes; monsieur le vicomte, connaissez-vous M. de Polignac?

LE VICOMTE.

Un peu.

LE MARQUIS.

Eh! bien, vous lui parlerez de moi; je suis un fidèle, un bon!...

LE VIDAME.

Morbleu! je suis la caution du marquis.

LE VICOMTE.

Pas tant de bruit, mes chers amis, pas tant de bruit. N'oubliez pas que c'est un secret dont je viens de vous faire la confidence; l'ordonnance d'ailleurs n'a pas paru; on ne saurait maintenant avoir trop de discrétion.

LA MARQUISE.

Mon pauvre Adolphe! ah! il aura donc sa lieutenance!

LE MARQUIS.

Une lieutenance au fils d'un ancien mestre-de-

camp, au petit-fils d'un colonel de Normandie, fi donc! y pensez-vous, madame la marquise?

LE VIDAME.

Morbleu! il y a long-temps que je désire lancer mon neveu Arthur dans la diplomatie; l'ambassade de Londres est vacante, et je vais la demander pour lui.

LA MARQUISE.

Vous avez raison, monsieur le vidame; si vous vouliez avoir la bonté d'emmener avec vous mon second fils, le petit Jules, il ferait un fort joli secrétaire d'ambassade.

LE VIDAME.

Morbleu! madame la marquise, je n'ai jamais rien refusé aux dames, et vos beaux yeux, madame la marquise, sont de puissans Mécènes.

L'ABBÉ.

Oserais-je vous demander, monsieur le vicomte, si vous savez quelque chose relativement à la feuille des bénéfices?

LE VICOMTE.

Ma foi non, monsieur l'abbé; cependant, je prendrai des informations, je tâcherai de satisfaire votre curiosité...

L'ABBÉ.

Oh! je ne veux rien pour moi... Mon ambition

se borne à remplir mes devoirs; je désire seulement qu'on rende au clergé ce qui lui est dû, ce que la révolution lui a volé; n'a-t-il pas droit aussi à une indemnité?

LE VICOMTE.

C'est juste, cela, monsieur l'abbé, et avec un ministère vraiment royaliste, la chose sera facile, je vous le promets. Chacun son tour; l'émigration a eu son milliard.

L'ABBÉ.

Pourquoi le clergé n'aurait-il pas le sien?

LE VIDAME.

Morbleu, monsieur l'abbé, vous raisonnez à merveille; votre réclamation est très-légitime, et s'il faut vous aider, je vous offre ma vieille épée de Coblentz. Comptez sur le dévouement d'un chevalier français.

LA MARQUISE.

Oui, il faut rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Oh! la religion et la morale avant tout... Messieurs et dames, une petite partie d'écarté, en attendant le nouveau ministère, vous contrarierait-elle?... Sous l'ancien régime, on respectait la morale et la religion... Une partie d'écarté, monsieur l'abbé; vous me devez une revanche pour les dix louis que vous m'avez gagnés avant-hier.

L'ABBÉ.

Très-volontiers, madame la marquise... J'ai à vous, je crois, une vingtaine de louis.

LA MARQUISE.

L'écarté est le plus joli jeu de société qu'on puisse imaginer... il fait passer le temps le plus agréablement du monde... Allons, messieurs et dames, prenez place.

(Elle sonne, et des domestiques préparent les tables de jeu, devant lesquelles viennent se placer les interlocuteurs.)

### SCÈNE III.

LE VESTIBULE DE L'HOTEL DE M. DE POLIGNAC.

(Une chaise de poste est arrêtée sous le vestibule; des domestiques portent des flambeaux. Un valet-de-chambre ouvre la portière de la voiture, et M. de Polignac en descend. Il est dix heures du soir.)

M. DE POLIGNAC.

Vous ne laisserez monter personne demain matin chez moi; je n'y suis pour personne, entendez-vous?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Oui, monsieur; faut-il dire que vous êtes arrivé?

M. DE POLIGNAC.

Non, je vous ferai savoir quand il faudra l'annoncer.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Il suffit, monseigneur.

M. DE POLIGNAC, *qui s'est dirigé vers l'escalier et revient sur ses pas.*

Ah! j'oubliais... où donc est mon volume... cherchez mon volume.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Le voici, monsieur le duc.

M. DE POLIGNAC.

Ma *Législation primitive!*... Cela ne doit plus me quitter maintenant!

(Il monte l'escalier et entre dans ses appartemens.)

FRANÇOIS, *au valet-de-chambre.*

Bonjour, l'ami, bonjour. Vous ne nous attendez pas si tôt, n'est-ce pas?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Moi, je ne suis pas étonné du tout... mais du tout..... Je suis habitué à vous voir... Vous aimez à nous faire des surprises. Est-ce pour long-temps que vous êtes ici?

FRANÇOIS.

Pour toujours!...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Pour toujours!

FRANÇOIS.

Nous nous fixons enfin; nous ne voyageons plus... Il est temps de se reposer, n'est-ce pas?

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Il est vrai que cela aurait fini par vous ennuyer. Mais êtes-vous bien sûr de ne pas vous remettre en route demain ou après-demain!

FRANÇOIS.

Oui, vous dis-je, oui... j'en suis sûr... nous restons à Paris.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Ah! monsieur le confident intime, dites plutôt que vous ne savez rien.

FRANÇOIS.

Bah! vous me prenez peut-être pour une bête?... Quoique je ne sois pas valet-de-chambre, moi, j'ai du tact.., j'observe, et sans qu'on s'en doute, je devine...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Et qu'avez-vous deviné, monsieur l'observateur?

FRANÇOIS.

Tout en faisant claquer mon fouet , en conduisant mes chevaux , j'ai aperçu certaines choses qui m'annoncent que nous ne resterons pas ici...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Ah ! ah ! vous allez donc repartir... J'ai donc raison.

FRANÇOIS.

Vous ne me comprenez pas , mon cher , nous resterons ici et nous ne resterons pas ici , ce qui veut dire , puisqu'il faut vous expliquer la chose , que nous allons emménager sur le boulevard de la Madeleine... là , vous savez bien où il y a des factionnaires , à l'ancien hôtel Wagram.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Au ministère des affaires étrangères ?

FRANÇOIS.

Tout juste , mon cher , vous l'avez enfin deviné ; c'est fort heureux... mais vous ne devinerez pas non plus comment j'ai découvert cela.. Dans notre traversée sur le paquebot , le prince était d'une douceur , d'une gaieté ! si vous aviez vu sa physionomie , comme moi , vous auriez dit : « Le prince est enfin ministre des affaires étrangères ! »

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Vous pourriez bien avoir raison.

FRANÇOIS.

Ah ! je parie que... mais tenez , mon cher , allez m'attendre chez le marchand de vin du coin , et je vous conteraï tout cela au long ; à condition que vous paierez bouteille...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

C'est tout naturel ; sans adieu , maître François ; je vais au rendez-vous , mais ne vous faites pas trop long-temps attendre. Nous boirons du vin à vingt , à la santé du nouveau ministre.. et à la nôtre , mon camarade !

## SCÈNE IV.

---

LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

---

M. DE POLIGNAC, seul.

Le sommeil m'a fait du bien ! Comme il est doux de se réveiller ministre ! Quelle sensation profonde va produire ma nomination ! ce pauvre ministère Martignac ne s'en doute pas encore , j'en suis sûr ! ils sont tous , moins deux cependant , à rêver des projets de loi pour la prochaine session , des améliorations , des modifications pour flatter l'opinion publique ! Bonnes gens qui croient qu'il faut absolument avoir pour soi l'opinion publique ,

FRANÇOIS.

Tout en faisant claquer mon fouet , en conduisant mes chevaux , j'ai aperçu certaines choses qui m'annoncent que nous ne resterons pas ici...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Ah ! ah ! vous allez donc repartir... J'ai donc raison.

FRANÇOIS.

Vous ne me comprenez pas , mon cher , nous resterons ici et nous ne resterons pas ici , ce qui veut dire , puisqu'il faut vous expliquer la chose , que nous allons emménager sur le boulevard de la Madeleine... là , vous savez bien où il y a des factionnaires , à l'ancien hôtel Wagram.

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Au ministère des affaires étrangères ?

FRANÇOIS.

Tout juste , mon cher , vous l'avez enfin deviné ; c'est fort heureux... mais vous ne devinerez pas non plus comment j'ai découvert cela.. Dans notre traversée sur le paquebot , le prince était d'une douceur , d'une gaieté ! si vous aviez vu sa physionomie , comme moi , vous auriez dit : « Le prince est enfin ministre des affaires étrangères ! »

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Vous pourriez bien avoir raison.

FRANÇOIS.

Ah ! je parie que... mais tenez , mon cher , allez m'attendre chez le marchand de vin du coin , et je vous conteraï tout cela au long ; à condition que vous paierez bouteille...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

C'est tout naturel ; sans adieu , maître François ; je vais au rendez-vous , mais ne vous faites pas trop long-temps attendre. Nous boirons du vin à vingt , à la santé du nouveau ministre.. et à la nôtre , mon camarade !

## SCÈNE IV.

LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

M. DE POLIGNAC, seul.

Le sommeil m'a fait du bien ! Comme il est doux de se réveiller ministre ! Quelle sensation profonde va produire ma nomination ! ce pauvre ministère Martignac ne s'en doute pas encore , j'en suis sûr ! ils sont tous , moins deux cependant , à rêver des projets de loi pour la prochaine session , des améliorations , des modifications pour flatter l'opinion publique ! Bonnes gens qui croient qu'il faut absolument avoir pour soi l'opinion publique ,

lorsqu'on veut gouverner!... Ah! je leur prouverai bien le contraire!... Voyons, il s'agit maintenant de former un ministère au grand complet... La marine, la guerre, les finances... Pourquoi ne réunirais-je pas tout cela?... Trois ou quatre portefeuilles dans une même main! est-ce si difficile à porter! Mais il n'est pas encore temps d'essayer mes forces de cette manière! Il me faut six hommes, aujourd'hui... ces six hommes seront mes créatures; instrumens dociles de ma volonté... ils feront, j'espère, tout ce que je voudrai, sinon...

(Un domestique entre, s'approche de M. de Polignac et lui annonce mystérieusement l'arrivée d'une personne qui demande à parler au duc; celui-ci fait signe pour qu'on l'introduise.)

Un écrivain monarchique! un défenseur des bons principes!... Je suis bien aise de causer avec lui... Cette opinion publique, dont on nous menace toujours, nous la connaissons, enfin!

(Un monsieur entre; c'est le rédacteur en chef d'un journal apostolique.)

LE JOURNALISTE.

Je me rends, monseigneur, à votre honorable invitation; permettez-moi de vous témoigner toute ma reconnaissance pour l'insigne faveur...

M. DE POLIGNAC.

Eh bien! monsieur, que dit-on de moi dans les

gazettes?... Je ne lis pas les gazettes, moi, et je n'aime pas les gazetiers, je dois d'abord vous le dire... Les gazetiers ont fait la révolution!... La presse périodique, l'imprimerie ont causé la chute du trône et de l'autel... Mais je sais faire des exceptions, distinguer les bonnes gazettes des mauvaises; et votre journal a droit à toute mon estime!

LE JOURNALISTE.

Nous nous efforcerons toujours de la mériter, monseigneur.

M. DE POLIGNAC.

Voyons, que dit-on de moi dans les gazettes?

LE JOURNALISTE.

Les unes disent que vous arriverez incessamment au ministère, que vous aurez la présidence du conseil, et que vous nettoierez les étables d'Augias.

M. DE POLIGNAC.

Les étables d'Augias! c'est du grec, cela, Dieu me pardonne! Mais quel rapport les étables d'Augias, puisque Augias il y a...

LE JOURNALISTE.

Ah! je conçois, monseigneur, que vous ignoriez ces fadaïses de la mythologie...

M. DE POLIGNAC.

Je suis un bon catholique, et je laisse la mythologie aux payens de libéraux qui n'ont ni foi ni loi.

LE JOURNALISTE.

Vous avez sans doute entendu parler, monseigneur, des douze travaux d'Hercule; au nombre de ces travaux, on comprend la tâche difficile...

M. DE POLIGNAC.

J'y suis maintenant... Alors semblable à Hercule qui a nettoyé les étables d'Augias... alors, vive la comparaison!.... Je crois même que plusieurs de mes aïeux se nommaient Hercule de Polignac.

LE JOURNALISTE.

Tous les noms de héros ont toujours convenu aux membres de votre famille; ils se sont toujours montrés dignes de les porter, et Jules César n'aurait pas désavoué...

M. DE POLIGNAC.

Ah! monsieur le journaliste, finissez donc.... vraiment vous êtes trop aimable, vous me reconciliez avec tous les gazetiers et toutes les gazettes. Mais que disent les libéraux?

LE JOURNALISTE.

Ils ont l'air de douter de votre élévation à la présidence du conseil, ou plutôt ils en nient la possibilité. Ce serait, disent-ils, un soufflet (pardonnez-moi cette expression épouvantable) à l'opinion publique.

M. DE POLIGNAC.

Ah! toujours cette opinion publique! ils verront quel cas j'en fais. Ils disent cela aujourd'hui, ces messieurs, nous verrons ce qu'ils diront demain. Mais j'ai besoin de renseignemens positifs, afin de dissiper des incertitudes, de lever quelques scrupules, relativement à cette opinion publique dont on fait toujours un ridicule épouvantail. Pourriez-vous me dire au juste le nombre des abonnemens des différens journaux publiés à Paris? Cette question ne saurait vous embarrasser.

LE JOURNALISTE.

Non, monseigneur, mais malheureusement...

M. DE POLIGNAC.

Il est temps que la vérité soit enfin connue; on verra enfin que nous sommes les plus nombreux, les plus forts, et le chiffre est pour nous... n'est-ce pas?

LE JOURNALISTE.

Hélas! monseigneur, je puis, je dois vous parler franchement... Mais le peuple français est bien gangrené.... la gangrène révolutionnaire a fait d'horribles progrès, et le cadavre social est bien près de tomber en dissolution...

M. DE POLIGNAC.

Je le sais, mais enfin la partie lisante, éclairée,

la partie notable de la nation, est abonnée aux bons journaux?...

LE JOURNALISTE.

Notre journal compte trois mille deux cents abonnés, et c'est le seul véritable représentant de l'opinion vraiment monarchique.

M. DE POLIGNAC.

Trois mille deux cents! Vous m'effrayez, monsieur; comment! votre gazette ne compte que trois mille deux cents abonnés? alors les feuilles libérales en ont bien peu.

LE JOURNALISTE.

Hélas! monseigneur, faut-il vous le dire? à la honte de notre siècle, les abonnemens aux feuilles démagogiques, philosophiques, s'élèvent à plus de quatre-vingt mille!

M. DE POLIGNAC.

C'est épouvantable! quatre-vingt mille abonnemens!... Êtes-vous bien sûr de ce que vous me dites là, mon cher monsieur?

LE JOURNALISTE.

Oui, monseigneur... mais c'est une confidence que je ne fais qu'à vous; il ne faut pas initier le public à ces secrets d'intérieur.

M. DE POLIGNAC.

Je conçois le motif... mais nous sommes, mon

cher monsieur, bien loin de compte; trois mille deux cents abonnemens, c'est bien peu! comment arranger cela?... Je ne vois qu'un moyen... parbleu, l'idée est bonne!

LE JOURNALISTE.

Les idées de monseigneur doivent toujours être excellentes.

M. DE POLIGNAC.

Si nous retranchions un zéro des 80,000 abonnemens libéraux pour l'ajouter aux 3,200 abonnemens monarchiques... qu'en dites-vous?

LE JOURNALISTE.

Admirable, monseigneur, admirable!

M. DE POLIGNAC.

Rien de plus facile; par conséquent, au moyen de ce léger changement et d'un trait de plume, nous corrigeons l'injustice du sort, ou plutôt nous remettons tout dans l'ordre naturel et raisonnable.

LE JOURNALISTE.

Nous aurons trente-deux mille abonnemens, et les libéraux n'en auront que huit mille.

M. DE POLIGNAC.

De quel poids notre opinion va peser dans la balance! Alors, muni de cette liste ainsi arrangée, je ne crains plus le chapitre toujours très-long des

objections; que répondre à une semblable majorité?

LE JOURNALISTE.

Rien, monseigneur, rien.

M. DE POLIGNAC.

Eh! bien, maintenant, comment trouvez-vous messieurs les libéraux et jacobins qui me traitent d'imbécile, de niais?...

LE JOURNALISTE.

Monseigneur, ils n'oseraient... oh! ils n'oseraient!

M. DE POLIGNAC.

Laissez donc, mon cher monsieur, je sais cela, mais je m'en moque; ils diront bien d'autres choses incessamment, je m'y attends; ça m'est égal. Pour vous, monsieur, je compte sur votre zèle et sur votre dévouement sans bornes, pour la crise qui se prépare; nous aurons probablement besoin de votre plume; mais vous, de votre côté, vous pouvez compter sur notre reconnaissance.

LE JOURNALISTE.

Monseigneur, vous n'ignorez pas maintenant notre position... Nous n'avons que trois mille deux cents abonnemens, nous ne sommes pas riches, et les sacrifices que nous avons été obligés de faire...

M. DE POLIGNAC.

Je vous entends; vous voudriez une subvention;

c'est trop juste, mais nous réglerons cela une autre fois; d'ailleurs, je n'ai guère le temps de descendre à ces détails...

LE JOURNALISTE.

J'en suis bien persuadé; monseigneur, je vous demande pardon... Mais les sacrifices, les travaux, les frais énormes d'une rédaction telle que la nôtre...

M. DE POLIGNAC, *se levant et montrant la porte au journaliste.*

C'est bon, monsieur; monsieur, nous parlerons de cela une autre fois...

LE JOURNALISTE, *se retirant.*

Monseigneur, voyez-vous, notre désintéressement, nos principes sont connus... et les sacrifices énormes...

M. DE POLIGNAC.

C'est bon, vous dis-je...

LE JOURNALISTE.

Pardou, monseigneur, si je vous parle des sacrifices...

M. DE POLIGNAC, *tournant le dos au journaliste.*

Votre serviteur très-humble, monsieur le journaliste!

(Le journaliste sort et la porte se referme.)

Je croyais que ce diable d'homme-là ne s'en

irait pas ! Il est étonnant avec ses sacrifices et son désintéressement. Oh ! les gazetiers ! les gazetiers ! mais n'oublions pas que nous avons besoin de ces gens-là... jusqu'à ce que nous avons supprimé out-à-fait les gazettes. Oui, à quoi bon tant de trompettes d'irréligion, tant d'échos de scandale, de véhicules de sédition ? un papier public ne suffit-il pas ?... Le *Moniteur*, par exemple, peut être utile pour enregistrer les actes de notre administration. Mais songeons d'abord à la formation du ministère, et courons chez l'ami Chabrol.

## SCÈNE V.

LE CABINET DE M. DE CHABROL, EX-MINISTRE.

(Il cause avec M. de Polignac.)

M. DE CHABROL.

Impossible de rien obtenir d'eux, mon prince, impossible !

M. DE POLIGNAC.

Quoi, Martignac et Roy, sur qui je croyais pouvoir compter.

M. DE CHABROL.

M. de Martignac dit non, M. Roy dit non ; je n'ai jamais vu un pareil entêtement.

M. DE POLIGNAC.

Eh ! bien, nous nous passerons de ces messieurs ; tant pis pour eux ! Quant à nous, Dieu merci, nous ne serons pas embarrassés pour trouver des gens de bonne volonté.

M. DE CHABROL.

D'abord, nous avons moi...

M. DE POLIGNAC.

Ah ! je connais vos sentimens, vos désirs...

M. DE CHABROL.

Nous avons d'abord moi, comme j'avais l'honneur de vous le dire, mon prince ; ensuite nous avons...

M. DE POLIGNAC.

Mais quelles raisons vous ont donc données MM. de Martignac et Roy pour refuser ainsi mes bontés ?

M. DE CHABROL.

Ils disent qu'ils s'en iront ou resteront avec leurs collègues ; voilà leur ultimatum, leur *sine quâ non*.

M. DE POLIGNAC.

Parlez français, monsieur le comte, car j'ai oublié un peu mon latin, et je n'ai jamais été un latiniste de la force de mon grand-oncle, le cardinal Melchior de Polignac.

M. DE CHABROL.

*Sine quâ non* signifie tout simplement qu'ils ne veulent pas d'autre arrangement, d'autre condition.

M. DE POLIGNAC.

Eh ! bien, qu'ils s'en aillent, ces messieurs ; maintenant, monsieur le comte, songeons à les remplacer dignement.

M. DE CHABROL.

Nous avons d'abord moi... Oh ! mon prince, je ne suis pas fâché de faire connaissance avec les finances ; j'ai fait mes preuves à la marine, sous Villèle qui était fort content de moi ; maintenant il me faut du nouveau : variété, c'est ma devise.

M. DE POLIGNAC.

Wellington m'a toujours dit beaucoup de bien de vous, monsieur le comte, il est enchanté de la manière dont vous avez dirigé la marine française ; c'est un excellent juge que le duc de Wellington.

M. DE CHABROL.

Comment, mon prince, lord Wellington m'honore de son estime ! Il est vrai que sous mon ministère j'ai fait tout mon possible pour ne pas porter ombrage à l'Angleterre ; j'ai réduit la marine française au strict nécessaire, et si à Navarin nous avons brûlé les vaisseaux de ce pauvre Mahmoud, ce n'a pas été ma faute, je vous jure ; Metternich

me l'a pardonné ; lord Wellington aurait-il été aussi indulgent ?

M. DE POLIGNAC.

Oui, monsieur le comte, tout est oublié... aussi je m'empresse d'accéder à vos désirs. Cependant, vous me conviendriez bien pour la marine, dans le moment actuel...

M. DE CHABROL.

Pardonnez, mon prince, mais je ne puis accepter ce ministère.

M. DE POLIGNAC.

Allons, je me rends à vos raisons ; vous aurez les finances, monsieur le comte. Voilà donc deux portefeuilles de placés ; maintenant passons aux autres... Qui mettrons-nous à la justice ?

M. DE CHABROL.

M. Bourdeau pourrait bien y rester, je pense, et en le pressant un peu...

M. DE POLIGNAC.

Non, je n'en veux pas ; il a trop donné dans le libéralisme sous le ministère Villèle, et d'ailleurs il a ce qu'il lui faut ; il entend parfaitement le système des compensations, M. Bourdeau !

M. DE CHABROL.

Alors, je ne vois pas trop...

M. DE POLIGNAC.

On m'a bien parlé de M. de Courvoisier, mais je ne me soucie pas beaucoup des doctrinaires; le procureur-général de la cour de Lyon est l'ami de Royer-Collard... Ah! monsieur le comte, ne me parlez pas des doctrinaires.

M. DE CHABROL.

Rassurez-vous, mon prince, le procureur-général de Lyon a bien et dûment abjuré les fausses doctrines; il est entièrement converti.

M. DE POLIGNAC.

Il est converti!

M. DE CHABROL.

Oui, et il a donné un gage public et solennel à la bonne cause; il a confié l'éducation de son fils aux jésuites de Fribourg.

M. DE POLIGNAC.

Mais cette conversion est-elle bien sincère? peut-on compter sur lui?

M. DE CHABROL.

Comme sur moi-même, mon prince; M. de Courvoisier est maintenant d'une dévotion tout-à-fait exemplaire; il édifie la ville de Lyon par son zèle tout-à-fait apostolique; il communique, dit-on, tous les huit jours, et l'on dit même qu'il ne procède en toute chose que par des signes de croix.

M. DE POLIGNAC.

Il sera des nôtres!

M. DE CHABROL.

Les méchants, je dois tout vous dire; les méchants répandent le bruit que M. de Courvoisier est atteint d'une sorte de monomanie, ou de folie...

M. DE POLIGNAC.

De folie!... parce qu'il est dévot! Voilà bien les libéraux, les jacobins! M. de Courvoisier sera des nôtres. Passons au ministère de la marine que vous avez refusé: est-il absolument besoin de mettre là un marin?

M. DE CHABROL.

Les marins! ils n'entendent rien à la marine; ces gens-là sont bons pour un abordage, pour une bataille navale; mais hors de leurs bâtimens, une fois à terre, ce sont des hommes incapables, tout-à-fait incapables...

M. DE POLIGNAC.

Cependant j'avais songé à un certain amiral qui a un nom populaire, et qui pourra me seconder dans mes vues; non pas que je veuille lui laisser beaucoup de pouvoir, mais sa réputation m'est nécessaire... et puis il m'est fortement recommandé.

M. DE CHABROL.

C'est différent; mais ma remarque subsiste.

Ah! si je n'avais pas pris les finances, je prendrais la marine, seulement pour neutraliser les recommandations, pour empêcher que mon ancien portefeuille ne tombe dans des mains inhabiles.

M. DE POLIGNAC.

On paraît désirer que Rigny fasse partie du nouveau ministère.

M. DE CHABROL.

L'homme de Navarin! soit; mais tant pis pour la marine.

M. DE POLIGNAC.

Je sais, comme vous, que cette soi-disant victoire de Navarin est une faute politique; mais je dois céder à des considérations. Passons à un autre.

M. DE CHABROL.

Le ministère de l'intérieur est un lot magnifique, et si je n'avais pas pris les finances...

M. DE POLIGNAC.

Que pensez-vous du comte de la Bourdonnaie?

M. DE CHABROL.

Permettez-moi, monsieur le duc, de me récusier, car vous n'ignorez pas que M. de la Bourdonnaie, était un des plus violens détracteurs de l'administration Villèle; c'était un enragé, et pourquoi? parce qu'il n'était pas ministre. Fal-

lait-il, par exemple, que je lui cédasse mon portefeuille?

M. DE POLIGNAC.

Allons, monsieur le comte, abjurez vos rancunes, votre ressentiment. La Bourdonnaie est un homme sûr, qui s'est rendu fameux à la chambre de 1815.

M. DE CHABROL.

Ah! oui, l'invention des catégories lui appartient. Mais, monsieur le duc, encore une fois, je me récusé.

M. DE POLIGNAC.

Je devine le motif de votre répugnance; vous craignez que le choix de monsieur de la Bourdonnaie me fasse jeter les hauts cris; les libéraux, en apprenant sa nomination, vont ressusciter 1815, pour prouver que le nouveau ministre de l'intérieur est un homme de parti, un homme violent. Je m'y attends, mais j'ai besoin sur ma liste d'une ou de deux excellences qui attirent sur elles tous les brocards, toutes les déclamations, toutes les injures; la Bourdonnaie est généralement haï, donc il me convient; et puis c'est un entêté, donc il me convient.

M. DE CHABROL.

Alors, il me convient aussi; je comprends vos raisons, mais au moins, pour la guerre, nous choi-

sirons quelqu'un dont la nomination ne choque aucun parti. On pourrait, à la rigueur, prendre un autre de Caux, un personnage inoffensif, et même parmi les vieux maréchaux, il y en a plus d'un qui ferait notre affaire.

M. DE POLIGNAC.

Les maréchaux ! ah ! ne me parlez jamais, monsieur le comte, ne me parlez jamais d'eux ! Il n'y en avait qu'un seul qui méritât ce portefeuille ; mais, hélas ! il vient de mourir.

M. DE CHABROL.

Serait-ce par hasard le maréchal Lauriston ?

M. DE POLIGNAC.

Non, le maréchal prince de Hohenlohe.

M. DE CHABROL.

C'était un étranger !

M. DE POLIGNAC.

Raison de plus, monsieur le comte, raison de plus.

M. DE CHABROL.

Vous plaisantez, sans doute ?

M. DE POLIGNAC.

Du tout, du tout, monsieur le comte. Mais il me paraît que vous ne m'avez pas bien compris. Vous savez que je suis un des héros de l'émigra-

tion ; la conspiration de Pichegru, mon procès, ma condamnation vous sont bien connus.

M. DE CHABROL.

Oui, mon prince.

M. DE POLIGNAC.

Eh bien ! en choisissant un collègue dont le caractère politique soit l'objet de plus grandes préventions que le mien, je déplairai moins ; et, si l'on crie trop fort, je remercierai le collègue, je le prierai de s'en aller. En satisfaisant ainsi à l'opinion publique, en souscrivant à ce sacrifice, j'aurai l'air de m'amender, et il est impossible que je ne finisse par m'accréditer auprès de la nation. Mais, dussé-je conserver le collègue, vous voyez que mon projet est assez bien conçu.

M. DE CHABROL.

A la bonne heure ; une telle explication était nécessaire, et je rends hommage à cette ingénieuse combinaison dont je ne me rendais pas compte d'abord. Mais quel général remplirait toutes les conditions exigées ?

M. DE POLIGNAC.

Voyons, cherchez, monsieur le comte, cherchez... Je vous le donne en cent, je vous le donne en mille.

M. DE CHABROL.

Un tel personnage ne se trouve pas facilement... Je connais bien des généraux qui ont fait toutes sortes de métiers... mais... mais...

M. DE POLIGNAC.

Allons, j'ai pitié de votre embarras; le général Bourmont...

M. DE CHABROL.

Le général Bourmont!... le transfuge de Waterloo!

M. DE POLIGNAC.

Lui-même!... Hein! que pensez-vous du choix?

M. DE CHABROL.

Mais que dira l'armée? En tout temps les transfuges ont été l'objet du mépris public, et il y a dans la conduite de M. de Bourmont des circonstances qui justifieraient devant tous les tribunaux les plus odieuses épithètes, les plus violents reproches.

M. DE POLIGNAC.

Tant mieux: qu'on vienne maintenant me jeter à la tête ma peccadille de 1804: je n'avais pas fait de sermens à Bonaparte, moi! Je voulais rendre le trône à mes légitimes souverains. Le moyen que j'ai employé n'était pas très-doux, très-légal peut-être... Mais personne ne s'avisera de m'appeler un traître.

M. DE CHABROL.

A la bonne heure... Mais songez que le nom du nouveau ministre de la guerre sera traîné dans la boue, et vous n'y pourrez mais; nous recevrons nous-mêmes des éclaboussures. Diable! c'est désagréable d'être obligé d'en passer par-là.

M. DE POLIGNAC.

Nous ne le garderons pas long-temps, je vous le promets: il me sera bien facile de détruire mon ouvrage...

M. DE CHABROL.

Pas si facile que vous voulez bien le croire. M. de Bourmont se débattrait comme le diable dans un bénitier; il vous dira, comme certain personnage de l'Opéra-Comique:

Ce fauteuil est à mon gré,  
J'y suis bien, j'y resterai.

M. DE POLIGNAC.

Nous verrons bien: s'il fait résistance, je le ferai empoigner par le marquis de Foucault et ses gendarmes.

M. DE CHABROL.

A la bonne heure; va pour le comte de Bourmont, mais avec des réserves et sous la condition que nous l'aurons le moins de temps possible pour collègue. Reste maintenant l'instruction publique

et les affaires ecclésiastiques. J'aurais pour ce ministère un homme excellent à vous proposer.

M. DE POLIGNAC.

Quel est-il ?

M. DE CHABROL.

Le maire de Toulouse, un ami intime de notre ami le comte de Villèle. Il est juste de récompenser le zèle dont il a multiplié les preuves dans la dernière session ; il a parlé dans toutes les séances en faveur de l'ancien ministère, tout comme si ses anciens patrons étaient encore à la tête des affaires.

M. DE POLIGNAC.

Je ne connais pas ce maire de Toulouse... N'est-ce pas un baron de Montbel ?

M. DE CHABROL.

Oui, mon prince ; mais il n'est pas baron, à ce qu'on dit ; c'est égal, je crois ; mais si je ne garantis pas sa noblesse ni sa baronnie, toutefois je garantis son dévouement à la religion et à la monarchie.

M. DE POLIGNAC.

Accordé, accordé. Mais ne pourrions-nous pas faire d'une pierre deux coups, et diviser les affaires ecclésiastiques et l'instruction publique ? Que votre baron de Montbel prenne l'instruction, nous aurons un autre ministère à donner ; le choix

de celui qui l'aura ne presse pas, et je ne suis pas fâché d'avoir encore quelque chose à ma disposition. Ainsi, nous avons six ministres.

M. DE CHABROL.

Oui, mon prince, nous pourrions marcher.

M. DE POLIGNAC.

Je vais lancer maintenant l'ordonnance.

M. DE CHABROL.

A merveille... Vous n'oublierez pas, mon prince, que les finances sont pour moi.

M. DE POLIGNAC.

N'ayez aucune crainte, monsieur le comte.

M. DE CHABROL.

Mais, voyez-vous, mon prince, on a vu des distractions si singulières... Un nom pour un autre... faute de copiste, et bonsoir le ministère !

M. DE POLIGNAC.

Soyez sans inquiétude, et allez vous préparer à votre prochaine installation à l'hôtel de Rivoli.

## SCÈNE VI.

LE CABINET DE M. LE VICOMTE SOSTHÈNE DE LA  
ROCHEFOUCAULT.

(Il est d'abord seul, et fredonne un air de *Guillaume Tell*.)

LE VICOMTE SOSTHÈNE, fredonnant.

Délicieux! admirable! comme c'est chantant, comme c'est harmonieux! Que nos musiciens français fassent de la musique comme ça, et alors je ferai jouer leurs ouvrages... Mais rococo, rococo! tous ces messieurs sont rococo. (*Il fredonne encore.*) Ma foi, je puis bien réclamer aussi ma bonne part dans le chef-d'œuvre de mon Rossini; sans moi, l'aurait-il enfanté, ce chef-d'œuvre? Que de courses, de démarches, d'encouragemens de toute sorte il m'a coûté! Ah! on ne sait pas ce que c'est que d'être directeur chargé des beaux-arts!... Non, il y a des gens qui croient que cela consiste à aller bâiller de temps en temps dans une loge, à réciter aux solennités du Conservatoire quelques discours composés par ses secrétaires... Oh! les niais! les niais! (*Il se promène à grands pas.*) Oui, Rossini est mon ou-

vrage; oui, la France, que dis-je, la France? le monde musical me doit l'immortelle partition de *Guillaume Tell*... Et moi aussi, je suis auteur; et moi aussi, je suis musicien... Et l'on ose dire que je ne suis bon à rien, on se permet de se moquer de moi; ô injustice!... Mais pourquoi me plaindre? Le mérite des grands hommes a toujours été méconnu de leur vivant... Faut-il attendre que je sois enterré pour qu'on me rende justice?... N'importe! répondons à la calomnie, à la malveillance, par de nobles veilles, par d'illustres travaux; montrons-nous digne du grand nom de La Rochefoucault!...

(Madame la comtesse Ducayla entre précipitamment dans le cabinet du vicomte; cette dame paraît très-agitée.)

Mon Dieu, chère comtesse, qu'avez-vous donc? pourquoi ce trouble, cette émotion?

MADAME DUCAYLA.

Que faites-vous ici, monsieur! dites-le-moi, je vous prie, que faites-vous?

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Je pense, madame la comtesse, je pense...

MADAME DUCAYLA.

Vous pensez! vous? c'est impossible!... Monsieur, vous vous occupez de votre Opéra, de vos danseurs et d'autres niaiseries... n'est-ce pas?

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Oui, madame la comtesse, mais en grand administrateur, laissant les détails à mes commis; c'est l'art, c'est la gloire de la France qui...

MADAME DUCAYLA.

Je l'avais bien prévu, je vous l'avais bien dit que vous vous perdriez à l'Opéra... c'est ma faute, à moi; mais, monsieur, tandis que vous rêvez, que vous tuez le temps, savez-vous ce qui se passe en ce moment?

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

On ne parle que de *Guillaume Tell*, que de l'immortelle partition de Rossini, que de mon administration...

MADAME DUCAYLA.

Ah! mon Dieu, quel homme vous faites! Il s'agit bien de votre tripot de la rue Grange-Batelière... il s'agit d'un changement total de ministère...

LE VICOMTE SOSTHÈNE, *faisant un saut en arrière.*

D'un changement de ministère!

MADAME DUCAYLA.

Oui, monsieur, d'un changement total...

LE VICOMTE SOSTHÈNE, *se remettant et prenant un air d'assurance.*

Ah! ça m'est égal... à moi: je suis toujours sûr

de garder ma place; qu'on essaie de me l'ôter, on me verra; on verra l'aide-de-camp de Sa Majesté... Oui, je passe mon épée au travers du corps du premier drôle qui voudra m'arracher à l'affection de mes administrés.

MADAME DUCAYLA.

Ne faites donc pas le Don Quichotte comme cela, mon cher vicomte, et laissez-là votre épée.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Eh! bien, j'irai me jeter aux pieds de Sa Majesté, j'embrasserai ses genoux, je les baignerai de mes larmes, je lui dirai: Sire...

MADAME DUCAYLA.

Mon Dieu, mon cher vicomte, vous êtes presque aussi ridicule en ce moment qu'un premier danseur. Quoi, lorsque je viens vous annoncer un changement total dans le ministère, vous venez me parler de votre Opéra, de votre place de directeur chargé... Quoi! vous ne sentez pas s'allumer dans votre âme une noble ambition, vous ne manifestez pas le désir d'occuper un poste moins obscur et plus digne de votre illustration héréditaire?

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Ma foi, non, chère comtesse, je me trouve bien où je suis... je n'ai pas d'ambition... Oh! je ne

pourrais vivre, si je n'avais pas l'Opéra à gouverner.

MADAME DUCAYLA.

Qu'entends-je? est-ce un Larochefoucault qui me tient ce langage? Écoutez, monsieur, vous me devez tout; c'est moi qui vous ai fait ce que vous êtes; je vous ai soutenu contre vos nombreux ennemis...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Mes ennemis! où sont-ils? que je leur passe mon épée au travers du corps.

MADAME DUCAYLA.

Je vous défends de m'interrompre, et surtout de me parler de votre épée.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Pardonnez-moi, chère comtesse, je ne le ferai plus.

MADAME DUCAYLA.

Que de fois on a voulu vous ôter cette direction des beaux-arts! votre incapacité était notoire... Vous rougissez, mais j'ai le droit de vous parler avec franchise; vous aviez encore contre vous quelque chose de pis que votre incapacité, vous étiez ridicule...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

J'ai réduit les envieux au silence!...

MADAME DUCAYLA.

Laissez donc, mon cher; parce qu'on ne s'occupe pas de vous, parce que les grands journaux ont des intérêts plus précieux à défendre, vous voyez dans ce silence un hommage à votre mérite... et vous me dites cela, à moi! Invoquez-vous aussi en votre faveur les éloges ironiques de quelques petites feuilles? Elles reçoivent votre argent sous le titre honnête de subventions, d'abonnements qu'elles ne fournissent pas et que vous payez, et à peine si elles daignent vous donner en échange quelques mots d'une louange banale qui ressemble à une aumône... Je sais tout cela; permis à vous d'aller dans vos bureaux et dans les coulisses de votre Opéra, recueillir des flagorneries, de plates adulations; mais moi, on ne m'en impose pas. Écoutez, monsieur, je veux vous donner une nouvelle preuve de l'intérêt que je vous porte encore, malgré vos fautes et vos sottises: je veux vous réhabiliter.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Me réhabiliter, moi! Un homme comme moi n'a pas besoin de réhabilitation.

MADAME DUCAYLA.

Ne prêtez pas, je vous prie, à mes paroles un sens qu'elles ne peuvent avoir. Je sais que vous

êtes un bon enfant, que vous n'aurez gagné à votre direction des beaux-arts que quelque cent mille écus de moins, mais vous avez été mêlé à des intrigues qui n'allaient ni à votre nom, ni à votre caractère. Rappelez-vous les marchés scandaleux des journaux, sous le ministère Villèle; le procès de la *Quotidienne* a révélé des choses honteuses, et le public ne les a pas oubliées.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Mais je n'achetais pas pour mon compte, je n'ai pas gagné un sou.

MADAME DUCAYLA.

Je le sais; mais ce métier ne ressemblait-il pas à celui d'un proxénète, ou d'un entremetteur? Les journaux que vous achetiez étaient des organes indépendans de l'opinion publique, et Villèle, voulant étouffer la voix de la presse, vous avait choisi pour exécuter de ses hautes œuvres. Vous avez donné tête baissée dans le piège tendu à votre crédule confiance, et la presse menacée s'est cruellement vengée. Bien plus; quand, lors du licenciement de la garde nationale, M. le duc de Doudeauville, votre père, ne voulant pas tremper dans un acte odieux, donna sa démission de ministre de la maison du roi, et protesta ainsi contre une administration réprouvée, vos amis, vos ennemis eux-mêmes, s'attendaient à vous voir suivre

l'exemple honorable de votre père, et vous êtes resté fixe, imperturbable, dans votre place de directeur chargé!...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Papa était libre de faire ce qu'il voulait, et moi, j'étais majeur.

MADAME DUCAYLA.

Singulière excuse, vraiment! Avouez donc plutôt votre faute, convéneez que votre conduite n'a que trop justifié les attaques et les reproches dont vous avez été l'objet. C'est votre Opéra, votre maudit Opéra, qui vous a perdu, je vous le répète: pour conserver un sceptre ridicule, vous avez consenti à flatter tous les hommes qui se sont succédés au ministère; vous ne pouviez vivre sans avoir à gouverner le peuple des choristes, machinistes, danseurs, etc., qui composent le misérable empire de la rue Pinon. Mais il est temps que vous vous arrachiez à ces indignes fonctions.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Moi, jamais! plutôt mourir!

MADAME DUCAYLA.

Vous ne mourrez pas, et vous ne serez plus monsieur le directeur chargé des beaux-arts...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Hélas! que ferais-je sur la terre, si je ne l'étais

plus? Que deviendraient ces beaux-arts, sans leur Mécène, leur protecteur?

MADAME DUCAYLA.

Ils s'en porteraient beaucoup mieux, mon pauvre Sosthène... Allons, soyez raisonnable, consentez à devenir quelque chose...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Quoi! n'est-ce donc rien que d'être directeur chargé?...

MADAME DUCAYLA.

Rien du tout, ou fort peu de chose; la doublure du petit Lubbert, par exemple; et qu'est-ce que la doublure d'un directeur de spectacle?... Allons, mon petit Sosthène, si ce n'est pas pour vous, que ce soit pour moi, consentez à devenir ministre...

LE VICOMTE SOSTHÈNE, *faisant un bond en arrière.*

Ministre! ministre! moi, ministre! en vérité, j'ai peine à croire... Quoi, vous daigneriez vous intéresser... quoi, madame la comtesse, vous seriez assez bonne pour... assez indulgente pour...

MADAME DUCAYLA.

Oui, mon cher vicomte... il faut que vous soyez ministre...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

De la maison du roi?... Je demanderai la permission à papa.

MADAME DUCAYLA.

Non, vous serez ministre de ce que je choisirai pour vous. Je connais vos moyens, moi, et sais surtout ce qu'il vous faut; reposez-vous sur moi du soin de vous placer convenablement.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Oui, charmante comtesse, vos volontés seront des ordres pour moi... Mais n'y aurait-il pas moyen de réunir la direction des beaux-arts, y compris l'Opéra, à mon ministère?

MADAME DUCAYLA.

Non, monsieur, s'il vous plaît. Plus de danseuses! plus de jupons à allonger, plus de réglemens, de programmes moraux à rédiger; vous devez renoncer à tout cela; il faut dépouiller le vieil homme.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Moi, vieil homme! Ah! comtesse, que vous êtes méchante! je n'ai pas encore quarante ans.

MADAME DUCAYLA.

Je sais que vous êtes jeune, trop jeune peut-être... mais je veux parler de vos mauvaises habitudes, de vos goûts chorégraphiques; j'entends et je prétends que vous renonciez à Satan et à ses œuvres.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Soit, charmante, adorable comtesse; je vous

confie mes destinées, vous êtes mon ange tutélaire... Mais que deviendra mon Opéra, sans moi?

MADAME DUCAYLA.

Ce qu'il a toujours été; il n'en coûtera ni plus ni moins au roiet à l'état. Voyons, allez vous habiller, je vais vous conduire chez l'ami auquel je veux vous recommander.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Oui, belle comtesse... A propos, comment va notre bergerie de Saint-Ouen?

MADAME DUCAYLA.

Nous parlerons de cela une autre fois; allez vous habiller, je vous attends.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Permettez-moi de baiser cette main... (*Il baise la main de la comtesse, puis il s'éloigne, et se frappant le front.*) Il y avait pourtant quelque chose là... là... Pauvre Opéra! pauvre Lubbert! que vont-ils devenir!

SCÈNE VII.

LA RUE SAINT-NICAISE.

(Beaucoup de passans se groupent autour d'un crieur public; un grand nombre de curieux sont aux fenêtres des maisons; les marchands sont sur le seuil de leurs boutiques.)

UN CHIFFONNIER.

Tiens! qu'est-ce qu'il crie donc là, ce gueulard? ça en serait-il encore un à qui on ferait passer le goût du pain, un particulier très-connu dans Paris!... Hum! écoutons!

LE CRIEUR, *tenant à la main des feuilles imprimées qu'il offre au public.*

Voilà! voilà la grande ordonnance qui vient de paraître!... elle vient de paraître, l'ordonnance, la grande ordonnance concernant la nomination des... des... (*Il interrompt sa proclamation pour parler à un passant.*) Deux sols, monsieur, deux sols!

UN PASSANT.

Un sol, je n'en donne qu'un sol.

LE CRIEUR.

Gardez votre sol. (*Il continue de crier.*) Voilà

la grande ordonnance qui vient de paraître, concernant la grande nomination des...

UN GARÇON ÉPICIER.

Donnez-moi z'en une... voilà deux sols.

LE CRIEUR, *s'interrompant.*

En voici z'une; merci, camarade. (*Il continue de crier.*) Voilà la grande ordonnance, concernant la nomination... la nomination...

(Plusieurs personnes s'approchent du crieur et achètent des feuilles.)

LE CHIFFONNIER.

Ah! que c'est embêtant! je ne saurai donc pas ce qu'est nommé?... Un peu de patience, il accouchera peut-être, le crieur!

LE CRIEUR, *continuant de crier.*

Voilà la grande ordonnance, concernant la nomination des nouveaux minis... la liste des nouveaux minis... tous particuliers très connus dans Paris... Voilà la grande ordonnance!

LE CHIFFONNIER.

Tiens! des nouveaux minis... qu'est-ce que c'est donc que ces oiseaux-là... des minis!... ah! il veut p't-être dire des ministes. Comme ça vous écorche not' pauv' langue, ces crieurs... ah! vraiment, ça fait mal, ça fait mal. Ça me fait-y queuque chose à

moi, des nouveaux ministes? non; ah! ben, je m'en fiche.

LE CRIEUR.

C'est du nouveau, de l'intéressant... c'est tout frais, messieurs, mesdames; la grande ordonnance vient de paraître...

UN PROPRIÉTAIRE DE LA RUE SAINT-NICAISE.

Eh! l'homme, donnez-moi la grande ordonnance.

LE CRIEUR.

Volontiers, not' maître... deux sols?

LE PROPRIÉTAIRE.

Les voici... Des nouveaux ministres! déjà! (*Il parcourt l'ordonnance.*) Le prince de Polignac! lui, ministre des affaires étrangères!... l'ami de Georges Cadoudal qui, au 3 nivôse, voulut nous faire sauter, le premier consul, ma maison et moi inclusivement!... J'en ai été quitte pour un mémoire de quatre cent cinquante francs chez mon vitrier, c'est vrai, mais je l'ai échappé belle.

LE BOULANGER, *au propriétaire.*

Eh! bien, mon cher propriétaire, qu'y a-t-il donc d'extraordinaire!... vous avez l'air tout drôle, en lisant ce papier... Le prix du pain serait-il augmenté?

LE PROPRIÉTAIRE.

Non, Dieu merci; mais c'est quelque chose de

mieux que cela... Figurez-vous... il y a de cela à-peu-près vingt-neuf ans ; c'était le soir , du temps de la république...

LE BOULANGER.

Une et indivisible, ah ! je m'en souviens bien..

LE PROPRIÉTAIRE.

Vers sept heures du soir , une détonation horrible se fait entendre dans notre rue Saint-Nicaise, au moment où Bonaparte la traversait pour se rendre à l'Opéra; vingt-cinq personnes sont tuées, cinquante-six blessées, et le premier consul ne reçoit pas une égratignure... mais nos pauvres maisons!... il n'y restait pas un carreau...

LE BOULANGER.

J'ai bien entendu parler de cela... mais quel rapport y a-t-il entre cet événement et le papier que vous lisiez tout-à-l'heure avec tant d'attention ?

LE PROPRIÉTAIRE.

Les brigands, inventeurs de cette machine infernale, étaient les amis et les complices d'un certain Georges...

LE BOULANGER.

Eh ! bien, après ; ils ont été guillotines, n'est-ce pas ?

LE PROPRIÉTAIRE.

Attendez donc... Quatre ans après ; ce Georges,

dont les amis avaient manqué leur coup, débarque en France, et vient à Paris avec d'autres individus pour assassiner le premier consul.

LE BOULANGER.

Diable ! et on les a sans doute arrêtés, on leur a fait leur procès.... Mais je ne vois pas encore le rapport...

LE PROPRIÉTAIRE.

Attendez donc... Il y avait parmi les complices de Georges deux frères Polignac ; l'un fut condamné à la peine de mort, et l'autre à la détention...

LE BOULANGER.

Cela me paraît possible... mais après...

LE PROPRIÉTAIRE.

Tenez, lisez ! (*Il lui montre l'ordonnance.*)  
« Le prince de Polignac, ministre des affaires étrangères... »

LE BOULANGER.

Oui, c'est bien cela ; Polignac !

LE PROPRIÉTAIRE.

Reste à savoir lequel des deux Polignac est aujourd'hui ministre.

LE BOULANGER.

Mais, il ne doit en exister qu'un maintenant, puisque l'autre a été condamné à mort.

LE PROPRIÉTAIRE.

Bonaparte lui accorda sa grâce.

LE BOULANGER.

Alors, ça devient embarrassant.... Mais êtes-vous bien sûr que ce ne soit pas un autre homme qui s'appelle Polignac?... Il y a à la foire, comme dit le proverbe, plus d'un âne qui s'appelle Martin...

LE PROPRIÉTAIRE.

Il n'y a qu'un prince du nom de Polignac; il était dernièrement ambassadeur à Londres, et c'est lui qui est ministre maintenant.

LE BOULANGER.

Que voulez-vous y faire, mon cher propriétaire, ce n'est ni votre faute ni la mienne... Mais il faut convenir qu'il y a des gens qui ont un fameux bonheur... A propos, vous ne m'avez pas dit ce qu'est devenu ce monsieur Georges?...

LE PROPRIÉTAIRE.

Il est mort sur l'échafaud.

LE BOULANGER.

Et M. de Polignac est ministre!... Mais vous a-t-on remboursé vos frais de carreaux brisés par cette vilaine machine infernale?

LE PROPRIÉTAIRE.

Non, mon cher, j'en ai fait mon deuil...

LE BOULANGER.

Voilà peut-être le moment d'obtenir une indemnité.

LE PROPRIÉTAIRE.

Je ne pense pas à cela... M. Jules de Polignac, ministre! cette nomination-là va étonner bien du monde.

LE BOULANGER.

Mon Dieu! ce M. Polignac vous fait donc bien peur?... N'avons-nous pas la Charte?... Et puis si vous craignez pour vos carreaux, pour votre maison...

LE PROPRIÉTAIRE.

Eh bien!

LE BOULANGER.

Faites-les assurer par la compagnie du Phénix.

LE PROPRIÉTAIRE.

J'y songeais.

(Les deux interlocuteurs se séparent; le propriétaire monte chez lui, et le boulanger rentre dans sa boutique.)

## SCÈNE VIII.

\*\*\*  
UN CABARET PRÈS D'UNE BARRIÈRE DE LA CAPITALE.  
\*\*\*

(A droite, devant la porte, une table à laquelle sont assis un ouvrier et un militaire, occupés à causer et à boire. A gauche, une autre table qui n'est pas occupée.)

PHILIPPE, *versant du vin dans le verre de Moliën.*

Allons donc, camarade, ça ne va pas du tout... ça allait bien mieux que cela du temps de l'autre.

MOLIËN.

Merci, not' ancien, merci; ça irait bien mieux que ça, s'il fallait pas retourner ce soir à la caserne. C'est que, voyez-vous, le service avant tout.

PHILIPPE.

T'as raison, tambour, t'as raison. Oh! le service avant tout; le vrai troupier doit toujours parler comme ça. Mais quelques coups de plus ou de moins... allons (*Il appelle le garçon du cabaret.*) Garçon! une bouteille, et du soigné, entends-tu?

MOLIËN.

Ah! cuirassier, vous êtes trop bon... mais j'ai assez bu.

PHILIPPE.

C'est moi qui paie... c'te farce! et puis c'est pas toujours fête; d'ailleurs, il n'est que quatre heures, et t'as bien le temps de cuver deux bouteilles, n'est-ce pas, tambour? Ah! du temps de l'autre, les troupiers buvaient mieux, c'est dit.

MOLIËN.

Dites donc, cuirassier, y a-t-il long-temps que vous avez quitté votre trompette pour prendre le rabot?

PHILIPPE.

Ma foi, y a bientôt de ça quinze ans. J'étais à Waterloo...

MOLIËN.

Vous étiez à Waterloo, l'ancien; diable! il faisait chaud, à Waterloo... C'est-il pas la dernière bataille, et où...

PHILIPPE.

Just! just! tambour, c'est la dernière bataille du temps de l'autre... Ne parlons pas de ça, tambour, parce que rien que d'y penser, ça me fend le cœur.

MOLIËN.

Tiens! pourquoi donc, l'ancien? Si j'avais cru que ça vous ferait de la peine, je vous aurais pas parlé de Waterloo.

PHILIPPE.

Écoute, Moliën, t'est un bon enfant toi, et moi

je suis un bon enfant; mais, vois-tu, y a dans la vie de ce monde des choses, vois-tu, des choses si imbominables!... T'est un bon enfant, je suis un bon enfant... voilà tout, suffit!... A ta santé.

MOLIEN, *trinquant avec Philippe.*

Merci, cuirassier, et à la vôtre... Je veux plus vous parler de Waterloo, parce que ça vous fait du mal... A propos, l'ancien, est-ce que vous étiez de cette fameuse charge de cuirassiers dont mon sergent parle si souvent?... il paraît qu'il y faisait chaud.

PHILIPPE.

Ah! nous n'avions pas froid... Les obus, les boulets, ça pleuvait... mais c'est égal... En avons-nous abattu, de ces sans-culottes écossais! mais justice, d'abord, ils se battaient bien les sans-culottes. Figure-toi, Molién, que nous étions sur le plateau; la bataille était gagnée: voilà que nous voyons passer des gens qui crient: Sauve qui peut! Et puis voilà que tout se met à la débandade; nous sommes obligés de quitter le plateau, nous revenons dans Paris, et par conséquent, enfoncés!

MOLIEN.

Mais, cuirassier, y avait donc des peureux parmi les troupiers, puisqu'y criaient: Sauve qui peut!

PHILIPPE.

Non, tambour, y avait des traîtres.

MOLIEN.

Des traîtres!

PHILIPPE.

Oui, tambour, des officiers qui avaient demandé du service à l'autre, et comme il n'y regardait pas de si près, l'autre, voilà!

MOLIEN.

Y en avait-y beaucoup de ces gueux-là, l'ancien? Oh! tas de guerdins!

PHILIPPE.

Queuques-uns... Mais c'est pas tout; y en a un qui a été encore plus gentil que ça. Figure-toi, tambour, que la veille de la bataille, il passe aux Anglais avec les plans, et dit à Wellington, comme ça: « Faut aller par ci, faut aller par là, et vous viendrez à bout du petit caporal. » Ce qui fut dit fut fait, et nous avons été enfoncés.

MOLIEN.

Ah! c'est pas malin, comme ça, l'ancien. Mais, dites-moi donc, l'ancien, qu'enque c'est donc que ce monsieur qui vous a fait battre par les goddam? vit-il encore?

PHILIPPE.

Attends un peu, tambour... je crois que je vas me souvenir de son nom... il s'appelle Bro... Bou... Bro... Bor... je sais bien que ça finit en mont; Bro

mont... Si il vit encore, ce Bromont, ah ! je crois bien, et il est gros et gras ; tiens, je l'ai vu encore dernièrement sur la place du Carrousel, ce monsieur Bro... Bour... Bourmont, c'est ça !

MOLIEN, *laissant tomber son verre.*

Bourmont !

PHILIPPE.

Qu'est-ce qu'il a donc, le camarade?... Qui casse les verres les paie, entendez-vous, tapin !

MOLIEN.

Bourmont !... Chut, l'ancien, chut !

PHILIPPE.

Comment, faut plus parler... chut !

MOLIEN.

Figurez-vous, l'ancien, que notre nouveau général en chef s'appelle tout juste comme ça... le comte de Bourmont.

PHILIPPE.

Pas possible ! Il est ton général en chef, ce monsieur-là, pas possible !

MOLIEN.

Pas si haut, l'ancien, ça pourrait me compromettre.

PHILIPPE, *bas.*

Suffit, je comprends... Est-ce que nous allons

avoir la guerre, puisqu'il y a un général en chef ?

MOLIEN.

C'est pas tout-à-fait notre général en chef, mais c'est comme... ça s'appelle ministre de la guerre...

PHILIPPE, *riant.*

Ah ! j'y suis... Comment, c'est ce cadet-là qu'est ministre de la guerre?... Ah ! ben, je t'en fais mon compliment, Molién !

MOLIEN.

Ça me vexé joliment, moi, alors. Tiens, je me rappelle que mon sergent, et un vieux lapin encore, avait bien une figure longue d'une aune, en lisant un papier, et puis y en avait d'autres encore qui n'étaient pas gais du tout ; j'ai bien vu qu'il s'agissait de quelque chose.

PHILIPPE.

Faut pas que ça t'empêche de boire, mon garçon ; quand le vin est versé, il faut... tu comprends !

MOLIEN.

Eh ! bien, buvons ; au fait, c'est ni vous ni moi qu'ont fait c'te chose-là.

PHILIPPE.

Un conseil, tambour, un conseil de vot' ancien. Je vois que t'as du cœur et de l'honneur, bien ; mais

il faut rengâiner le sentiment , parce que ça pourrait nuire à ton avancement ; vois-tu , faut jamais parler politique.

MOLIEN.

Qu'euque c'est que ça , la politique ?

PHILIPPE.

Tu ne le sais pas ? tant mieux , mon garçon . Le troupier boit , se bat , et puis se bat et boit , rien de plus , il est payé pour ça ; il touche ses trois , quatre ou cinq sols , plus ou moins , suivant le grade , et voilà l'histoire du troupier .

MOLIEN.

Sans adieu , l'ancien ; en vous remerciant du conseil . Comme ça , motus sur notre nouveau général en chef .

PHILIPPE.

Oui , mon petit , sans adieu ; c'est moi qui paie .

( Philippe va payer au comptoir , et Molién s'éloigne pour retourner à sa caserne . )

SCÈNE IX.

•••

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

•••

( M. de la Bourdonnaie entre dans son cabinet ; il est suivi de quelques nouveaux employés qui viennent pour recevoir les instructions de l'excellence . )

M. DE LA BOURDONNAIE.

Il me faut des hommes qui pensent bien , messieurs , et je ne fais aucun cas des talens , des services qu'on peut rendre... Il y a ici des gens qui pensent mal , très-mal , et j'y mettrai bon ordre . Mes bureaux sont infectés de libéralisme , et je les désinfecterai ; je compte sur vous , messieurs , pour m'aider à distinguer le bon grain de l'ivraie , car je ne puis être partout . Vous , de votre côté , soyez assurés que je vous soutiendrai , que je vous récompenserai . Allez , rendez-vous à vos bureaux respectifs .

( Il fait signe à l'un des employés de rester , et les autres sortent en s'inclinant respectueusement devant l'excellence . )

M. TROUVÉ.

Eh ! bien , monseigneur , vous y voilà enfin arrivé , au ministère ! Et moi qui m'étais fait in-

il faut rengâiner le sentiment , parce que ça pourrait nuire à ton avancement ; vois-tu , faut jamais parler politique.

MOLIEN.

Qu'enque c'est que ça , la politique ?

PHILIPPE.

Tu ne le sais pas ? tant mieux , mon garçon . Le troupier boit , se bat , et puis se bat et boit , rien de plus , il est payé pour ça ; il touche ses trois , quatre ou cinq sols , plus ou moins , suivant le grade , et voilà l'histoire du troupier .

MOLIEN.

Sans adieu , l'ancien ; en vous remerciant du conseil . Comme ça , motus sur notre nouveau général en chef .

PHILIPPE.

Oui , mon petit , sans adieu ; c'est moi qui paie .

( Philippe va payer au comptoir , et Molién s'éloigne pour retourner à sa caserne . )

SCÈNE IX.

•••

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

•••

( M. de la Bourdonnaie entre dans son cabinet ; il est suivi de quelques nouveaux employés qui viennent pour recevoir les instructions de l'excellence . )

M. DE LA BOURDONNAIE.

Il me faut des hommes qui pensent bien , messieurs , et je ne fais aucun cas des talens , des services qu'on peut rendre... Il y a ici des gens qui pensent mal , très-mal , et j'y mettrai bon ordre . Mes bureaux sont infectés de libéralisme , et je les désinfecterai ; je compte sur vous , messieurs , pour m'aider à distinguer le bon grain de l'ivraie , car je ne puis être partout . Vous , de votre côté , soyez assurés que je vous soutiendrai , que je vous récompenserai . Allez , rendez-vous à vos bureaux respectifs .

( Il fait signe à l'un des employés de rester , et les autres sortent en s'inclinant respectueusement devant l'excellence . )

M. TROUVÉ.

Eh ! bien , monseigneur , vous y voilà enfin arrivé , au ministère ! Et moi qui m'étais fait in-

dustriel, qui avais renoncé à l'administration, je me trouve lancé de nouveau dans la carrière des honneurs : est-ce singulier, cela? Quand nous avons un journal à nous, un journal, notre propriété exclusive, dont ce bon Sanlot-Baguenault faisait tous les frais, nous ne pouvions même parvenir à faire parler de nous; nous faisons de l'opposition *gratis pro Deo*. Et quand nous étions dans une situation presque désespérée, la fortune nous prend tous deux par la main, et nous campe au beau milieu de cet hôtel!

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ma foi, mon cher ami, j'en suis tout aussi étonné que vous. Ah! à propos, comment trouvez-vous monsieur de Polignac qui s'avise tout-à-l'heure de me faire un petit sermon sur la modération, à moi! Avec sa modération, il nous faudrait déménager avant quinze jours; mais comme c'est un bon-homme et qu'il ne faut pas le heurter dans son opinion, je lui ai promis d'être modéré... Eh! n'est-il pas très-plaisant avec sa modération!

M. TROUVÉ.

Et envers qui?... Je vous le demande un peu; envers des gens qui prêchent d'exemple. Ah! les feuilles libérales vous ménagent; vraiment; elles ménagent le nouveau ministère! Jamais on n'a

vomi tant d'injures, jamais on n'a plus abusé de la liberté de la presse; c'est la licence...

M. DE LA BOURDONNAIE.

De quatre-vingt-treize... Qu'on lise le *Moniteur* de quatre-vingt-treize, et qu'on compare.

M. TROUVÉ, *troublé*.

Le *Mo...* le *Moniteur*, monseigneur?

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ah! pardon, mon cher ami; où diable ai-je l'esprit... ne parlons plus de cela... Oui, je serai modéré à mon tour; et puis, pas de réaction, m'a-t-on dit aussi, pas de réaction! Ce qui veut dire qu'il faut laisser les jacobins dans leurs places; les jacobins administrer la France! J'entends et je prétends faire ce que je voudrai dans mon ministère: que monsieur de Polignac fasse, agisse à sa guise chez lui, à ses affaires étrangères, moi je suis le maître chez moi.

M. TROUVÉ.

Vous avez bien raison, monsieur le comte, vous avez bien raison! point de faiblesse, point de concession, et ça ira, ça ira...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Défaites-vous donc de ces mauvaises locutions, mon cher ami; votre ça ira est le refrain d'une chanson funèbre...

M. TROUVÉ.

C'est vrai, monseigneur, c'est vrai; mais cette maudite mémoire, elle me joue souvent de si vilains tours!

M. DE LA BOURDONNAIE.

Voyons, il n'y a pas un instant à perdre; il faut frapper de grands coups; m'avez-vous apporté la liste de préfets?

M. TROUVÉ.

Oui, monsieur le comte, la voici.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Bien, mon cher, nous avons beaucoup d'épurations à faire. (*Il parcourt la liste.*) Quoi! à peine si j'en rencontre un de 1815! je ne vois que des préfets de fabrique nouvelle; je n'en veux pas; mon cher, reprenez cette liste, et faites-moi un rapport très-circonstancié sur chacun des individus qui la composent; puis nous procéderons catégoriquement.

M. TROUVÉ.

Catégoriquement!... c'est-à-dire, avec méthode, pour ne pas nous tromper.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Non, non, ce n'est pas cela. Ah! mon cher, vous, mon ami, mon confident intime, vous connaissez encore si peu mon système!

M. TROUVÉ.

Catégoriquement!... par catégories?...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Allons donc! on a bien de la peine à vous faire comprendre quelque chose. Oui, ce sont des catégories que je veux dresser... Sans catégories, mon cher ami, point de salut!

M. TROUVÉ.

A la bonne heure, monsieur le comte... Je commence même à me rappeler qu'au bon temps de 1815, vous aviez déjà voulu essayer votre système des catégories!... mais la malveillance...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Dites plutôt, mon cher ami, que l'impéritie ministérielle étouffa ma voix; les esprits étroits de cette chambre, où se trouvaient cependant quelques bonnes têtes, ne purent m'apprécier; mon mérite fut méconnu, mon système repoussé: aussi, voyez où nous en sommes! Que si l'on m'eût écouté alors!

M. TROUVÉ.

Eh bien! monsieur le comte, vive les catégories! Je vais me pénétrer de votre excellent système, et faire le plus tôt possible un rapport catégorique sur messieurs les préfets; car il y a urgence et péril en la demeure.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Moi, de mon côté, je vais m'occuper du personnel de mes bureaux ; cela me regarde ; il faut que dans trois jours il n'y ait pas un seul employé libéral chez moi.

(L'excellence s'assied devant son bureau , et l'employé sort.)

## SCÈNE X.

LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

(Il est debout, et parcourt quelques journaux avec humeur.)

M. DE POLIGNAC.

C'est infâme ! on ne traite pas ainsi un homme de mon rang, de mon nom, de mon caractère... un prince ! S'ils ne respectent pas le ministre, au moins qu'ils respectent le prince ! Mais non, ces feuilles jacobines, elles n'ont aucun égard pour la noblesse... Mais ce pauvre la Bourdonnaie, il en a aussi sa part... Oh ! oui, il n'est guère mieux traité que moi... Et Bourmont ! Bourmont ! comme ils le travaillent !... Au fait, j'ai peut-être eu tort de le prendre, et les libéraux ont peut-être raison... Mais voyez un peu l'audace, l'assurance de ces

gens-là. Ne s'avisent-ils pas de parier pour le refus formel de Rigny ? Ils s'accordent tous à dire que l'amiral de Navarin n'acceptera pas ! mais un portefeuille, cent vingt mille francs d'appointemens, de la puissance, du crédit... qui pourrait résister à cela ?... Un amiral n'est-il pas un homme comme un autre !... D'ailleurs, la Bourdonnaie et Bourmont m'ont assuré que Rigny accepterait... donc il acceptera. Au surplus, le télégraphe a dû l'instruire de sa nomination ; je ne tarderai pas à savoir à quoi m'en tenir sur cette affaire... Eh bien ! si par hasard Rigny refuse, nous trouverons des amateurs... Oh ! nous n'en manquerons pas plus pour la marine que pour les affaires ecclésiastiques...

(Un valet-de-chambre annonce madame la comtesse Ducayla.)

Madame Ducayla ! que me veut-elle ?... Ah ! ce sont sans doute encore des complimens, des félicitations ! Il faut subir sa grandeur avec sa résignation.

(Madame Ducayla entre, et M. de Polignac va au-devant d'elle.)

Soyez la bien-venue, madame la comtesse ; vous m'excuserez, sans doute, si je n'ai pas encore eu l'honneur de me présenter chez vous depuis mon retour.

MADAME DUCAYLA.

Vous n'avez pas besoin d'excuse, mon prince; c'est moi, au contraire, qui dois réclamer votre indulgence pour la liberté que j'ai prise de vous interrompre, au milieu de vos méditations sur les affaires publiques.

M. DE POLIGNAC.

Il est vrai, madame la comtesse, que je suis un peu occupé en ce moment, mais pour vous toute occupation doit cesser...

MADAME DUCAYLA.

Je viens, mon prince, pour recommander à votre intérêt un jeune homme que vous connaissez beaucoup, et que votre juste bienveillance a sans doute déjà distingué.

M. DE POLIGNAC.

Parlez, madame la comtesse, que faut-il? Que voulez-vous pour votre protégé?... Est-ce une sous-préfecture, un régiment?... Dites un mot, et vous serez satisfaite; trop heureux, madame la comtesse, de pouvoir vous être agréable en quelque chose.

MADAME DUCAYLA.

Une sous-préfecture, un régiment!... Ah! mon prince, je ne protège pas des colonels, des sous-préfets en expectative.

M. DE POLIGNAC.

Mais encore, madame la comtesse, puis-je savoir...

MADAME DUCAYLA.

Tous vos portefeuilles sont-ils donnés?

M. DE POLIGNAC, *surpris*.

Mes portefeuilles!...

MADAME DUCAYLA.

Oui, avez-vous tout votre monde? Répondez-moi, mon prince, délivrez-moi d'une incertitude pénible... Mon Dieu, serais-je arrivée trop tard!

M. DE POLIGNAC.

Hélas! madame la comtesse, toutes les places sont prises!

MADAME DUCAYLA, *avec émotion*.

Plus rien! plus rien!

M. DE POLIGNAC.

Madame la comtesse, je suis affligé, désespéré de cela... Mais je ne savais pas... et puis nous étions si pressés, si pressés!...

MADAME DUCAYLA.

Ah! je le pense bien!... Fâcheux retard!... C'est sa faute aussi... Il faut que je pense à tout, que je sois ambitieux pour lui... car, sans cela, il ne bougerait pas... Comment, mon prince, la marine, la guerre, les finances, tout est donné?

M. DE POLIGNAC.

Hélas ! comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, j'ai tout mon monde ; quoique je ne connaisse pas encore la personne que vous venez me proposer, et, sans mettre en doute ses talents, je crois que mes choix seront sanctionnés par l'approbation de tous les gens de bien.

MADAME DUCAYLA.

Comment, mon prince, vous n'avez pas un petit coin pour loger mon jeune homme ?

M. DE POLIGNAC.

Comme j'avais l'honneur de vous le dire, madame la comtesse...

MADAME DUCAYLA.

Mais, à la rigueur, faute d'un ministère, nous nous rabattrions sur une direction générale... N'auriez-vous pas une direction générale, en attendant, monseigneur, que nous puissions avoir un portefeuille ?

M. DE POLIGNAC.

Impossible, madame la comtesse, impossible... Ministères, directions générales... je n'ai plus rien de disponible... Voyons, est-ce qu'une préfecture, en attendant...

MADAME DUCAYLA.

A lui ! une préfecture ! une préfecture ?... Je ne

puis, monseigneur, prendre cela... Quand je vous aurai nommé mon protégé, vous concevrez mon refus.

M. DE POLIGNAC.

Cependant, il y a telle préfecture qui vaut bien une direction générale... (*Il se ravise et se frappant le front.*) Ah ! j'oubliais, moi... Oh ! quel trait de lumière !...

MADAME DUCAYLA.

Monseigneur ! monseigneur ! laissez-vous fléchir... ou plutôt, cherchez bien... Vous trouverez encore un petit, tout petit portefeuille... Si petit qu'il soit... il nous conviendra... Nous avons la guerre... la marine... les finances... les sceaux...

M. DE POLIGNAC.

Le ministère des affaires ecclésiastiques...

MADAME DUCAYLA, avec l'expression de la surprise et de la joie.

Le ministère des affaires ecclésiastiques !...

M. DE POLIGNAC.

Oui, madame, je pourrais disposer encore de ce portefeuille, au moyen d'une heureuse division que j'ai imaginée... J'ai placé un monsieur de Montbel à l'instruction publique, et j'en ai détaché d'importantes fonctions, car il est urgent de rendre à la religion son éclat...

MADAME DUCAYLA.

Le ministère de l'instruction publique m'aurait convenu davantage, cependant nous nous accommoderions des affaires ecclésiastiques.

M. DE POLIGNAC.

Mais, madame la comtesse, je ne dois pas vous dissimuler que beaucoup de prétendans sont déjà inscrits sur ma liste; le choix que j'ai à faire est d'une grande importance. Il me faudrait un homme de mœurs pures, d'un caractère élevé...

MADAME DUCAYLA.

Prenez mon Sosthène!

M. DE POLIGNAC.

Quoi! votre Sosthène!... Quel est ce Sosthène, madame la comtesse?... car je ne me rappelle pas précisément.

MADAME DUCAYLA.

Quoi! monseigneur, vous ne connaissez pas mon Sosthène... le directeur chargé...

M. DE POLIGNAC.

Monsieur le vicomte Sosthène de La Rochefoucault!... ah! oui... bien...

(Il sourit.)

MADAME DUCAYLA.

Oui, mon prince, lui-même... Et un homme capable encore!

M. DE POLIGNAC.

Je n'en doute pas, madame la comtesse, je n'en doute pas; mais il me faudrait un homme qui fût à la fois théologien et administrateur tout à la fois.

MADAME DUCAYLA.

Prenez mon Sosthène!

M. DE POLIGNAC.

Il serait nécessaire que le nouveau ministre des affaires ecclésiastiques pût nous aider aux deux chambres, qu'il fût habitué aux discussions parlementaires, qu'il fût éloquent, enfin.

MADAME DUCAYLA.

Prenez mon Sosthène!

M. DE POLIGNAC.

Mais en outre, madame la comtesse, je vous prie de faire bien attention à ceci: Il faudrait que le nouveau ministre se fût distingué ou pût se distinguer dans la chaire évangélique...

MADAME DUCAYLA.

Prenez mon Sosthène!

M. DE POLIGNAC.

Vous ne réfléchissez peut-être pas assez, madame la comtesse, aux difficultés que présente un tel ministère: celui qui l'aura, doit, par son crédit auprès du clergé, par son influence en cour de Rome, justifier mon choix.

MADAME DUCAYLA.

Prenez mon Sosthène !

M. DE POLIGNAC.

Mais, madame la comtesse, remarquez, je vous prie, qu'un ecclésiastique nous conviendrait bien mieux qu'un laïque.

MADAME DUCAYLA.

Prenez mon Sosthène, monseigneur, prenez mon Sosthène !

M. DE POLIGNAC.

Ne craignez-vous pas, madame la comtesse, que l'intérêt que vous portez au vicomte ne vous aveugle un peu, pardonnez-moi cette expression. Je ne doute pas, je vous le répète, du mérite de votre protégé ; mais de la direction des beaux-arts à la direction des affaires ecclésiastiques, la transition ne vous semble-t-elle pas trop brusque ? telle du moins elle me semble, madame la comtesse.

MADAME DUCAYLA.

Eh bien ! c'est ce qui vous trompe, monseigneur ; parce que mon jeune homme passerait du profane au sacré, vous jugez qu'il ne remplirait pas les conditions exigées, que sa nomination pourrait déplaire. L'homme qui, dans les jardins d'Armide, et dans le palais de Circé, a su se garantir de toutes les séductions ; celui dont la vertu est

restée pure dans l'atmosphère de la frivolité et du plaisir, a subi une épreuve terrible. Interrogez tous les échos de la rue Grange-Batelière, prenez les plus exactes informations dans les coulisses de l'Opéra, il n'y a qu'une voix sur la moralité de mon jeune homme, et les persécutions qu'il a essuyées avant d'arriver à la régénération morale de l'académie royale de musique parlent plus haut que tous les éloges, que tous les panégyriques.

M. DE POLIGNAC.

Vous avez raison, madame la comtesse, c'est une épreuve terrible que d'avoir gouverné l'Opéra pendant plusieurs années ; il fallait un grand fonds de vertu pour en sortir victorieux ; mais la vertu ne suffit pas pour remplir dignement les fonctions de ministre des affaires ecclésiastiques ; elles exigent un talent tout particulier, des connaissances spéciales.

MADAME DUCAYLA.

Monseigneur, le vicomte Sosthène n'est pas un homme ordinaire : arts, sciences, théologie, tout est familier à l'élève de l'abbé Legris-Duval. Il a fait des études, de très-fortes études, perfectionnées par le travail et l'expérience ; enfin vous ne pouvez faire un meilleur choix. S'il faut des certificats, nous en aurons.

M. DE POLIGNAC.

Je vous crois, madame la comtesse, mais vous m'accorderez quelques instans pour réfléchir, je vous les demande, je vous supplie de me les accorder.

MADAME DUCAYLA.

Quoi! vous balanceriez? vous hésiteriez, monseigneur?

M. DE POLIGNAC.

Je n'hésite pas à regarder votre protégé comme un homme très-capable; d'ailleurs, le nom qu'il porte est une garantie, une recommandation suffisante; cependant, je dois me concerter avec mes collègues. Mais je vous promets, madame la comtesse, de faire tout ce qui dépendra de moi pour vous plaire.

MADAME DUCAYLA.

Je compte sur votre parole, monseigneur. Je vais de ce pas préparer mon jeune homme, lui rendre compte de notre entrevue...

M. DE POLIGNAC.

Peut-être, madame la comtesse, serait-il mieux de ne lui rien dire, de lui ménager le plaisir de la surprise, et puis, si les circonstances, si quelques obstacles imprévus venaient paralyser nos bonnes dispositions, jugez du désappointement de ce bon Sosthène.

MADAME DUCAYLA.

Soit, monseigneur; je rends hommage à la sagesse de ce conseil. Mais n'oubliez pas ce que vous m'avez promis. Si Sosthène n'a pas de ministère, je m'en prends à vous, à vous seul, monseigneur.

M. DE POLIGNAC.

Ah! madame la comtesse, vous vous exposeriez à être injuste, car si votre protégé n'est pas ministre, ce ne sera pas ma faute, je vous le jure.

(Madame Ducayla sort, et M. de Polignac la reconduit jusqu'à la porte de son cabinet, en lui adressant des protestations de dévouement, puis il continue ainsi:)

Ah! les femmes! les femmes! elles ne doutent de rien. Il faut convenir que l'ami Sosthène a dans cette bonne comtesse un éloquent avocat. Mais ne serait-il pas bien plaisant de voir le directeur de l'Opéra à la tête des affaires ecclésiastiques! C'est pour le coup que les brocards, les plaisanteries pleuvraient sur lui et sur moi. Que Sosthène reste aux beaux-arts tant qu'il voudra, je ne le troublerai pas dans ses fonctions; mais que son ambition ne s'élève pas plus haut. Cependant, j'ai promis à sa protectrice, j'ai promis... Eh bien! je ne tiendrai pas. Pourquoi aussi me demander l'impossible, et puis la raison d'état, le bien public, excel-

lentes excuses quand on veut éconduire poliment des solliciteurs et des solliciteuses!

(Un valet-de-chambre entre et annonce M. l'amiral de Rigny.)

Enfin, je vais confondre les prédictions insolentes des feuilles libérales!

(Il fait quelques pas au-devant de l'amiral, qui entre.)

M. DE RIGNY.

Monseigneur, permettez-moi de vous adresser mes félicitations sur votre avènement au trône ministériel, et mes remerciemens pour ma nomination au ministère de la marine.

M. DE POLIGNAC.

Vous étiez désigné, monsieur l'amiral, par l'opinion publique, et je m'estime fort heureux d'avoir été son interprète, en vous appelant à une place où votre talent va briller d'un nouvel éclat, et rendre de nouveaux services à la patrie.

M. DE RIGNY.

Ah! monseigneur, mon mérite est bien mince, mon faible talent n'était pas digne de la place à laquelle vous avez bien voulu m'appeler.

M. DE POLIGNAC.

La modestie, monsieur l'amiral, est toujours la compagne de la vieille gloire; le vainqueur de

Navarin doit être modeste, et je m'attendais à vous voir vous dérober ainsi à des éloges consacrés par l'admiration de la chrétienté.

M. DE RIGNY.

Quoi! monseigneur, vous daignez me parler de Navarin...

M. DE POLIGNAC.

Comment, en présence du guerrier qui a illustré le pavillon français dans cette journée à jamais célèbre, ne parlerais-je pas de sa gloire, n'attesterais-je pas cet héroïque souvenir?

M. DE RIGNY.

Ah! monseigneur, *le trophée de Navarin restera bientôt inaperçu dans l'histoire.*

M. DE POLIGNAC, *troublé.*

Non pas... non pas, il sera toujours aperçu.... Ce sera comme un fanal, comme un phare qui éclairera les fastes nationaux.

M. DE RIGNY.

J'avais espéré d'abord, non pas pour moi, mais pour mes braves compagnons, pour la marine française, que le combat de Navarin serait regardé, non-seulement, comme un acte de courage, mais encore comme une bonne action, puisque nous avons contribué à sauver les restes de la population grecque décimée par les tigres de l'Égypte et de

Bysance... J'ai depuis reconnu mon erreur ; c'est la *Gazette de France* qui m'a détrompé, la *Gazette*, journal du ministère nouveau, doit être crue, monseigneur...

M. DE POLIGNAC, avec une émotion visible et d'une voix altérée.

La *Ga...* la *Gazette de France*... monsieur l'amiral... la *Gazette de France* a voulu dire... ou plutôt n'a pas voulu dire...

M. DE RIGNY.

Si elle n'avait dit que cela, si elle s'était contentée de déprécier le courage et le mérite de mes compagnons d'armes, nous nous serions facilement consolés de cette opinion qui n'est pas celle de la France, Dieu merci ; mais elle a attaqué la journée de Navarin au profit des Turcs, elle les a présentés comme des martyrs de notre canon, et puisque la *Gazette de France* est le journal du nouveau ministère...

M. DE POLIGNAC.

C'est un *lapsus calami*, une étourderie de la part du rédacteur, je vous le jure, monsieur l'amiral ; il ne faut pas prendre à la lettre ce que disent les journaux... Au surplus, je destituerais, je gronderais, je tancerais le rédacteur qui a écrit de pareilles sottises ; voyons, monsieur l'amiral, par-

donnez-lui, pardonnez-nous ; vous êtes des nôtres, n'est-ce pas ? Ce n'est pas une phrase de journal qui nous privera d'un collègue tel que vous ; vous acceptez, je puis donc vous appeler mon collègue.

M. DE RIGNY.

Monseigneur, je retourne à Toulon... là, je servirai mon pays beaucoup mieux que dans la rue Royale.

M. DE POLIGNAC.

Quoi ! vous refusez le ministère de la marine, monsieur l'amiral ?

M. DE RIGNY.

Oui, monseigneur, et je repars pour Toulon aujourd'hui même.

M. DE POLIGNAC.

Le portefeuille ne vous empêcherait pas d'être préfet maritime ; si vous tenez tant à votre préfecture, nous avons des chefs de divisions qui feront marcher le ministère pendant votre absence, et un bon secrétaire-général n'est pas difficile à trouver. Car, voyez-vous, nous tenons beaucoup à votre nom sur notre liste ; nous avons besoin d'un nom tel que le vôtre...

M. DE RIGNY.

Monseigneur, permettez que je me retire.

M. DE POLIGNAC.

C'est bien décidé, monsieur l'amiral, vous refu-

sez... vous ne voulez pas être des nôtres... vous avez tort, très-grand tort... C'est bien décidé?

M. DE RIGNY.

Où, monseigneur, et je vous prie de faire agréer mon refus.

M. DE POLIGNAC.

Cent cinquante mille francs d'appointemens, un hôtel magnifique, des chevaux, des voitures et de l'agrément surtout, beaucoup d'agrément... Cela mérite réflexion, monsieur l'amiral.

M. DE RIGNY.

Adieu, monseigneur, je pars ce soir même pour Toulon.

M. DE POLIGNAC.

Bon voyage, monsieur l'amiral, bon voyage!

## SCÈNE XI.

LE CABINET DE M. DE LA BOURDONNAIE.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Bonjour, monsieur, bonjour... Ah! vous êtes des nôtres, vous!

LE POÈTE.

Monseigneur, je viens invoquer l'intervention de

votre justice pour une affaire purement littéraire, et j'ose me flatter que je n'aurai pas trop présumé de votre bienveillance pour les lettres. La censure, monseigneur, est quelquefois bien susceptible.

M. DE LA BOURDONNAIE.

La censure, monsieur, fait son devoir; elle ne saurait, par le temps qui court, être trop sévère, car l'indulgence favorise le scandale; et le scandale est la ruine des mœurs publiques.

LE POÈTE.

Dieu merci, monseigneur, j'ai respecté les mœurs publiques, et si la censure fait son devoir, je connais celui du poète. On exige des suppressions, des retranchemens si extraordinaires dans mon ouvrage, que, si je consens à les faire, si je m'exécute de bonne grâce, mon ouvrage n'aura plus ni queue ni tête; enfin, j'ai pris le parti d'en appeler à votre équité.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Vous avez bien fait, monsieur, vous avez bien fait. J'ai lu votre pièce...

LE POÈTE.

Quoi, déjà, monseigneur? alors je suis sûr que la censure a tort, et je me félicite d'avoir sollicité une audience qui mettra un terme à ma cruelle perplexité.

sez... vous ne voulez pas être des nôtres... vous avez tort, très-grand tort... C'est bien décidé?

M. DE RIGNY.

Où, monseigneur, et je vous prie de faire agréer mon refus.

M. DE POLIGNAC.

Cent cinquante mille francs d'appointemens, un hôtel magnifique, des chevaux, des voitures et de l'agrément surtout, beaucoup d'agrément... Cela mérite réflexion, monsieur l'amiral.

M. DE RIGNY.

Adieu, monseigneur, je pars ce soir même pour Toulon.

M. DE POLIGNAC.

Bon voyage, monsieur l'amiral, bon voyage!

## SCÈNE XI.

LE CABINET DE M. DE LA BOURDONNAIE.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Bonjour, monsieur, bonjour... Ah! vous êtes des nôtres, vous!

LE POÈTE.

Monseigneur, je viens invoquer l'intervention de

votre justice pour une affaire purement littéraire, et j'ose me flatter que je n'aurai pas trop présumé de votre bienveillance pour les lettres. La censure, monseigneur, est quelquefois bien susceptible.

M. DE LA BOURDONNAIE.

La censure, monsieur, fait son devoir; elle ne saurait, par le temps qui court, être trop sévère, car l'indulgence favorise le scandale; et le scandale est la ruine des mœurs publiques.

LE POÈTE.

Dieu merci, monseigneur, j'ai respecté les mœurs publiques, et si la censure fait son devoir, je connais celui du poète. On exige des suppressions, des retranchemens si extraordinaires dans mon ouvrage, que, si je consens à les faire, si je m'exécute de bonne grâce, mon ouvrage n'aura plus ni queue ni tête; enfin, j'ai pris le parti d'en appeler à votre équité.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Vous avez bien fait, monsieur, vous avez bien fait. J'ai lu votre pièce...

LE POÈTE.

Quoi, déjà, monseigneur? alors je suis sûr que la censure a tort, et je me félicite d'avoir sollicité une audience qui mettra un terme à ma cruelle perplexité.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Oui, monsieur, j'ai lu votre pièce; il y a du talent, beaucoup de talent dans cet ouvrage, mais permettez-moi de vous faire juge dans votre propre cause. Vous êtes royaliste, monsieur?

LE POÈTE.

Oui, monseigneur, royaliste constitutionnel, et j'ai prouvé mon dévouement à nos institutions et à la dynastie qui nous gouverne.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Eh! bien, monsieur, croyez-vous qu'il soit convenable de livrer la majesté royale aux moqueries indécentes, aux risées séditionnelles d'un parterre ignorant?

LE POÈTE.

Non, certes, monseigneur; mais sous ce rapport, mon drame est bien innocent.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Quoi! monsieur, vous ne voyez pas combien il est dangereux de montrer la faiblesse d'un roi esclave d'un ministre? Qu'est-ce que le roi que vous avez mis en scène? un esclave, et un esclave ridicule!

LE POÈTE.

J'ai traduit l'histoire, monseigneur, j'ai été religieusement fidèle aux traditions, et je ne pouvais,

je n'aurais jamais voulu faire mentir l'histoire. La vérité doit être la première loi du poète dramatique qui est aussi un historien.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Vous vous trompez, monsieur, le poète n'est pas servilement astreint aux dates, aux époques, aux exigences historiques; le poète doit inventer, sous peine de démentir son nom; qu'il invente donc, mais que son imagination n'ait rien d'hostile, qu'elle ne fasse pas la guerre aux vieux souvenirs. Il est certaines choses qu'il faut respecter; telles sont les erreurs, les fautes des princes, si toutefois elles sont bien prouvées.

LE POÈTE.

Mais, monseigneur, il y a diverses espèces de drames; le drame historique exige surtout la vérité de l'histoire; la tragédie elle-même, la tragédie classique ne vit que par ce mérite... Corneille, Voltaire, ces rois de la scène, se sont attachés à reproduire fidèlement les mœurs, les caractères, les passions des personnages célèbres dans l'histoire; j'ai tâché de faire comme eux...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Corneille et Voltaire n'ont jamais mis des rois de France en scène, et Voltaire cependant ne manquait pas d'audace; que vous en semble?

LE POÈTE.

Si Corneille et Voltaire vivaient de nos jours, sous l'empire d'une charte, s'ils travaillaient pour le Théâtre-Français de 1829, sans doute ils eussent été plus hardis; ils eussent laissé reposer un moment les Grecs et les Romains.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Vous croyez donc, monsieur, qu'ils se seraient rangés sous la bannière romantique?

LE POÈTE.

Classiques ou romantiques, ils se seraient conformés au goût de leur siècle, et ce siècle, qui est le nôtre, veut du nouveau...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Eh! mon Dieu, monsieur, donnez-nous du nouveau... en littérature: soit; mais qu'est-il besoin d'aller chercher des rois de France pour faire du nouveau? N'y a-t-il de la tragédie, proprement dite, ou de l'étoffe dramatique que dans les fastes de notre pays? L'Angleterre nous tend les bras, d'autres pays nous offrent une jolie collection de crimes, d'épisodes sanglans, de révolutions; mais à quoi bon tourmenter nos races royales; encore si c'était celle des Valois; mais vous vous adressez justement à celle des Bourbons.

LE POÈTE.

Monseigneur, le présent n'est pas responsable du passé, et puis, l'histoire est féconde en leçons pour l'avenir.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Mot de poète; laissez donc, monsieur, vos leçons ne sont que des provocations à la sédition, à l'insulte; vos intentions peuvent être excellentes, mais le parlerre les interprète à sa guise, et le mal est fait sans qu'on puisse y remédier. Tenez, mon cher monsieur, comme vous m'intéressez, je dois vous parler avec franchise. Je veux bannir les rois de la scène; ce ne sont pas gens taillables et corvéables pour messieurs les auteurs dramatiques; et s'il plaît à Dieu de me laisser long-temps au ministère, j'espère que tous les personnages de la comédie seront roturiers ou bourgeois.

LE POÈTE.

C'est me dire, monsieur, de mettre mon manuscrit dans ma poche, et m'interdire définitivement la représentation.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ah! vous n'êtes jamais embarrassé pour vendre vos ouvrages, monsieur, et tous les libraires de la capitale vont se disputer votre manuscrit.

LE POÈTE.

Une pièce de théâtre est faite pour être jouée d'abord...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Si elle est bonne, si elle abonde en beaux vers, tels que vous savez les faire, elle n'a pas besoin de la recommandation d'un succès obtenu sur la scène.

LE POÈTE.

Mais que deviendra le théâtre, si on lui impose de semblables entraves?

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ce qu'il voudra ou ce qu'il pourra; peu m'importe: le salut de l'état passe avant celui du théâtre. Mais, monsieur, pourquoi ne faites-vous plus d'odes?... J'aime beaucoup les odes, moi; cela vaut mieux que des tragédies, des drames historiques. Votre place, monsieur, est marquée d'avance à côté de notre grand Rousseau.

LE POÈTE.

Je vous remercie, monseigneur, de vos conseils et de la place honorable que m'assigne votre indulgence; mais dois-je désespérer de voir jouer mon drame? Faut-il que je perde le fruit de mes travaux, de mes veilles?

M. DE LA BOURDONNAIE.

Je vous ai déjà annoncé mes intentions; mais

j'aime à croire, monsieur, que nous n'en serons pas moins bons amis pour cela...

LE POÈTE.

Monseigneur, permettez-moi de prendre congé de votre excellence... J'ai l'honneur de vous saluer.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Est-ce que par hasard vous auriez de l'humeur, monsieur! ah! vrai, j'en serais très-contrarié, mais le salut de l'état est la première loi d'un ministre.

(Le poète salue le ministre et s'éloigne.)

Il est fâché! il me garde rancune! Tant pis, ma foi, tant pis. Je n'irai pas débiter par de ridicules concessions. Cependant, il y a moyen d'arranger tout cela... avec un budget! oh! la chose est facile. Les hommes de lettres, les poètes! ils sont très-friands d'encouragemens pécuniaires, de pensions; oui, il suffit de quelques mille francs pour opérer la réconciliation; je vais faire écrire à ce jeune homme par mon secrétaire une lettre à laquelle il ne pourra résister... et j'espère bien qu'avant un mois nous aurons une ode ou un dithyrambe qui fera un très-bon effet sur l'esprit public.

(Il sort de son cabinet.)

## SCÈNE XII.

LE GRAND ESCALIER DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

(M. le baron de Montbel monte, tandis que M. Cuvier descend; celui-ci n'a pas d'abord été reconnu par le nouveau ministre de l'instruction publique.)

M. CUVIER, *à part.*

Voilà un homme dont la place m'aurait bien mieux convenu qu'à lui. Comment n'a-t-on pas songé à moi ?

M. DE MONTBEL, *se retournant.*

Monsieur Cuvier ! monsieur Cuvier !...

M. CUVIER.

Qui m'appelle ! Ah ! c'est vous, monsieur le baron, comment vous portez-vous ?...

M. DE MONTBEL, *descendant quelques marches.*

Bien, très-bien ! Précisément, je vous cherchais, monsieur le baron, et le hasard me favorise singulièrement, puisque je vous rencontre ici. J'ai besoin de vous...

M. CUVIER.

Vous avez besoin de moi ! tant mieux ; si je puis vous être bon à quelque chose, ne vous gênez pas.

M. DE MONTBEL.

C'est pour une petite affaire... Oh ! ce n'est presque rien : vous avez une grande habitude des solennités universitaires, vous avez plus d'une fois présidé des distributions de prix aux collèges royaux de la capitale ?

M. CUVIER.

Oui, monsieur le baron, j'ai rempli par *interim* les fonctions de grand-maître de l'université.

M. DE MONTBEL.

Et avec honneur, avec dignité ! La jeunesse vous connaît, les savans, les professeurs vous respectent.

M. CUVIER.

Ah ! monsieur le baron !

M. DE MONTBEL.

Le monde scientifique vous regarde comme un de ses souverains ; vous avez prouvé par un illustre exemple que la science pouvait fort bien s'allier aux qualités de l'homme d'état ; enfin, vous avez cueilli tous les lauriers.

M. CUVIER.

Ah ! monsieur le baron, c'est trop de louanges...

M. DE MONTBEL.

Vous les méritez toutes, monsieur le baron ; et moi, en ma qualité de ministre de l'instruction

publique, je dois reconnaître, récompenser le talent; voici une occasion qui s'offre à moi de vous donner un gage de mon estime particulière: c'est après-demain la distribution générale des prix aux élèves des collèges royaux, et j'ai jeté les yeux sur vous...

M. CUVIER, à part.

Me voilà pris! (*Haut.*) Les expressions me manquent, monsieur le baron, afin de vous exprimer ma sincère et vive reconnaissance pour un tel honneur... auquel, certainement, monsieur le baron, j'étais loin de m'attendre; permettez-moi, cependant, quelques observations... non pas que je ne me trouve très-honoré d'une pareille mission, mais c'est toujours le chef de l'université qui doit présider cette auguste cérémonie; votre absence, monsieur le baron, pourra paraître extraordinaire, donner lieu à des conjectures, à des préventions défavorables sur votre nouvelle administration...

M. DE MONTEBEL.

Vous vous trompez, monsieur le baron; et puis s'il y a des conjectures, des préventions, je saurai y répondre par ma conduite; mon administration me justifiera.

M. CUVIER.

Mais, monsieur le baron, vous n'ignorez pas non plus que la malveillance prépare ses attaques dans

l'ombre; qu'elle attend le jour solennel de la distribution pour protester contre un choix, approuvé par tous les gens de bien.

M. DE MONTEBEL.

Et c'est justement pour cela, monsieur le baron, que j'ai cherché un remplaçant; je confonds ainsi les calculs des méchants qui, en vous voyant, seront désarmés.

M. CUVIER.

Mais, monsieur le baron, plus je considère la mission dont vous daignez m'honorer, plus les difficultés m'effraient. Ce discours qu'il me faudra prononcer sera écouté avec beaucoup d'attention, et je marcherai entre mille écueils. J'aimerais mieux avoir à prononcer cinquante éloges d'académiciens à l'Académie des Sciences; j'aimerais mieux avoir à soutenir trente projets de lois à la chambre des députés, que d'être obligé de haranguer une jeunesse souvent irrévérente, insolente, mutine...

M. DE MONTEBEL.

Je sais tout cela, monsieur le baron; mais enfin, il faut qu'il y ait un président, il faut qu'un discours soit prononcé. Allons, un peu plus d'assurance, de courage, je ne vous demande pas un long discours! quelques phrases banales, mais bien tournées, suffiront. Ne parlez que des études, de

l'utilité du savoir ; un lieu commun vous fournira ce qui est de rigueur pour une semblable solennité. Soyez court, les jeunes gens vous sauront gré de la brièveté ; vous les surprendrez agréablement... peut-être même serez-vous applaudi.

M. CUVIER.

Ou sifflé.

M. DE MONTBEL.

Ils n'oseraient ! et après tout, qu'est-ce que quelques sifflets honteux ! Vous aurez soin qu'immédiatement après votre discours, on procède à la proclamation des vainqueurs... Immédiatement, entendez-vous bien ? Point d'intermède, point de prélude musical : vite au fait, à la distribution des prix, et nous sommes sauvés.

M. CUVIER.

Comment, vous, monsieur le baron, que j'ai vu si intrépide dans les orages de la tribune, vous dont j'ai admiré si souvent le sang-froid, au milieu des luttes oratoires, vous cédez à un autre la gloire d'une semblable journée ? vous dédaignez l'honneur d'une périlleuse circonstance ? Monsieur le baron, la France a les yeux fixés sur vous !...

M. DE MONTBEL.

Il est temps que je me repose un peu ; maintenant que je suis ministre, je n'ai plus besoin de

multiplier les preuves de mon énergie et de mon courage. J'ai assez fait pour la gloire : quant à vous, monsieur le baron, j'aime à croire que vous mettrez un terme à vos objections. Je suis votre chef, et par conséquent je dois compter sur votre docilité ; vous devez donner l'exemple de la soumission à cette foule d'employés qui ne manqueraient pas de faire aussi de l'opposition, s'ils savaient que monsieur le baron Cuvier a été indocile une fois. Nous ne pouvons administrer aujourd'hui qu'avec la fermeté. Tant pis pour ceux qui ne voudront pas marcher avec nous !

M. CUVIER.

Oh ! monseigneur, croyez que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour vous montrer mon dévouement. Je n'ai pas prétendu refuser la mission délicate que vous voulez bien confier à mon zèle. D'ailleurs, ce ne sera pas la première épreuve dont je sortirai vainqueur ; je n'ai jamais trahi la confiance des ministres ; depuis l'an de grâce 1814, que de fois, commissaire, orateur, conseiller-d'état, etc., etc., etc., je suis monté sur la brèche ! J'irai, monsieur le baron, j'irai monseigneur, à cette distribution de prix, je prononcerai un discours dont vous serez content.

M. DE MONTBEL.

Enfin !... j'étais bien sûr, monsieur le baron,

que vous ne me refuseriez pas. Ah ! si tous les conseillers-d'état vous ressembaient, si tous avaient vos qualités, nous serions très-heureux. Mais ne doutez pas de ma reconnaissance; je parlerai de vous à Polignac, à la Bourdonnaie, et la première direction générale vacante sera pour vous.

M. CUVIER.

Vous êtes trop bon, monseigneur, assurément vous êtes trop bon; je vais de ce pas préparer mon discours.... Vous en faut-il deux, vous en faut-il trois, quatre? quand je suis en train, cela ne me coûte guère. Si vous avez besoin de moi pour d'autres circonstances, je ne vous ferai jamais faute, et vous pouvez vous fier à mon exactitude et à mon dévouement.

M. DE MONTBEL.

Dieu me garde d'être indiscret!... A demain donc le discours!

(Le ministre donne une poignée de main à M. Cuvier, puis monte l'escalier.)

M. CUVIER, à part.

Je donnerais bien un mois de mes appointemens de conseiller-d'état pour être débarrassé d'une semblable corvée!

(Il sort de l'hôtel et remonte dans sa calèche.)

## SCÈNE XIII.

LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

M. POZZO DI BORGO.

C'est une explication positive, mon prince, que je vous demande.

M. DE POLIGNAC.

Une explication positive! Mais, monsieur le comte, vous avez tort de vous fâcher.

M. POZZO DI BORGO.

Que faut-il que je pense des expressions menaçantes de votre journal officiel? Il est tout-à-fait anglo-turc, votre journal, et il semble annoncer une prochaine rupture de la France avec la Russie.

M. DE POLIGNAC.

Les articles de journaux ne sont jamais des articles de foi, monsieur le comte, et aucune feuille n'a reçu la confiance de ma pensée, de mes projets.

M. POZZO DI BORGO.

Êtes-vous ami ou ennemi, enfin, mon prince? Daignez m'en instruire; je n'aime pas les amitiés douteuses, incertaines.

M. DE POLIGNAC.

Vous pourriez mettre en doute nos intentions

que vous ne me refuseriez pas. Ah ! si tous les conseillers-d'état vous ressembaient, si tous avaient vos qualités, nous serions très-heureux. Mais ne doutez pas de ma reconnaissance; je parlerai de vous à Polignac, à la Bourdonnaie, et la première direction générale vacante sera pour vous.

M. CUVIER.

Vous êtes trop bon, monseigneur, assurément vous êtes trop bon; je vais de ce pas préparer mon discours.... Vous en faut-il deux, vous en faut-il trois, quatre? quand je suis en train, cela ne me coûte guère. Si vous avez besoin de moi pour d'autres circonstances, je ne vous ferai jamais faute, et vous pouvez vous fier à mon exactitude et à mon dévouement.

M. DE MONTBEL.

Dieu me garde d'être indiscret!... A demain donc le discours!

(Le ministre donne une poignée de main à M. Cuvier, puis monte l'escalier.)

M. CUVIER, à part.

Je donnerais bien un mois de mes appointemens de conseiller-d'état pour être débarrassé d'une semblable corvée!

(Il sort de l'hôtel et remonte dans sa calèche.)

## SCÈNE XIII.

LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

M. POZZO DI BORGO.

C'est une explication positive, mon prince, que je vous demande.

M. DE POLIGNAC.

Une explication positive! Mais, monsieur le comte, vous avez tort de vous fâcher.

M. POZZO DI BORGO.

Que faut-il que je pense des expressions menaçantes de votre journal officiel? Il est tout-à-fait anglo-turc, votre journal, et il semble annoncer une prochaine rupture de la France avec la Russie.

M. DE POLIGNAC.

Les articles de journaux ne sont jamais des articles de foi, monsieur le comte, et aucune feuille n'a reçu la confiance de ma pensée, de mes projets.

M. POZZO DI BORGO.

Êtes-vous ami ou ennemi, enfin, mon prince? Daignez m'en instruire; je n'aime pas les amitiés douteuses, incertaines.

M. DE POLIGNAC.

Vous pourriez mettre en doute nos intentions

pacifiques ! Ah ! trop de liens nous attachent à la cause de la Russie.

M. POZZO DI BORGO.

Et l'Angleterre aussi a droit à votre reconnaissance ; alors votre position devient embarrassante ; écoutez, mon prince, je suis averti de toutes les intrigues diplomatiques ourdies contre le cabinet russe. On espérait que l'aigle moscovite s'arrêterait au pied des Balkans ; on espérait mieux que cela...

M. DE POLIGNAC.

Lord Wellington, qui est le premier capitaine du monde, m'a prouvé que l'armée russe pourrait franchir les Balkans, sans que Constantinople courût quelque danger ; il y a des armées turques devant vos troupes, et Mahmoud a déployé l'étendard du prophète.

M. POZZO DI BORGO.

Ah ! mon prince, les armées de Mahmoud n'existent plus, la route d'Andrinople est ouverte à Diebitsch, et il n'a pas demandé la permission à lord Wellington pour marcher sur la capitale de l'empire ottoman.

M. DE POLIGNAC.

Quoi, déjà ! déjà ! il est impossible que lord Wellington se soit trompé si grossièrement.

M. POZZO DI BORGO.

J'ai reçu un courrier qui m'annonce une grande victoire remportée par notre armée sur celle du grand-visir.

M. DE POLIGNAC.

Alors, c'est différent, monsieur le comte ; cependant, lord Wellington ne m'avait pas prévenu que vous iriez si vite en besogne ; c'est bien différent.

M. POZZO DI BORGO.

Je conçois que cela dérange bien des calculs, beaucoup de combinaisons. Mais enfin, mon prince, répondez-moi catégoriquement.

M. DE POLIGNAC.

Catégoriquement !... Eh bien ! monsieur le comte, je vous prie de croire que mes intentions ne sont point changées, qu'elles sont toujours les mêmes à l'égard de la Russie : non, jamais je n'ai eu l'idée de rompre avec une puissance qui mérite toute notre amitié.

M. POZZO DI BORGO.

Mais, votre journal, j'espère bien qu'il ne recommencera plus ses facéties sur le compte des armées russes...

M. DE POLIGNAC.

Vous pouvez y compter, monsieur le comte. Je

vous jure que c'est sans mon ordre qu'il a tiré sur vos soldats ; il les a pris peut-être pour des Turcs.

M. POZZO DI BORGO.

Tant pis, s'il a la vue courte ; vous pouvez, mon prince, faire insérer dans le *Moniteur* le nouveau bulletin de l'armée russe, je vous en adresserai aujourd'hui même une copie. Ce sera une réponse aux diatribes et aux insolences de la feuille officielle, cette vengeance me suffira.

M. DE POLIGNAC.

Votre indulgence, monsieur le comte, égale votre mérite, mais soyez bien persuadé que rien n'a altéré, que rien n'altérera la bonne intelligence qui existe entre notre cabinet et le vôtre.

M. POZZO DI BORGO.

Je vous remercie, mon prince, de ces nouvelles protestations. J'avais besoin, je vous l'avoue, de vous voir, de m'entendre avec vous ; maintenant, je suis tranquille, et votre franchise a dissipé mon incertitude. J'aurai soin de vous faire parvenir dorénavant tous les bulletins qui me seront transmis par ma cour ; au moyen de cette précaution, vos journalistes ne seront plus exposés à de graves méprises.

(Il salue M. de Polignac, et sort.)

M. DE POLIGNAC.

A la bonne heure ! j'aime mieux cela : du moins, nous ne ferons plus de gaucherie. Diable ! il avait l'air fâché, monsieur l'ambassadeur ; mais qui aurait pu s'imaginer aussi que ces Russes iraient si vite ? Quand j'ai quitté Londres, à peine s'ils avaient franchi les Balkans. Oh ! quand lord Wellington sera instruit de ce qui se passe, il se repentira bien d'avoir pensé si tard à m'envoyer à Paris. A présent, il n'y a plus grand'chose à faire... tant pis, car j'avais dans la tête un magnifique plan de campagne qui eût sans doute étonné Wellington lui-même... Bon Dieu ! quel bruit ! quel tintamarre ! on dirait une émeute populaire...

(Entrent les nouveaux ministres.)

## SCÈNE XIV.

(Les ministres paraissent livrés à une violente agitation et parlent entre eux avec beaucoup de vivacité.)

M. DE LA BOURDONNAIE.

C'est vous, monsieur le comte, qui nous valez toutes ces injures, tous ces sarcasmes qui pleuvent

sur nous. Pourquoi aussi attendre tout juste le jour de la bataille pour passer aux Anglais?

M. DE BOURMONT.

C'est plutôt vous, monsieur le comte, qui provoquez l'explosion de tant de ressentimens; on n'a pas oublié votre conduite en 1815, à la chambre introuvable; votre discours sur les catégories, vos instances pour obtenir la mort de cent mille Français au moins, nous ont tout-à-fait décrédités dans l'opinion publique. Vos *gouttes de sang* ont rejailli sur nous.

M. DE MONTEBEL.

Messieurs! messieurs! pas de récriminations injurieuses; si nous ne sommes pas unis entre nous, si nous nous disputons de cette manière, nous ne pourrons pas administrer. Malgré que je ne sois que ministre de l'instruction publique, j'ai le droit de vous parler ainsi, et je parle français...

M. DE CHABROL.

Hum! hum!

M. DE MONTEBEL, se retournant vers le ministre des finances.

Oui, je parle français davantage que bien des gens qui se piquent d'être orateurs.

M. DE COURVOISIER, à M. de Montbel.

*Sit pax vobiscum et cum spiritu tuo!*

M. DE MONTEBEL.

Comment *tuo! tuo!*... je ne tue, je n'ai jamais tué personne. D'ailleurs, j'ai toujours été dans le civil, malgré que je me sois présenté cinq fois pour entrer à l'école polytechnique. Ce n'est pas à moi à qui on pourra reprocher de ne pas être digne d'être ministre de l'instruction publique. Il serait à souhaiter que tous les ministres soient aussi capables que moi. Je sais mon rudiment sur le bout du doigt; *studui grammaticam* et les mathématiques, y compris la physique.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ah! oui, parlez donc, vous, monsieur le ministre de l'instruction publique, vous qui n'êtes pas même baron; vous ne lisez donc pas les journaux? ils s'égaient joliment sur votre compte.

M. DE POLIGNAC.

Silence! messieurs, silence! on n'a jamais rien vu de pareil. Ah! si les rédacteurs des feuilles révolutionnaires vous entendaient, s'ils étaient témoins d'un semblable scandale!...

M. DE COURVOISIER.

Au nom du...

M. DE POLIGNAC.

Silence! monsieur le grand-justicier...

M. DE COURVOISIER.

*Fiat voluntas tua.*

M. DE MONTBEL.

Il parle toujours de tuer, le garde-des-sceaux...  
*tuo, tua...*

M. DE POLIGNAC.

Silence donc, monsieur de l'instruction publique. Si l'on m'interrompt encore, je destitue l'interrupteur... Messieurs, je vous ai appelés auprès de moi pour m'éclairer de vos conseils, pour vous faire part de la situation critique où nous nous trouvons, et à peine êtes-vous entrés, dans l'antichambre même, vous vous disputez, vous vociférez, vous échangez entre vous d'amers reproches; en vérité, on aurait pu se croire à une séance de la chambre de 1829. J'espère, messieurs, que vous serez plus sages, plus raisonnables, plus réservés à l'avenir. Il faut concourir au but commun proposé à nos efforts; nous n'avons qu'un ennemi à combattre, c'est la révolution.

TOUS.

C'est la révolution!

M. DE POLIGNAC.

Mais, messieurs, nous ne devons pas nous dissimuler les difficultés que nous devons rencontrer; déjà vous avez éprouvé la fureur des feuilles libé-

rales: qui de nous n'a pas eu à s'en plaindre? qui de nous a été épargné? Messieurs, vous êtes tous dévoués au trône et à l'autel.

M. DE COURVOISIER.

A l'autel et au trône!

M. DE POLIGNAC.

Soit: tous vous êtes prêts à faire les plus grands sacrifices pour eux, à manifester, à signaler votre dévouement par de nobles preuves.

TOUS.

Oui! oui!

M. DE POLIGNAC.

Eh! bien, Messieurs, je vous remercie d'avance et je vais vous parler avec sincérité. Quand j'ai composé la liste des nouveaux ministres, le temps me pressait, je n'avais pas le loisir de discuter le choix, d'examiner les titres... Il fallait recomposer, enfin, tout de suite le ministère.

M. DE LA BOURDONNAIE, à part.

Où veut-il en venir?

M. DE POLIGNAC.

Ce ministère a donc été recomposé, mais sous toutes réserves de droit...

M. DE COURVOISIER.

De telles réserves, monseigneur, ne sont pas admissibles.

M. DE BOURMONT.

Ce qui est fait est fait; mon honorable collègue a raison...

M. DE POLIGNAC.

Silence, messieurs; rappelez-vous vos promesses de dévouement, de sacrifices. Vous, monsieur de Bourmont, il vous appartient de donner un illustre, un héroïque exemple...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Monsieur de Polignac a raison...

M. DE POLIGNAC.

Sans doute, il sera suivi par monsieur de la Bourdonnaie, que la voix publique accuse.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Moi! moi! Ah! c'est par trop fort! Que monsieur de Bourmont s'éloigne, à la bonne heure; l'armée, la France entière applaudiront à sa retraite; mais moi, le chef, l'organe du véritable royalisme!... Non, non, je resterai.

M. DE POLIGNAC.

Je rends justice aux talents, aux vertus de messieurs de la Bourdonnaie et de Bourmont; je ne demanderais pas mieux qu'ils restassent au ministère; mais tout le monde me reproche le choix de ces deux hommes d'état, dont les noms déplaisent

à tous les partis; j'en appelle à la justice, à l'impartialité de mes autres collègues!...

M. DE COURVOISIER.

*Amen! amen!*

M. DE MONTEBEL.

La proposition de monsieur le prince de Polignac me paraît fort sage.

M. DE LA BOURDONNAIE.

J'ai mon portefeuille, je le tiens, je ne le lâcherai pas.

M. DE BOURMONT.

Je suis ministre, et je veux rester ministre.

M. DE CHABROL.

On a parlé tout-à-l'heure de dévouement, de sacrifices...

M. DE LA BOURDONNAIE.

Ah! monsieur de Chabrol s'en mêle aussi! Eh bien! je laisse là mon portefeuille, si monsieur de Chabrol donne avant moi sa démission.

M. DE CHABROL.

Ce n'est pas là qu'est la question... Il ne faut pas s'écarter de la question. D'ailleurs, moi, je suis une nécessité.

M. DE POLIGNAC.

Je vous avoue, messieurs, que je ne m'attendais pas à une telle résistance. Il m'est impossible de

marcher, si les choses restent comme elles sont : de tout côté je reçois des avis qui me signalent les causes de l'inquiétude générale, de l'aversion qu'inspire notre ministère; monsieur de Rigny vient de refuser la marine, des démissions m'arrivent de toute part, et enfin, je ne sais plus où donner de la tête

M. DE LA BOURDONNAIE.

Il faut offrir la marine à un autre.

M. DE BOURMONT.

Il faut se moquer des démissions et des démissionnaires; nous avons, d'ailleurs, des amis, des parens à placer; je voudrais que toute l'administration de France donnât sa démission; ce serait le meilleur moyen d'arriver à une prompté épuration.

M. DE POLIGNAC.

Allons, messieurs, je le reconnais maintenant, il faut que je prenne mon parti; je vois que j'ai affaire à des ingrats, à des hommes intéressés qui veulent le pouvoir...

M. DE BOURMONT.

Quand même!

M. DE LA BOURDONNAIE.

Oui, quand même!

M. DE POLIGNAC.

Gardez donc vos portefeuilles, vous qui êtes sourds aux cris de la France; elle vous repousse.

M. DE LA BOURDONNAIE.

Et vous aussi, mon prince! nous avons cela de commun ensemble; mais écoutez, lors même que nous aurions, mon collègue et moi, la bonhomie de donner notre démission, croyez-vous que cette opinion qui vous fait trembler aujourd'hui, se contentât de cette concession? Polignac ou Bourmont, Polignac ou la Bourdonnaie, c'est toujours la même chose; on ne vous aime pas plus que nous. Faites donc comme nous et allez votre train, narguant les libéraux, bravant les calomnieux; et tout prêt à employer les moyens de rigueur, si les jacobins vont un peu trop loin.

M. DE CHABROL.

Oui, les catégories!

M. DE LA BOURDONNAIE.

Pourquoi n'en essaierions-nous pas?

M. DE POLIGNAC.

Puisque je ne peux rien obtenir de vous, messieurs de Bourmont et la Bourdonnaie, puisque vous ne voulez pas donner vos démissions, tâchez du moins d'être sages, modérés... Point de colère,

point de réactions surtout... Maintenant, une affaire très-importante m'appelle... vous permettez ?

M. DE MONTBEL.

Aussi bien voici l'heure de dîner, *hora prandere*.

M. DE COURVOISIER.

*Benedicite dominus nos et ea quæ sumus sump-turi.*

M. DE LA BOURDONNAIE, à part.

Ah ! j'en ai été quitte pour la peur.

M. DE BOURMONT, bas à M. de la Bourdonnaie.

Jurons de mourir à notre poste... Oh ! pour cette fois je ne désertai pas !

(Les ministres sortent ensemble du cabinet de M. de Polignac.)

M. DE POLIGNAC, seul.

Je ne sais plus comment tout cela ira... Ma foi, à la grâce de Dieu !

## SCÈNE XV.

\*\*\*

LE CABINET DE L'ÉVÊQUE D'HERMOPOLIS.

\*\*\*

(Monseigneur est assis devant une petite table d'acajou, sur laquelle sont des feuilles imprimées qu'il lit avec beaucoup d'attention ; il interrompt tout-à-coup sa lecture.)

Encore une édition de mes *Conférences religieuses* !... encore des épreuves à corriger ! Mon imprimeur ne me laisse pas un moment de repos : ah ! c'est un rude métier que celui d'auteur !... Mais est-ce à moi de me plaindre, et jamais écrivain a-t-il fait un chemin aussi brillant, aussi rapide ?... les Bossuet, les Fénelon ont-ils jamais été ministres à portefeuille ? et moi, avec deux volumes de phrases que j'ai dérobées à Massillon, Bourdaloue et autres, je suis parvenu au faite des grandeurs. *Bone Deus* ! Pas une idée qui m'appartienne en propre !... Après tout, qu'aurais-je gagné à faire un ouvrage d'imagination, à être éloquent à la manière de monsieur l'abbé la Mennais ?... Des critiques, des haines violentes !... L'abbé la Mennais ne sera même jamais curé, et moi je suis ministre d'état, comte, grand-cordon de la

légion-d'honneur, évêque *in partibus infidelium* de je ne sais quelle ville d'Hermopolis, académicien, etc., etc.... C'est à peine si je puis me rap-  
peler bien exactement tous mes titres et qualités.  
Voyons, achevons la correction de cette feuille!...

(Il reprend la plume et continue à lire.)

*Mes frères... J. C. a dit : Mon royaume n'est pas de ce monde.* » Ah! quelle morale sublime! et que de fois les journaux m'ont jeté ces paroles à la tête pour égarer l'opinion publique sur mon compte, pour faire croire que je suis ambitieux!... Non, messieurs les libéraux, non, mon royaume n'est pas de ce monde... Cherchez et trouvez, si vous pouvez, sur la carte, mon évêché d'Hermopolis?... Où est-il?... je n'en sais rien... mais voilà mon royaume à moi!... Oh! l'argument est foudroyant, et je m'en servirai à la tribune, la première fois que quelque malin député renouvellera d'indécentes attaques contre l'humilité épiscopale... Mais qu'y a-t-il donc de si pressé pour qu'on me dérange? Que voulez-vous, Laurent?

(Entre le valet-de-chambre de monseigneur.)

LAURENT.

Le coiffeur de monseigneur demande s'il est disposé à se faire coiffer!...

M. D'HERMOPOLIS.

Non, dites-lui de repasser dans une heure...

LAURENT.

Où, monseigneur.

M. D'HERMOPOLIS, se levant et se regardant dans une glace.

Ah! attendez donc!... Dites au coiffeur que je suis prêt... En vérité, je suis à faire peur... comme cela... Non, je ne me reconnais pas. (*Le valet-de-chambre sort.*) Où donc est cette belle tête qui fait l'admiration du curé de Saint-Étienne-du-Mont, cette tête évangélique?... Ah! je le sens, un peu d'art ne nuit pas... mais voici l'artiste.

(Le coiffeur entre dans le cabinet de M. d'Hermopolis, et le salue.)

LE COIFFEUR.

Oserai-je demander à monseigneur s'il est toujours content de moi?...

M. D'HERMOPOLIS.

Singulière question!... Si je n'étais pas content de vous, je ne vous garderais pas.

LE COIFFEUR, le fer à la main.

C'est que, voyez-vous, monseigneur, je serais un monstre d'ingratitude!... Je vous dois tout... ma fortune est votre ouvrage.

M. D'HERMOPOLIS.

Comment cela?...

LE COIFFEUR.

Ah! monseigneur, quand on a l'honneur de

coiffer une tête comme la vôtre, de friser une chevelure aussi magnifique!...

M. D'HERMOPOLIS.

Il est vrai que, sous ce rapport, je ne suis pas tout-à-fait disgracié de la nature... Effectivement, on m'a dit que j'avais une tête passable... Pour les libertins, pour les gens du monde, ce serait un grand avantage!... mais moi, quel cas puis-je faire de cela?...

LE COIFFEUR.

Ah! monseigneur, quel bonheur pour moi d'être votre coiffeur!... Si vous saviez combien de pratiques cet auguste titre m'a valu? à peine si je puis suffire aux demandes multipliées... Je suis le coiffeur à la mode du faubourg Saint-Germain... Marquises, comtesses, baronnes, chanoines, curés, ministres-d'état, tout passe par mes mains... Si vous continuez de m'honorer de votre confiance, je serai avant peu un riche propriétaire.

M. D'HERMOPOLIS.

J'en suis charmé pour vous, monsieur, et comptez que tant que vous serez exact, vous resterez à mon service.

LE COIFFEUR.

Permettez-moi, monseigneur, de m'étonner que vous ne soyez plus ministre.... comment a-t-on pu

se priver des talents d'un aussi grand écrivain, d'un orateur aussi éloquent?

M. D'HERMOPOLIS.

La volonté de Dieu soit faite?

LE COIFFEUR.

Je sors de chez la duchesse de D...

M. D'HERMOPOLIS, *se retournant avec vivacité.*

La duchesse! la duchesse! Eh bien! que voulez-vous dire? achevez...

LE COIFFEUR.

J'ai l'honneur de la coiffer, monseigneur, et sachant le crédit dont elle jouit dans le monde et à la cour, je me suis permis de lui adresser quelques questions sur le changement de ministère... Elle m'a appris que les affaires ecclésiastiques devant être séparées de l'instruction publique, on cherchait un homme capable pour les diriger, et elle vous a nommé, monseigneur...

M. D'HERMOPOLIS.

Moi! moi! comment, la duchesse a eu la bonté de me nommer?

LE COIFFEUR.

Et moi, monseigneur, j'ai parlé de vos talents, de vos vertus; j'ai répété qu'on ne pouvait faire un meilleur choix... On a fait quelques objections...

mais j'ai plaidé votre cause avec tant de chaleur que vous recevrez avant peu votre nomination... Oh ! monseigneur, la duchesse vous est dévouée, elle vous admire !

M. D'HERMOPOLIS.

Elle assistait peut-être à mes conférences de Saint-Sulpice.

LE COIFFEUR.

Je l'ignore, monseigneur, je l'ignore absolument ; madame la duchesse ne m'a jamais parlé de conférences, mais de votre tête sublime !...

M. D'HERMOPOLIS.

Mon Dieu, mon Dieu, si j'avais quelque amour-propre, je finirais par croire qu'en effet je ne suis pas trop mal.... M'avez vous vu, monsieur, présider une distribution de prix aux collèges royaux?... Je me suis laissé dire que je représentais assez bien.

LE COIFFEUR.

Oui, monseigneur, et quelle physionomie tout à-la-fois douce et sévère ! quel heureux mélange de dignité et de bienveillance... vous étiez à croquer!.. Qu'est-ce que je dis donc là?... vous étiez à peindre, monseigneur !

M. D'HERMOPOLIS, *se levant et se regardant dans la glace.*

Encore un petit coup de peigne sur le haut de

la tête... (*Le coiffeur relève un peu les cheveux de M. d'Hermopolis.*) Là... là... bien, puisqu'on a quelques cheveux, il faut bien s'en servir... Suis-je à votre goût, monsieur ?

LE COIFFEUR.

Je voudrais que madame la duchesse vous vît aujourd'hui... vous seriez probablement ministre demain !

M. D'HERMOPOLIS.

Oui dà!... Mais, dans tous les cas, remerciez-la de ma part pour l'intérêt qu'elle veut bien prendre à moi... J'ai fort peu de mérite... Ah ! le ciel m'est témoin que je ne consentirais à subir encore un ministère que pour faire le bien !...

LE COIFFEUR.

Monseigneur n'oubliera pas son coiffeur... D'abord, je suis catholique, apostolique et romain...

M. D'HERMOPOLIS.

C'est très-bien, c'est très-bien ! je ne doute pas de vos principes religieux, et je n'ai pas besoin de votre profession de foi !... Au revoir, monsieur le coiffeur, soyez demain ici à huit heures du matin, sans faute !

LE COIFFEUR.

Monseigneur peut compter sur mon exactitude scrupuleuse et religieuse!... Religieuse, monseigneur !

M. D'HERMOPOLIS, *souriant.*

J'entends, je comprends. Au revoir.

(Le coiffeur sort, et M. d'Hermopolis entre dans son cabinet de toilette.)

## SCÈNE XVI.

LE SALON DE RÉCEPTION DE M. LE PRINCE DE POLIGNAC.

(M. de Polignac est debout devant sa cheminée; il parcourt une lettre qu'il tient à la main, et dont il interrompt souvent la lecture.)

M. DE POLIGNAC.

Une nouvelle lettre de recommandation en faveur de monsieur d'Hermopolis!... C'est, je crois, le soixantième placet de ce genre!... Est-il heureux, cet évêque, d'exciter un si vif, un si tendre intérêt? Je ne puis faire un pas dans le faubourg Saint-Germain sans qu'on me parle de l'illustre prélat... lui seul est digne d'être ministre, lui seul saura honorer le portefeuille!... M. d'Hermopolis par-ci, M. d'Hermopolis par-là!... « Ah! vous ne connaissez pas l'ex-grand-maître de l'Université!... Je voudrais que vous eussiez assisté aux conférences de l'abbé Frayssinous!... Quoi! M. Frayssinous n'est pas sur la liste des nouveaux

« ministres!... Alors, vous ne pourrez pas tenir!... « votre ministère sera maudit... Pas un ecclésiastique parmi les nouveaux ministres!... » Eh bien! vous l'aurez, mesdames, votre évêque d'Hermopolis, vous l'aurez! mais vous ne donnez pas le temps de réfléchir... un moment! je ne puis plus disposer des affaires ecclésiastiques... j'aurais bien voulu en faire un ministère à part, mais l'instruction publique toute seule sera bientôt si peu de chose, grâce aux séminaires, qu'il a bien fallu la réunir aux affaires ecclésiastiques. Et cette bonne madame Ducayla qui compte sur ce portefeuille pour son protégé! Ah! vraiment, je ne sais plus ce que je dis, ce que je fais... Je crois que je deviens absurde! mais enfin, il faut quelque chose à monsieur l'évêque d'Hermopolis... que diable lui donnerais-je?... Autrefois, quand nous avions la feuille des bénéfices, il était facile de satisfaire un prélat à qui l'on voulait du bien, surtout quand il était recommandé par une duchesse aussi aimable que l'auteur de cette lettre. (*Il regarde la lettre qu'il tient à la main.*) Ah! quelle chaleur! quel dévouement! voilà ce qui s'appelle une recommandation! Oui, mais nous n'avons plus la feuille des bénéfices! nous ne l'avons plus!... Et pourquoi ne l'aurions-nous pas, s'il vous plaît! c'était une excellente chose, et je ne vois pas... Ah! l'idée

M. D'HERMOPOLIS, *souriant.*

J'entends, je comprends. Au revoir.

(Le coiffeur sort, et M. d'Hermopolis entre dans son cabinet de toilette.)

## SCÈNE XVI.

LE SALON DE RÉCEPTION DE M. LE PRINCE DE POLIGNAC.

(M. de Polignac est debout devant sa cheminée; il parcourt une lettre qu'il tient à la main, et dont il interrompt souvent la lecture.)

M. DE POLIGNAC.

Une nouvelle lettre de recommandation en faveur de monsieur d'Hermopolis!... C'est, je crois, le soixantième placet de ce genre!... Est-il heureux, cet évêque, d'exciter un si vif, un si tendre intérêt? Je ne puis faire un pas dans le faubourg Saint-Germain sans qu'on me parle de l'illustre prélat... lui seul est digne d'être ministre, lui seul saura honorer le portefeuille!... M. d'Hermopolis par-ci, M. d'Hermopolis par-là!... « Ah! vous ne connaissez pas l'ex-grand-maître de l'Université!... Je voudrais que vous eussiez assisté aux conférences de l'abbé Frayssinous!... Quoi! M. Frayssinous n'est pas sur la liste des nouveaux

« ministres!... Alors, vous ne pourrez pas tenir!... « votre ministère sera maudit... Pas un ecclésiastique parmi les nouveaux ministres!... » Eh bien! vous l'aurez, mesdames, votre évêque d'Hermopolis, vous l'aurez! mais vous ne donnez pas le temps de réfléchir... un moment! je ne puis plus disposer des affaires ecclésiastiques... j'aurais bien voulu en faire un ministère à part, mais l'instruction publique toute seule sera bientôt si peu de chose, grâce aux séminaires, qu'il a bien fallu la réunir aux affaires ecclésiastiques. Et cette bonne madame Ducayla qui compte sur ce portefeuille pour son protégé! Ah! vraiment, je ne sais plus ce que je dis, ce que je fais... Je crois que je deviens absurde! mais enfin, il faut quelque chose à monsieur l'évêque d'Hermopolis... que diable lui donnerais-je?... Autrefois, quand nous avions la feuille des bénéfices, il était facile de satisfaire un prélat à qui l'on voulait du bien, surtout quand il était recommandé par une duchesse aussi aimable que l'auteur de cette lettre. (*Il regarde la lettre qu'il tient à la main.*) Ah! quelle chaleur! quel dévouement! voilà ce qui s'appelle une recommandation! Oui, mais nous n'avons plus la feuille des bénéfices! nous ne l'avons plus!... Et pourquoi ne l'aurions-nous pas, s'il vous plaît! c'était une excellente chose, et je ne vois pas... Ah! l'idée

sublime !... M. l'évêque d'Hermopolis sera ministre ayant la feuille des bénéfiques ; ce titre-là a un bien doux parfum d'ancien régime ; comme mes collègues , qui ont l'air de douter de ma capacité , vont être agréablement surpris !... quelle satisfaction je vais causer à cette bonne duchesse et à la France religieuse ! Mais ma promesse à madame la comtesse Ducayla ! et son pauvre Sosthène, qu'en ferais-je ?...

( Un grand bruit se fait entendre ; un valet-de-chambre entre tout effaré dans le salon de M. de Polignac. )

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Monseigneur ! monseigneur ! on viole la consigne de l'huissier , et malgré ses observations , sa résistance , un monsieur veut pénétrer jusqu'ici... Ce monsieur assure qu'il n'a pas besoin de lettre d'audience pour entrer chez les ministres...

M. DE POLIGNAC.

C'est un peu fort ! Comment , un ministre n'est pas le maître chez lui... mais quel est le nom de cet individu ! il l'a dit , sans doute...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Il refuse obstinément de décliner ses noms et qualités !

M. DE POLIGNAC.

En voudrait-il à mes jours ? serait-ce un émissaire du comité-directeur ?...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Je l'ignore , monseigneur ; mais , tenez... entendez-vous sa voix ?...

M. DE POLIGNAC.

A moi , mes gens ! holà ! mes gens !... Où sont mes pistolets... où est mon épée ?... Je crois que le brigand s'approche... placez-vous contre la porte... (*Le valet-de-chambre se place contre la porte pour qu'on ne puisse l'ouvrir.*) Tenez ferme... ferme... je vais appeler du secours par la fenêtre... les gardes entendront ma voix.

( On distingue une voix qui crie : *Je suis l'aide-de-camp du roi !... Morbleu ! Je suis l'aide-de-camp du roi... Comment , vous ne connaissez pas l'aide-de-camp du roi ! On heurte violemment la porte.* )

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Monseigneur , il dit qu'il est aide-de-camp du roi... l'entendez-vous ?

M. DE POLIGNAC.

C'est vrai !... mais le roi a beaucoup d'aides-de-camp...

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Mais , monseigneur , il pousse vigoureusement... je crois que nous ferons bien de capituler...

M. DE POLIGNAC, *riant aux éclats.*

Ah!... ah!... je reconnais maintenant la voix...  
Ah! ah! c'est l'ami Sosthène...

(Le valet-de-chambre se retire; la porte s'ouvre, et M. le vicomte Sosthène de la Rochefoucault entre précipitamment. Il est en grand uniforme, avec un chapeau à plumes sur la tête et de grandes bottes à l'écuyère, armées d'énormes éperons. Le valet-de-chambre sort.)

LE VALET-DE-CHAMBRE.

Ma foi, monseigneur, je laisse entrer l'ami Sosthène.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Je suis l'aide-de-camp du roi! Morbleu, l'aide-de-camp du roi doit entrer partout. (*S'adressant à M. de Polignac.*) Ah! les sottes gens que vos gens, mon prince! Concevez-vous leur audace ou plutôt leur bêtise... ne voulaient-ils pas que j'exhibasse ma lettre d'audience?

M. DE POLIGNAC.

Monsieur le vicomte, vous conviendrez du moins que votre entrée est un peu brusque... Mes gens ont fait leur devoir; il est tout naturel qu'ils ne laissent pas entrer le premier venu...

M. LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Moi! est-ce que j'ai l'air d'un premier venu,

mon prince, et ne me connaît-on pas, ne doit-on pas me connaître?... l'aide-de-camp du roi...

M. DE POLIGNAC, *souriant.*

Mes gens, vous le savez, monsieur le vicomte, sont un peu dépaysés, justement parce qu'ils se trouvent maintenant dans leur pays...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Ah! oui, le long séjour en Angleterre... Je conçois... ça pourrait être une raison... mais mon uniforme, mon chapeau, ces bottes à l'écuyère, cet air martial, tout ne leur disait-il pas que j'étais un personnage de conséquence?...

M. DE POLIGNAC.

Il fallait vous nommer, monsieur le vicomte; en vous nommant, vous vous seriez épargné une scène désagréable; je suis fâché de cela... Mais qu'est-il donc arrivé? En vous voyant en uniforme, en bottes à l'écuyère, je crains que quelque événement extraordinaire...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Quelque événement extraordinaire!... Oh! mon Dieu, non: c'est tout simple, au contraire...

M. DE POLIGNAC.

Est-ce que votre service militaire vous réclame auprès...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Mon Dieu, non ! j'aime ce costume qui vous étonne... Il me sied à ravir ; fi de l'habit bourgeois ! je ne veux pas avoir l'air d'un pékin, et d'ailleurs, les fonctions que je remplis exigent beaucoup d'apparat, de solennité ; aussi quel effet je produis dans mes bureaux, à mon Opéra, à mon Conservatoire, quand je parais revêtu de mes insignes militaires... Tenez, je sors d'une distribution de prix à l'École royale de musique et de déclamation...

M. DE POLIGNAC.

Comment, monsieur le vicomte, en bottes à l'écuyère ?

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Oui, mon prince, et si vous m'en croyez, vous adopterez mon costume pour la première séance du conseil des ministres ; il vous donnera de l'aplomb. Moi, quand j'ai mon uniforme, il me semble que j'ai six pieds au moins... Vous ne sauriez croire quelle est l'influence de deux grosses épaulettes à graine d'épinards...

M. DE POLIGNAC.

A la bonne heure, monsieur le vicomte ; mais pourrais-je connaître ce qui me vaut l'honneur de votre visite?... (*A part.*) Je voudrais bien qu'il fût parti !

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Je sais, mon prince, que vous avez eu la bonté de penser à moi...

M. DE POLIGNAC.

Oui, monsieur le vicomte, mais...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Je sais que vous avez daigné jeter les yeux sur moi pour d'augustes fonctions... que vous m'avez jugé digne...

M. DE POLIGNAC.

Ah ! monsieur le vicomte, j'aurais voulu, j'aurais désiré être plus heureux...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

J'ai tout ce qu'il faut pour faire un excellent ministre ; Dieu merci, j'ai fait mes preuves en administration... Avez-vous vu mon *Guillaume Tell*?...

M. DE POLIGNAC.

Votre *Guillaume Tell*?...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Oui... l'avez-vous vu?... Voilà un opéra!...

M. DE POLIGNAC.

Je comprends maintenant... c'est-à-dire, la nouvelle pièce qu'on vient de jouer à l'Académie royale de Musique... Elle est, je crois, de monsieur Rossini...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Et un peu de moi, mon prince, un peu de moi... mais cela est entre nous... Eh bien ! voilà un succès pyramidal, colossal, qui répond à tout !... Que c'est beau, mon prince, que c'est beau ! Si vous voulez, j'aurai l'honneur de vous envoyer une loge, deux loges, pour la prochaine représentation...

M. DE POLIGNAC.

Je vous remercie, monsieur le vicomte... mes principes ne me permettent pas des distractions profanes !

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Profanes ! oui, avant ma direction... mais j'ai mis bon ordre à tout cela... On est moral, religieux à mon Opéra, maintenant... Vous avez sans doute apprécié ces heureux résultats de mon administration, en m'appelant au ministère des affaires ecclésiastiques ?

M. DE POLIGNAC.

Il est vrai que vous avez rendu un grand service à la morale publique, mais...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Eh bien ! mon prince, je viens implorer une nouvelle grâce... vous mettez le comble à vos bontés pour moi en me permettant de ne pas accepter ce ministère...

M. DE POLIGNAC.

Qu'entends-je ? Quoi, monsieur le vicomte, vous refuseriez ?...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Oui, mon prince, je suis trop nécessaire à la tête des beaux-arts ; sans moi, arts et artistes mourraient en France... J'ai entendu leurs plaintes, j'ai vu leur douleur, à la nouvelle funeste du changement qui allait m'éloigner d'eux !... Je resterai donc, monsieur le Chargé...

M. DE POLIGNAC, à part.

Prenons-le au mot. (*Haut.*) Le bonheur des beaux-arts fera le malheur des affaires ecclésiastiques, monsieur le vicomte ; mais vous avez mûrement réfléchi ?... Votre aimable protectrice souscrit sans doute à cette détermination qui m'afflige ?

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Si elle se fâche, tant pis... moi, je suis libre, je veux faire mes volontés... D'ailleurs, je lui parlerai, et puis vous-même, ne pouvez-vous, mon prince, arranger cela d'une manière satisfaisante pour tout le monde ?... Vous n'avez qu'à dire que vous avez été contrarié dans vos vues, dans vos choix... mais surtout ne dites rien de ma visite... Vous concevez que la reconnaissance m'impose des égards, des devoirs...

M. DE POLIGNAC.

Soyez tranquille, monsieur le vicomte, reposez-vous sur moi du soin de terminer l'affaire à l'amiable... Continuez à tenir avec la même dignité le sceptre des beaux-arts, et, si enfin la voix de la France vous force à le déposer, pour vous investir d'autres fonctions, sans doute, vous ne serez point sourd à cet honorable appel, vous vous empresserez...

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Nous verrons cela, quand nous y serons... mon prince, et cela demande toujours des réflexions; mais, en attendant, je garde mes beaux-arts et mon Opéra: c'est mon bien, c'est ma vie!... Ainsi, mon prince, je puis regarder comme acceptée ma démission de ministre des affaires ecclésiastiques?...

M. DE POLIGNAC.

Oui, monsieur le vicomte.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Et vous vous chargez de ce qui concerne la dame en question... vous savez?

M. DE POLIGNAC.

Oui, monsieur le vicomte.

LE VICOMTE SOSTHÈNE.

Alors, je n'ai plus rien à désirer... Adieu, mon prince; permettez que je me retire, car je me rap-

pelle que j'ai une audience à donner à deux danseuses qui se disputent un pas de deux ou de trois, je ne sais pas au juste... C'est une affaire majeure, très-majeure!... Adieu, mon prince... Quand vous voudrez une loge, deux loges, trois loges pour mon Opéra... ne vous gênez pas.... Ah! mon Dieu, que je suis bête!... J'oubliais que votre confesseur vous défendait le spectacle... Ah! il a tort, très-grand tort, votre confesseur; s'il connaissait mon Opéra, tel que je l'ai fait, il ne serait pas si sévère... Votre serviteur très-humble.

(Le vicomte sort, et M. de Polignac fait quelques pas pour le reconduire.)

M. DE POLIGNAC.

On m'avait bien dit que le vicomte était fort ridicule.... On ne m'avait pas trompé.... Mais sa visite me délivre d'un grand embarras. Ne croyait-il pas déjà tenir un portefeuille? Ah! le plaisant ministre que nous aurions eu là!... C'est pour le coup que les jacobins auraient eu raison!... Grâce au ciel, voilà le ministère au grand complet: M. d'Haussez à la marine, M. D'Hermopolis au ministère des bénéfiques... Nous avons tout notre monde... Nous pouvons marcher, marchons?

(Un valet-de-chambre entre et apporte une lettre au prince, qui la lit rapidement, et passe ensuite dans une pièce attenante au salon.)

## SCÈNE XVII.

•••  
UN CONSEIL DES MINISTRES.  
•••

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Eh! bien, déjà trois mois d'existence! Dieu merci, nous vivons encore.

LE GARDE-DES-SCEAUX.

Nous ne sommes pas morts.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION.

Et nous nous portons fort bien.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Pour moi, je n'ai jamais eu plus d'envie de vivre.

LE MINISTRE DE LA MARINE.

Et messieurs les libéraux assuraient que nous n'en avions pas pour quinze jours, pour une semaine même.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nous avons méprisé les clabauderies des factions, nous avons bravé les attaques de la licence, et déjà les journaux révolutionnaires semblent fatigués de nous insulter, de nous calomnier.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Les calomnies passent, et les ministres restent...

c'est vrai; mais moi je pense qu'il faudra toujours en venir à mon système, pour rétablir tout-à-fait la tranquillité. Nous ne nous sommes pas encore montrés, on nous accuse de faiblesse. Prouvons qu'il ne dépend que de nous d'avoir de l'énergie.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Eh! mon Dieu, mon cher collègue, à quoi nous serviront des mesures énergiques? La France est tranquille, vous en convenez; on paie exactement les impôts, nous touchons très-exactement aussi nos appointemens; que nous manque-t-il donc?

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Mais on nous accuse de faiblesse, de pusillanimité! On dit que nous ne faisons rien...

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

C'est peut-être vrai; cependant je ne vois pas encore qu'il y ait là de quoi se mettre en colère...

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Ma foi, moi, je ne sais pas de quelle nature vous êtes, et je ne conçois rien à votre calme, à votre patience. Tous les jours des colonnes d'injures, de récriminations! C'est trop fort, et quoique la presse périodique soit moins violente contre le ministère, cependant elle ne me laisse pas un moment tranquille, moi! il paraît que je suis le privilégié de l'insulte... Mais vous, monsieur le

ministre de la guerre, vous ne dites rien ! Comment, vous n'appuyez pas ma motion contre la licence de la presse ! Cependant vous avez autant que moi à vous en plaindre.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Beaucoup plus que vous, monsieur le comte : a-t-on écrit contre vous quelque chose d'aussi fort que le poème de *Waterloo* !...

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Non, sans doute.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Eh ! bien, m'avez-vous vu un moment soucieux, triste ? Avez-vous remarqué en moi quelque chose qui pût faire soupçonner le découragement ou l'intention d'une démission ?... J'ai lu les beaux vers de Barthélemy et de Méry... Ces jeunes gens ont un fort beau talent, et je suis au nombre de leurs admirateurs.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Quelle horreur ! Comment avez-vous pu lire des choses aussi abominables ?

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

La belle poésie a toujours eu des charmes pour moi... Je pourrais vous réciter quelques tirades du poème de *Waterloo* ; ah ! ce pauvre Casimir

Delavigne, avec ses *Messéniennes*, comme il est pâle auprès de Barthélemy et de Méry ! Ah ! mes chers collègues, écoutez :

Aussi, quand des combats la chance aléatoire  
D'une page douteuse habilla leur histoire,  
L'Anglais la publia, monté sur des tréteaux.  
De leurs drapeaux vainqueurs ils montraient la merveille,  
Comme des parvenus, mendiants de la veille,  
Étalent leurs premiers manteaux...

Hein ! monsieur de l'intérieur, que dites-vous de cela ? Quelle vigueur ! quelle énergie !

M. DE LA BOURDONNAIE.

Voilà, certes, de votre part, monsieur le comte, de la grandeur d'âme, de la magnanimité. Mais sans doute vous n'avez pas retenu certaines strophes qui mériteraient au moins dix années d'emprisonnement ?

LE MINISTRE DE LA GUERRE, *déclamant avec chaleur.*

Mais, outrage inoui dont la France tressaille !  
Un homme, le Sinon de la grande bataille,  
Du trône militaire a conquis le pouvoir.

Les Anglais l'ont voulu : par sa main diffamée,  
Ils donnent lâchement un soufflet à l'armée ;

La venger, c'est notre devoir...

Vous paraissez étonnés, mes chers collègues... Cela prouve que vous n'aimez pas la poésie... Barthélemy et Méry ont fait leur métier de poète, moi je fais mon métier de ministre et de métro-

phile. Le poème de Méry et de Barthélemy a eu cinq ou six éditions, en aura peut-être encore autant (ce que je leur souhaite de tout mon cœur); et moi, je tiens mon portefeuille, et ne le lâche pas! Si j'étais ministre de l'intérieur, je sais bien ce que je ferais...

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Je sais bien ce que je ferais de mon côté, si j'étais ministre de la guerre...

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Je donnerais des pensions à nos deux jeunes poètes, j'encouragerais leurs talens...

LE MINISTRE DES FINANCES.

Oui, pour qu'ils fassent encore des *Villétiades*, des *Peyronnéides*...

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Des *Bourmontiades*, des *Chabroléides*! Mais qu'importe, pourvu qu'ils fassent de bons vers, qu'ils amusent le public... Pendant que le public lit et s'amuse... vous connaissez tous le refrain de notre prédécesseur Mazarin...

LE MINISTRE DES FINANCES.

Ma foi, moi, j'aime bien la poésie, mais je hais la poésie qui s'attaque à ce qu'il y a de plus sacré...

LE GARDE-DES-SCEAUX.

De plus honorable!

LE MINISTRE DE LA MARINE.

De plus respectable...

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Les ministres! n'est-ce pas! Ah! nous y voilà! Eh! mes chers collègues, tant que nous aurons nos portefeuilles, nous n'aurons pas à nous plaindre... Tant que nous toucherons nos appointemens, nous devons rire... Les appointemens, je ne connais que ça... Mais, M. de Polignac ne nous dit rien?... Voyons, n'avons-nous pas à travailler ensemble?...

M. DE POLIGNAC.

C'est vrai... J'oubliais que des affaires importantes... Pourquoi aussi parle-t-on de choses si étrangères à ce qui doit être l'objet de nos délibérations?... Je croyais vraiment que j'assistais à un cours de littérature, en entendant monsieur de la guerre déclamer des vers!.... Voyons, commençons par le commencement... Savez-vous, messieurs, quelque chose de nouveau sur la guerre entre les Turcs et les Russes?... Il y a plusieurs semaines que je n'ai lu les journaux.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Oh! ils doivent dire toujours la même chose... Pour moi, je ne veux plus les lire... C'est dégoûtant!

M. DE POLIGNAC.

Un de vous, messieurs, pourra peut-être nous apprendre ce qu'il y a dans les journaux... J'ai tant d'audiences à donner, de courses à faire, que le temps me manque, et puis, je suis tout-à-fait de l'avis de monsieur de l'intérieur... Mais personne ne répond?... Alors, je vais faire acheter le *Messenger des Chambres*.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Attendez, mon prince, attendez; je crois que je l'ai dans ma poche. (*Il fouille dans sa poche et présente la feuille à M. de Polignac.*) Tenez, monsieur le président...

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, à part.

Monsieur le président!... monsieur le président!... Qu'est-ce qu'il dit donc là le collègue?

M. DE POLIGNAC, prenant le journal.

Merci, monsieur le comte, merci.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Je ne pense pas qu'il y ait du nouveau dans ce journal; mais, monsieur le président, lisez toujours.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, bas et se rapprochant du ministre de la guerre et lui saisissant le bras.

Où voyez-vous donc un président?... Il n'y a

point de président ici... entendez-vous? Nous sommes tous égaux...

LE MINISTRE DE LA GUERRE, bas.

Et M. de Polignac, donc!

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, bas.

Il n'est pas plus président que vous et que moi.

LE MINISTRE DE LA GUERRE, bas.

Il le sera!

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, haut.

Plus souvent!

LE MINISTRE DE LA GUERRE, bas.

Il le sera, vous dis-je!... Mauvaise tête!...

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Je voudrais bien voir ça?...

LE MINISTRE DE LA GUERRE, bas.

Vous le verrez.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, à part.

Un président!... Un président!... Ça serait fort!... ça ne sera pas, morbleu! ça ne sera pas!...

M. DE POLIGNAC, lisant le journal.

Ma foi, messieurs, jusqu'à présent je ne vois rien dans ce journal... Des phrases, toujours des phrases contre nous... Pas de nouvelles étran-

gères... Un traité... Un traité d'Andrinople... Cela ne nous regarde pas...

LE GARDE-DES-SCEAUX.

Non, cela ne saurait nous regarder.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Je pense comme monsieur le garde-des-sceaux...

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Cependant, messieurs, je soupçonne que ce traité d'Andrinople... Si monsieur de Polignac avait la bonté d'en faire la lecture, on saurait à quoi s'en tenir...

M. DE POLIGNAC, lisant toujours le journal.

Je ne comprends pas trop ce que ces gazetiers ont voulu dire... Je tâche de pénétrer le sens de cette mauvaise plaisanterie... Traité entre la Russie d'une part et la Porte ottomane de l'autre part... Il y aura paix entre les deux puissances... Ah! cela peut être fort drôle, fort plaisant, mais cela me semble à moi de bien mauvais goût...

LE MINISTRE DE LA MARINE, à part.

Si c'était sérieux... par hasard...

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Eh! mais, j'entends parler depuis quelques jours d'Andrinople... comme s'il s'y était passé dernièrement un événement remarquable... Il faudrait s'assurer...

M. DE POLIGNAC.

Moi, je n'ai entendu parler de rien; s'il était arrivé quelque chose d'extraordinaire, Wellington me l'aurait fait savoir... mais ses dépêches ne disent pas un mot de ce traité d'Andrinople... (*Il continue à lire le journal.*) Ah! dites donc, monsieur, ce traité est signé... il est dans les formes voulues... Ma foi, rien n'y manque...

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

C'est une pièce *apogriphe*! c'est une pièce *apogriphe*... le journal a menti!

TOUS.

Pièce apocryphe! pièce apocryphe!!

M. DE POLIGNAC.

Un moment, messieurs, un moment... il y a des signatures... et puis, les extraits des journaux de Londres parlent tous de ce traité... ils sont même fort en colère contre la Russie, contre Wellington, contre la France... Ils trouvent étonnant que nous ne soyons pas intervenus au traité... Pour quoi faire, je vous le demande un peu? La Russie et la Turquie ne pourraient-elles faire un traité sans moi?... Rien de plus facile à faire qu'un traité... Article premier... article deuxième... article troisième... ainsi de suite. Oh! mon Dieu, il

me semble que je ferais une douzaine de traités le matin avant de déjeuner.

LE GARDE-DES-SCEAUX.

Après tout, ce traité nous ôte-t-il nos portefeuilles? y est-il question de nous?...

M. DE POLIGNAC.

Pas le moins du monde.

LE MINISTRE DE LA MARINE.

Y est-il question de l'Angleterre, de Wellington?

M. DE MONTEBEL.

Pas plus que de nous?

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Alors, cela ne nous regarde nullement.

M. DE POLIGNAC, *continuant à lire le journal.*

Diab!es! messieurs de la Russie... comme ils y vont! ils demandent des millions, des provinces! ils font payer fort cher la paix à la Turquie... et puis, par-dessus le marché, une armée d'occupation pour garantir le paiement de l'indemnité de guerre!... Ce pauvre Grand-Turc! comme il est étrillé!... Si j'avais pu prévoir tout cela... Mais comment pouvoir deviner que les Russes iraient si vite en besogne?...

LE MINISTRE DE LA MARINE.

La navigation de la Mer-Noire est-elle libre?...

cela m'intéresse beaucoup, moi, en ma qualité de ministre de la marine.

M. DE POLIGNAC.

Oui... je crois avoir vu que la navigation de la Mer-Noire est libre... mais c'est si long, si embrouillé, que je n'ai pas le courage de relire ce traité qui ne finit pas... il y a au moins une vingtaine d'articles...

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Et moi qui préparais mon expédition de douze mille hommes pour aller au secours de Mahmoud!

LE MINISTRE DE LA MARINE.

Et moi qui allais faire construire des bateaux de transport pour les troupes françaises destinées à faire cette heureuse diversion en faveur des Turcs!

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Allons, messieurs, il ne faut pas nous le dissimuler, c'est un pied de nez pour l'Angleterre et la France... La Russie nous a joué un bon tour...

M. DE POLIGNAC, *riant.*

Oh! un tour excellent!... J'en suis fâché pour Wellington... Pour Wellington seulement... On dira tout ce qu'on voudra, je soutiens que la France ne perd rien à ce traité... et puis, s'il faut que je vous

le dise, messieurs et chers collègues, je n'aime pas les mahométans...

LE GARDE-DES-SCEAUX.

Pourquoi Mahmoud ne se ferait-il pas catholique, apostolique et romain?... Nous aurions pu alors appeler la chrétienté à une sainte croisade contre les Russes schismatiques...

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Monsieur des sceaux a raison. Haine aux impies, aux philosophes, aux schismatiques, aux libéraux, aux musulmans et autres gens *ejusdem farinae*!

M. DE POLIGNAC, regardant à la pendule.

Quoi! déjà dix heures!... Comme le temps passe vite avec vous, messieurs, dont les lumières me sont si nécessaires, et qui travaillez si utilement au bien de l'État... Voilà une séance bien intéressante... La grande question politique qui occupait l'univers est résolue enfin... Nous pouvons respirer; et maintenant que les débats entre la Russie et la Turquie sont heureusement terminés à la satisfaction générale, nous n'avons plus qu'à songer aux affaires intérieures... Je vous ferai part incessamment d'une mesure qui donnera plus de force et de stabilité à notre ministère... Messieurs, la séance est levée.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, à part.

Que veut-il dire avec cette mesure... Encore quelque changement, quelque modification peut-être dans la composition du ministère... S'agirait-il de la présidence?... Nous verrons bien.

(Les ministres se lèvent et sortent. Tous se frottent les mains, excepté le ministre de l'intérieur, dont la physionomie sombre et triste contraste avec la joie de ses confrères.)

## SCÈNE XVIII.

LE CABINET DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

LE MINISTRE, seul.

Voilà donc le mot de l'énigme!... Plus de doute! M. de Polignac veut absolument s'asseoir au fauteuil de la présidence, et cette mesure dont il nous parlait dernièrement, et qui devait donner de la stabilité au ministère, c'est cette omnipotence ministérielle!... Moi, j'irais me faire le très-humble serviteur d'un homme dont je consentais à être le collègue, parce que je croyais pouvoir conseiller, diriger son impéritie!... Non, non! Aussi bien suis-je las de voir la faiblesse et l'impuissance d'un ministère dont la France m'accuse

le dise, messieurs et chers collègues, je n'aime pas les mahométans...

LE GARDE-DES-SCEAUX.

Pourquoi Mahmoud ne se ferait-il pas catholique, apostolique et romain?... Nous aurions pu alors appeler la chrétienté à une sainte croisade contre les Russes schismatiques...

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Monsieur des sceaux a raison. Haine aux impies, aux philosophes, aux schismatiques, aux libéraux, aux musulmans et autres gens *ejusdem farinae*!

M. DE POLIGNAC, regardant à la pendule.

Quoi! déjà dix heures!... Comme le temps passe vite avec vous, messieurs, dont les lumières me sont si nécessaires, et qui travaillez si utilement au bien de l'État... Voilà une séance bien intéressante... La grande question politique qui occupait l'univers est résolue enfin... Nous pouvons respirer; et maintenant que les débats entre la Russie et la Turquie sont heureusement terminés à la satisfaction générale, nous n'avons plus qu'à songer aux affaires intérieures... Je vous ferai part incessamment d'une mesure qui donnera plus de force et de stabilité à notre ministère... Messieurs, la séance est levée.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, à part.

Que veut-il dire avec cette mesure... Encore quelque changement, quelque modification peut-être dans la composition du ministère... S'agirait-il de la présidence?... Nous verrons bien.

(Les ministres se lèvent et sortent. Tous se frottent les mains, excepté le ministre de l'intérieur, dont la physionomie sombre et triste contraste avec la joie de ses confrères.)

## SCÈNE XVIII.

LE CABINET DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

LE MINISTRE, seul.

Voilà donc le mot de l'énigme!... Plus de doute! M. de Polignac veut absolument s'asseoir au fauteuil de la présidence, et cette mesure dont il nous parlait dernièrement, et qui devait donner de la stabilité au ministère, c'est cette omnipotence ministérielle!... Moi, j'irais me faire le très-humble serviteur d'un homme dont je consentais à être le collègue, parce que je croyais pouvoir conseiller, diriger son impéritie!... Non, non! Aussi bien suis-je las de voir la faiblesse et l'impuissance d'un ministère dont la France m'accuse

d'être le complice : j'entends tous les jours dire autour de moi : « Eh ! bien , où est donc cet intrépide , ce fougueux la Bourdonnaie?... lui qui donnait de si belles espérances!... Il s'est endormi sur son portefeuille... L'Hôtel de l'intérieur est devenu la Capoue de l'Annibal royaliste... » Non , je ne dors pas , et je vais prouver que je veille... Allons , plus de retard... Il faut que je sorte du ministère , mais avec éclat , avec gloire ! Avant de déposer le portefeuille , je veux faire précéder ma démission d'un acte qui me réhabilite aux yeux des honnêtes gens , et donne la mesure de ce que j'aurais pu faire pour le bien public , si je n'avais pas été enchaîné par la faiblesse et la pusillanimité de mes collègues... (*Il agite sa sonnette et un secrétaire du ministre se présente.*) Vous allez , monsieur , me rédiger le plan d'une ordonnance pour l'érection d'un monument nouveau à la gloire du plus grand , du meilleur des rois qu'ait eus la France.

LE SECRÉTAIRE.

De Louis IX , monseigneur !

LE MINISTRE.

Eh ! non !

LE SECRÉTAIRE.

De Louis XII?... de Henri IV?...

LE MINISTRE.

Ah ! vous n'y êtes pas !... C'est Louis XIV , dont je veux honorer les vertus , la gloire , le génie...

LE SECRÉTAIRE.

A la bonne heure , monseigneur.

LE MINISTRE.

Je veux qu'une statue équestre et colossale , en bronze , du grand roi , s'élève sur la place du château , à Versailles. Elle sera posée sur un piédestal de granit de Corse , qui , *marié au bronze , produira un grand effet.*

LE SECRÉTAIRE.

Bien , monseigneur , cette dernière phrase est très-jolie... Je vais jeter sur le papier le projet d'ordonnance.

LE MINISTRE.

Attendez.... Dites que le grand roi sera représenté galopant vers le château... Hein ! comment trouvez-vous cette idée ?...

LE SECRÉTAIRE.

Excellente , monseigneur... Mais , où prendrez-vous les fonds pour payer les frais du monument ? Vous savez que notre budget...

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Sur les fonds affectés à l'encouragement des

sciences, des lettres et des arts... Ce sera de l'argent bien mieux employé qu'en secours accordés à des savans, à des artistes toujours ingrats...

LE SECRÉTAIRE.

Je vous ferai observer, monseigneur, que nous avons bon nombre de demandes qui me semblent très-légitimes...

LE MINISTRE.

Ne me parlez pas des savans, des hommes de lettres... tant que je serai ministre... ils n'auront rien... ils n'ont droit à rien... Qu'ont-ils fait pour nous depuis que nous sommes à la tête des affaires? A-t-il paru une seule brochure, une seule ode, une seule chanson même, en notre honneur? On a bien publié un ou deux pamphlets pour nous soutenir, mais ils étaient anonymes, et aucun auteur n'a eu le courage de signer notre défense... Vous concevez alors, monsieur, que je regarde les savans et les littérateurs comme nos ennemis...  
 Donc, point d'argent!

LE SECRÉTAIRE.

Mais, monseigneur, si pour le malheur de la France vous étiez obligé de quitter le ministère...

LE MINISTRE.

J'ai tout prévu... Vous mettez sur le projet d'or-

donnance que les fonds pour le paiement des frais de cette statue seront prélevés, chaque année, par portion égale, sur le budget des lettres et des arts... Je suppose que cette statue coûte un million... alors que restera-t-il pour les encouragemens des sciences et de la littérature?... Par cette heureuse combinaison, je continue ma puissance pendant bon nombre d'années, je laisse un puissant souvenir de mon administration, en supposant que je dépose demain mon portefeuille... Vous avez entendu... Allez...

LE SECRÉTAIRE.

Je vais, monseigneur, rédiger ce plan, et je le soumettrai demain à votre examen.

LE MINISTRE.

Ce soir... le plus tôt possible!

(Le secrétaire sort.)

LE MINISTRE.

Maintenant, je puis donner ma démission... M. de Polignac apprendra bientôt que je ne suis pas un mannequin politique!... Qu'il reprenne le portefeuille qu'il m'a donné... il ne sera pas embarrassé pour trouver un autre ministre de l'intérieur; l'ami Montbel est tout prêt, et ne demande pas mieux que de quitter l'instruction publique

où il se trouve gêné, avec son latin de cuisine... moi, je vais rentrer dans l'opposition... Oui, je sors du ministère... mais, si j'y rentre jamais!!!...

(Le ministre quitte son cabinet pour aller dans ses bureaux.)

### SCÈNE XIX.

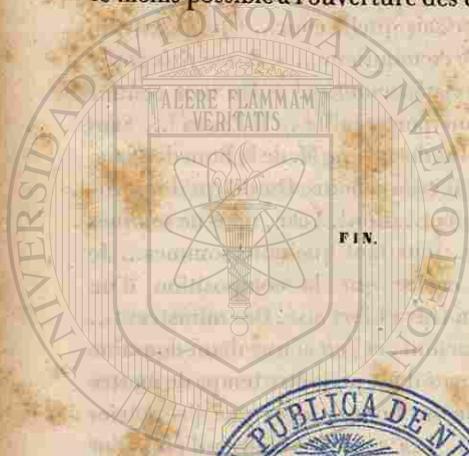
LE CABINET DE M. DE POLIGNAC.

LE MINISTRE, seul.

Ah! monsieur de la Bourdonnaie, vous vouliez faire le petit Buonaparté chez nous! Vous vous imaginiez que je vous laisserais faire le maître... que, probablement, je vous donnerais la main pour vous installer dans le fauteuil de la présidence! Vous envoyez votre démission parce que je veux être président, moi qui vous ai fait ministre, moi qui ai distribué tant de portefeuilles!... Je crois, cependant, que c'était bien le moins que je me réservasse le fauteuil! Si j'avais agi autrement, c'est pour le coup qu'on se serait moqué de moi... Eh bien! M. de Montbel prendra le portefeuille de M. de la Bourdonnaie, et la France applaudira, sans doute, à ce changement.

M. de Montbel est, d'ailleurs, d'une humeur très-commode, très-douce... Il n'aura de volonté que la mienne... et puis, on m'a beaucoup parlé d'un certain Guernon de Ranville, procureur-général de je ne sais quelle cour... On m'a cité un mot sublime de ce monsieur... « *Je me fais gloire d'être contre-révolutionnaire!* » Un mot comme celui-là vaut un portefeuille... Il l'aura!... Sans doute, il sera plus docile que M. de la Bourdonnaie, plus modéré... il criera moins. On dit qu'il improvise très-facilement... Bon!... car, nous ne sommes guère orateurs, tous tant que nous sommes... Je commence à croire que la composition d'un ministère est un travail fort aisé. Des ministres!... on en trouve partout, et j'en ai une demi-douzaine de rechange; mais il est peut-être temps de mettre à exécution une des bonnes idées que j'ai mûries en Angleterre... Les sous-secrétaires-d'état sont des hommes fort utiles, et Wellington m'en a toujours dit beaucoup de bien... Un grand seigneur ne peut pas toujours travailler, s'occuper des détails minutieux de l'administration; on prend un commis habile, actif, instruit; on le décore du titre négatif de sous-secrétaire d'état... et le ministre dort tranquille! c'est l'essentiel. Je vais réfléchir à cela... j'ai encore quelques mois devant moi... J'ouvrirai les chambres le plus tard possi-

ble... S'il faut retourner à Londres, j'y retournerai; mais deux ou trois mois sont un siècle pour un ministre; mettons le temps à profit... et songeons le moins possible à l'ouverture des chambres...



.....

**TABLE.**

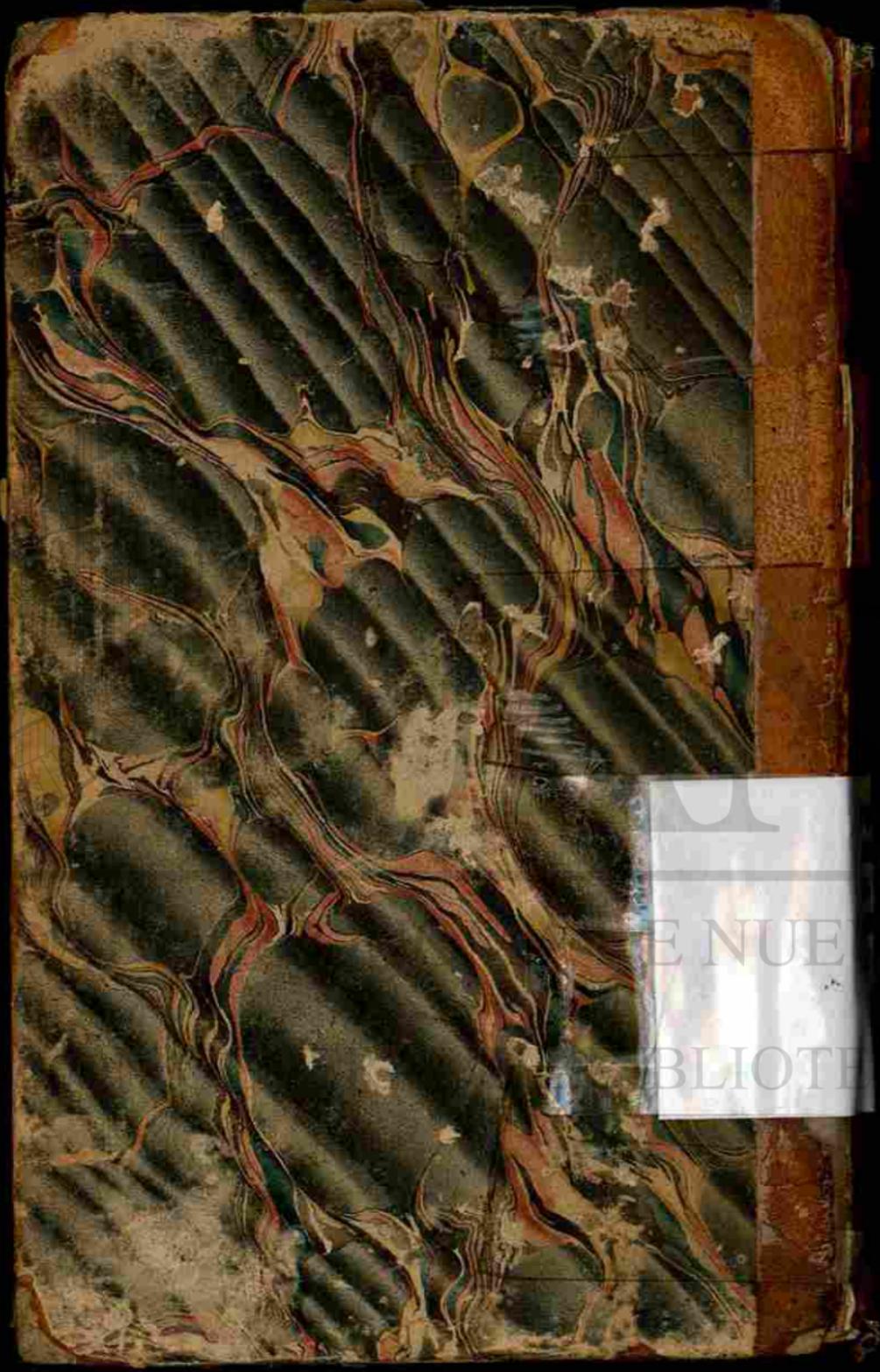
ROME.	Page 7
LONDRES.	35
PARIS.	101

FIN DE LA TABLE.

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS





THE NUE  
BLIOTH